Jacques Simon

MOSTEFA BEN BOULAÏD

Le promoteur de la révolution algérienne

L'Harmattan

CREAC
HISTOIRE

© L'Harmattan, 2016

5-7, rue de l'École-Polytechnique, 75005 Paris

www.harmattan.com
diffusion.harmattan@wanadoo.fr

ISBN : 978-2-343-09725-1
EAN : 9782343097251

MOSTEFA BEN BOULAÏD

Le promoteur
de la révolution algérienne

Centre de Recherches et d'Études sur l'Algérie Contemporaine

Le CREAC entend : Présenter et éditer des textes et documents produits par des chercheurs, universitaires et syndicalistes français et maghrébins.

Déjà parus :

La Fédération de France de l'USTA Jacques SIMON, en 2002).

Avec le concours du Fasild-Acsé

- L'immigration algérienne en France de 1962 à nos jours (œuvre collective sous la direction de Jacques Simon)
- Les couples mixtes chez les enfants de 1 'immigration algérienne. Bruno Lafort.
- La Gauche en France et la colonisation de la Tunisie. (1881-1914). Mahmoud Faroua.
- L'Etoile Nord-Africaine (1926-l937), Jacques Simon.
- Le MTLD (Le Mouvement pour le triomphe des libertés démocratiques (1947-1954) (Algérie), Jacques Simon
- La réglementation de l'immigration algérienne en France. Sylvestre Tchibindat.
- Un Combat laïque en milieu colonial. Discours et œuvre de la fédération de Tunisie de la ligue française de l'enseignement (1891-1955). Chokri Ben Fradj
- Novembre 1954, la révolution commence en Algérie. J. Simon
- Les socialistes français et la question marocaine (1903-1912) Abdelkrim Mejri
- Les Algériens dans le Nord pendant la guerre d'indépendance. Jean René Genty.
- Le logement des Algériens en France. Sylvestre Tchibindat.
- Les communautés juives de l'Est algérien de 1865 à 1906. Robert Attal.
-Le PPA (Le Parti du Peuple Algérien) J.Simon
-Crédit et discrédit de la banque d'Algérie (seconde moitié du XIXe siècle) M.L.Gharbi
-Militant à 15 ans au Parti du peuple algérien. H. Baghriche
-Le massacre de Melouza. Algérie juin 1957. Jacques Simon
- Constantine. Le cœur suspendu. Robert Attal
*- Paroles d*es communautés juives de l'Est algérien de 1865 à 1906. Robert Attal.
- Le PPA (Le Parti du Peuple Algérien) J. Simon
- Crédit et discrédit de la banque d'Algérie (seconde moitié du XIXe siècle) M. L. Gharbi
- Militant à 15 ans au Parti du peuple algérien. H. Baghriche
- Le massacre de Melouza. Algérie juin 1957. Jacques Simon
- Constantine. Le cœur suspendu. Robert Attal
- Paroles d'immigrants : Les Maghrébins au Québec. Dounia Benchaâlal
- « Libre Algérie ». Textes choisis et présentés par Jacques Simon.
- Algérie. Le passé, l'Algérie française, la révolution (1954-1958). Jacques Simon.
- Messali avant Messali. Jacques Simon.
- Comité de liaison des Trotskystes algériens. Jacques Simon.
- Le MNA. Mouvement national algérien. (1954-1956). Nedjib Sidi Moussa J. Simon
- Algérie. L'abandon sans la défaite (1958-1962). Jacques Simon
- Constantine. Ombres du passé. Robert Attal
- Biographes de Messali Hadj. (C. A. Julien, D. Guérin, M. Kaddache, C. R.Ageron, R. Gallisot... M. Harbi, B. Stora). Jacques Simon

---

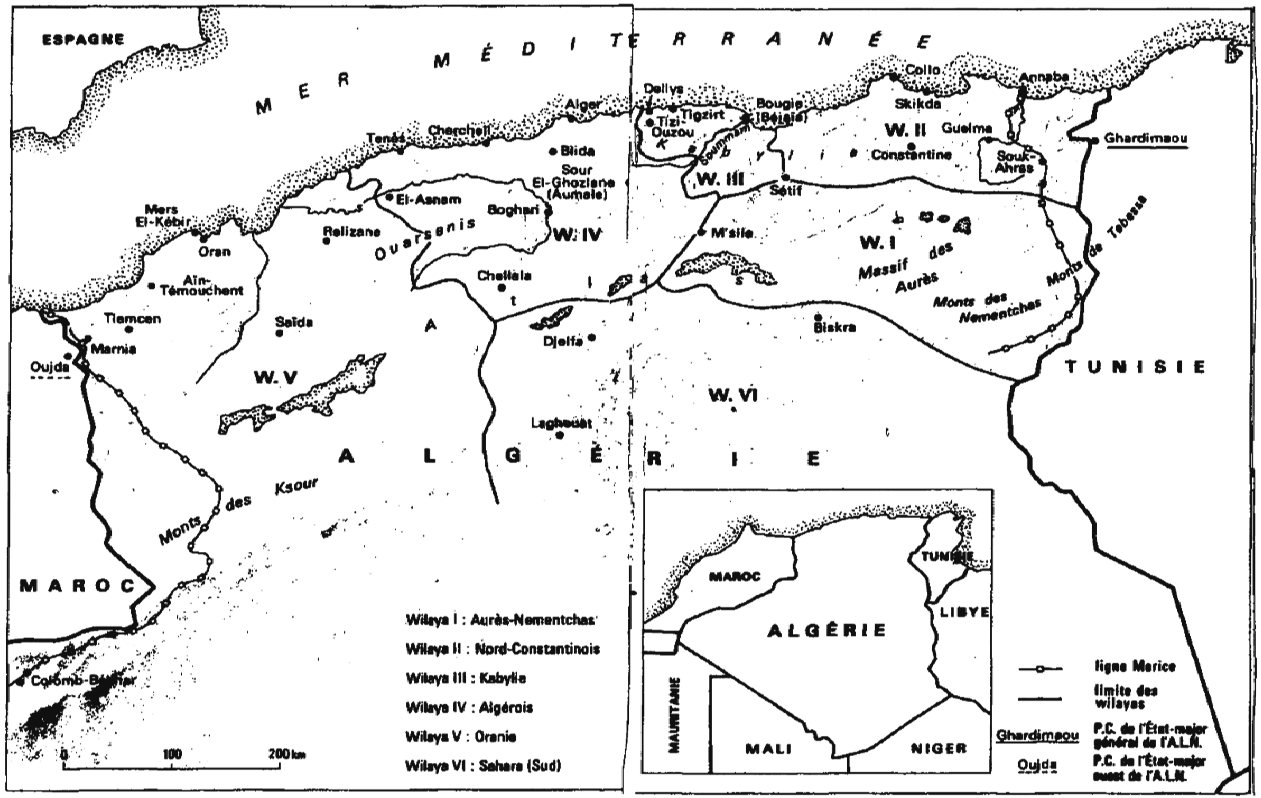
2010 *Algérie. Naufrage de la fonction publique et défi syndical. (Entretiens) L. Graïne*
2011 *L'Algérie au passé lointain. De Carthage à la Régence d'Alger. Jacques Simon*
2012 *L'Assemblée constituante dans le mouvement nationaliste algérien. Jacques Simon*
- Juif berbère d'Algérie. Itinéraire. Jacques Simon
2013 *L'occident méditerranéen. Jacques Simon*
2014 *LE NATIONALISME ALGÉRIEN selon Benjamin Stora. Jacques Simon*
- La Fédération de l'Education Nationale pendant la guerre d'Algérie (1954-1958). Jacques Simon.
2015 *L'Algérie dans la seconde guerre mondiale. Jacques Simon*

Jacques SIMON

MOSTEFA BEN BOULAÏD

Le promoteur de la révolution algérienne

L'HARMATTAN **CREAC-HISTOIRE**


ESPAGNE
MER MÉDITERRANÉE
Alger
Tenès
Cherchell
Blida
Sour El-Ghozlane (Aumale)
El-Asnam
Boghari
Mers El-Kébir
Oran
Relizane
Ouarsenis
W. IV
Aïn-Témouchent
Chellala
Tlemcen
Saïda
Djelfa
Nedroma
Oujda
Marnia
W. V
Laghouat
ALGÉRIE
Monts des Ksour
MAROC
Colomb-Béchar
0
100
200 km
Wilaya I : Aurès-Nementchas
Wilaya II : Nord-Constantinois
Wilaya III : Kabylie
Wilaya IV : Algérois
Wilaya V : Oranie
Wilaya VI : Sahara (Sud)
Dellys
Tizi-Ouzou
Tigzirt
Bougie (Béjaïa)
Collo
Skikda
Annaba
W. II
Guelma
Constantine
Souk-Ahras
Ghardimaou
W. III
Sétif
M'sila
W. I
Massif des Aurès
Monts des Nementchas
Monts de Tébessa
Biskra
TUNISIE
W. VI
MAROC
TUNISIE
ALGÉRIE
LIBYE
MAURITANIE
MALI
NIGER
ligne Morice
limite des wilayas
Ghardimaou
P.C. de l'État-major général de l'A.L.N.
Oujda
P.C. de l'État-major ouest de l'A.L.N.

INTRODUCTION

La disparition de Hocine Aït Ahmed et de Yaha Abdelhafidh, deux opposants irréductibles au pouvoir algérien, a été célébrée dans toute la Kabylie, au Canada, en Allemagne, aux États-Unis et pendant les manifestations culturelles et politiques qui se sont déroulées pendant le Yennayer, dans plus de 100 villes en France. Elle a fourni l'occasion à Mohamed Benchicou, directeur de l'ouvrage collectif : *Notre ami Bouteflika*, de proposer à des historiens et intellectuels de réfléchir sur les raisons qui ont conduit l'Algérie à vivre, depuis 53 ans, sous la coupe d'un État autoritaire. Ces réflexions ont été regroupées dans un ouvrage : *Novembre 1954 et la faillite démocratique*. Les contributions des différents auteurs sur les causes de cet échec et celle que j'ai rédigée sur Mostefa Ben Boulaïd, m'ont incité à écrire un livre sur le chef de l'Aurès dont le rôle a été trop rapidement étudié dans mon livre sur « Novembre 1954 ».[1]

D'une manière générale, on considère que la lutte armée est le fait du FLN puisque la Proclamation du 1er novembre l'a décrété au Caire. Dès lors, on parle de guerre de libération nationale, sans chercher à caractériser sa direction, les méthodes de lutte employées et la nature du futur régime. L'objectif à atteindre est la négociation entre l'État français et le FLN/GPRA, l'interlocuteur légitime. À l'opposé, parler de révolution algérienne, c'est faire l'analyse du mouvement des masses opprimées qui, sous la direction d'un parti révolutionnaire, lutte pour abroger le régime colonial et édifier un régime fondé sur la démocratie sociale et politique. Ben Boulaïd s'était-il engagé pour créer un État algérien en se référant aux principes islamiques (déclaration du 1er novembre) ou pour réaliser le programme du PPA, plébiscité au Congrès des Amis du Manifeste et de la Liberté (AML) de mars 1945 ?

La légitimité de la direction qui a lancé la Toussaint rouge a fait l'objet de plusieurs querelles au sein du FLN. Pour Benyoucef Benkhedda, ancien secrétaire général du MTLD et second président du GPRA[2] comme pour Mohammed Harbi,[3] novembre c'est le fait du Comité révolutionnaire pour l'unité et l'action (CRUA) assimilé à l'OS, qui, après avoir pris acte de la scission du MTLD, a lancé

l'insurrection et, comme un seul homme, tout le peuple a rejoint le FLN.

Il s'agit là d'une pure mystification. Il n'existe aucune continuité politique et programmatique entre le CRUA créé par Boudiaf avec l'accord des Centralistes pour combattre le Comité de salut public (CSP), chargé d'organiser un nouveau congrès et l'Organisation spéciale (OS) structure clandestine paramilitaire, dont Ben Boulaïd était le responsable, sous le contrôle du parti et de son chef, Messali Hadj. Après le congrès du MTLD d'Hornu, le Conseil national de la révolution (CNR) a été chargé de réorganiser le parti pour l'engager dans la lutte armée.

La scission du MTLD consommée après le Congrès des Centralistes tenu à Alger, pendant l'été 1954, Boudiaf s'installe au Caire. Il fait du groupe des 22 les initiateurs du 1er novembre. Il rétrécit ensuite ce groupe au « Comité des six ». De son côté, Ben Bella estime qu'il existe un « contrat moral » entre le « comité des six » et les trois membres de la délégation de l'ex-MTLD. On parle alors des « neuf historiques », la direction légitime de la révolution algérienne, soutenue par Nasser et la Ligue arabe et installée au Caire.

> « Le Caire devenait notre capitale. Et c'est du Caire, et non pas d'Alger ou de Paris, que le monde a appris le déclenchement de la révolution algérienne dès le 2-11-54. C'est là, au Caire que tout se nouait et se dénouait[4]. »

En Algérie, Abane Ramdane qui s'est autoproclamé chef du FLN, déclasse les « neuf historiques » au Congrès de la Soummam et fonde une nouvelle direction. Krim Belkacem revient sur la question en soutenant que la préparation de l'insurrection est le fait des 22 et des « 23 chefs de kasmas » de la Kabylie. Derrière cette querelle des chefs une même conception : l'histoire n'est pas le fait des partis mobilisant les masses sous la direction d'un parti, mais celui des super héros.[5]

Ce n'est pas le CNR, la direction élue par le Congrès du MTLD, mais « les 9 historiques » venus de tous les coins de l'Algérie, qui ont infléchi le cours de l'Histoire, en lançant la lutte armée pour l'indépendance de l'Algérie. Cette querelle de légitimité, étrangère à toute l'histoire du nationalisme algérien, a fait pourtant l'objet d'études savantes.

En 1992, la revue *Parcours* a consacré un dossier aux neuf chefs historiques. Dans son introduction, Gilbert Meynier considère que :

> « Le groupe des neuf chefs historiques qui rompt en 1954 avec la stratégie légaliste des partis nationalistes algériens, y compris le leur, le PPA/MTLD, pour s'engager dans l'action armée, constitue un échantillon plausible du bloc historique qui porte la guerre de libération. […] le groupe des neuf chefs historiques figure assez bien le Tiers-état ethnique colonial en cela qu'ils épousent suffisamment les représentations de la masse pour l'incarner et qu'ils s'en distinguent suffisamment pour la diriger. [...] On peut parler, à propos du nationalisme algérien, de « transclassisme ».

Les biographies des « neuf » rédigées par André Caudron, Benjamin Stora et Gilbert Meynier développent la même analyse, à savoir que « les neuf » incarnent le bloc dirigeant qui porte la guerre de libération. Par la suite, la revue *Historia /Magazine* a dressé dans un numéro spécial : « 1954 : la Toussaint rouge » une biographie détaillée des « neuf historiques ». Il s'agit là d'une pure construction car quatre des « neuf » : Aït Ahmed, Khider, Boudiaf et Ben Bella, se trouvaient au Caire, loin du théâtre des opérations et il n'existe aucune trace d'un débat ou d'un vote sur la déclaration rédigée au Caire, ni d'un état-major dirigeant les actions de la Toussaint.

Pour résoudre le problème de la légitimité de la direction responsable du 1er novembre, il convient de replacer cet évènement dans son contexte et dans l'histoire du nationalisme algérien. Il apparaît alors que le seul chef des *Historiques* qui a préparé sérieusement la lutte pour l'indépendance, créé l'armée de la révolution (*Djich Et-Thaoura*) un état-major (*Idara*) et donné une impulsion décisive, non pas à la guerre mais à la révolution algérienne, est Mostefa Ben Boulaïd. Membre du CRUA, pour avoir les armes de l'Égypte, mais resté responsable de l'OS, il décide d'appliquer après sa rencontre en juillet avec son chef hiérarchique, le véritable programme de l'OS proposé par Messali en 1947, à savoir l'entrée de tout le parti dans la révolution sous la direction d'un état-major de l'ALN pour arracher le droit pour le peuple algérien de se doter d'une Assemblée Constituante.

L'objet de ce livre est de retracer le combat mené par Ben Boulaïd et poursuivi par Chihani Bachir qui, en liaison avec Zighout Youssef, chef de la wilaya 2 (Nord-Constantinois) a lancé l'insurrection du 20

août 1955 qui met fin à l'Algérie du Statut de 1947. Cette phase première de la révolution algérienne s'est déroulée sans la participation du FLN du Caire ni celui d'Abane Ramdane. La période qui suit, marquée par la dissolution de l'Assemblée nationale, la victoire du Front républicain et l'investiture de Guy Mollet, le 2 janvier 1956, fournit le cadre qui explique l'assassinat de Chihani Bachir, la mobilisation du seul MNA et de ses alliés pour empêcher l'exécution de Ben Boulaïd, et ce qui apparaît comme très vraisemblable à l'historien, l'assassinat politique de Ben Boulaïd.

Le procès de Ben Boulaïd fait l'objet d'une partie différenciée de la partie qui retrace le combat du « renard de l'Aurès ». Elle est suivie d'annexes complémentaires utiles.

Notes

1. Simon (J). *Novembre 1954. La révolution commence en Algérie*, L'Harmattan, 2004 (Chap. IV – la montée de la révolution, novembre 1954-été 1955).
2. Benkhedda (B). *Les origines du 1er novembre 1954*, Dahlab, 1989.
3. Harbi (M). *La guerre commence en Algérie*, Complexe, 1984.
4. Khider (M). « Deux années au Caire », *Jeune Afrique*, n° 96, 11 août 1962.
5. Harbi (M). « Le temps des vérités partielles », *Algérie Actualité*, 29 octobre-4 novembre 1992).

PREMIÈRE PARTIE

Chapitre I

L'Aurès, bastion de la révolte

Les Aurès, région aux confins de l'Algérie, a joué un rôle déterminant pendant la phase initiale de la révolution algérienne.

L'Aurès (*Aurasius mons* », en berbère (La montagne fauve) est la seule montagne de l'Atlas saharien à avoir résisté aux invasions (époque vandale, byzantine, à la domination arabe et turque et de façon large à l'administration française)[1] et avoir conservé une société de villageois et une économie qui repose sur la conjonction de l'agriculture et de l'élevage. Forteresse naturelle de 11 000 kms^2, défendue par des pentes raides et des cols élevés rendant la circulation difficile, les Aurès forment le massif le plus puissant de l'Atlas saharien et le plus élevé, avec le Chélia (2328m).

L'Aurès est entourée des Nemenchas et du Cherchar à l'Est, du Bellezma/Metlilli au Nord-Ouest et des Zibans à l'Ouest. La dissymétrie du relief, l'opposition des versants et l'étagement des zones biogéographiques ont déterminé le climat, la répartition de la végétation, l'économie et l'habitat.[2]

Pays refuge, les Aurasiens se regroupent dans des petits villages perchés (*dechras*) dominés par des greniers fortifiés (*qal'has*), qui jadis, formaient une sorte de ligne défensive protégeant les cultures contre les incursions nomades. La *qal'ha*, pièce maîtresse de l'économie du groupe est aussi le centre de la vie sociale, car dans une économie vivant en circuit fermé, l'accumulation de biens en nature (orge, blé, viande salée et fruits séchés, miel et beurre rance) était la seule forme de réserves possibles. Un artisanat qui se pratiquait dans chaque maison, fournissait le nécessaire aux familles : tissage, vannerie, cordonnerie, poterie.

La société était formée de tribus, elles-mêmes réparties en fractions, divisées parfois comme en Kabylie, en deux ligues (*çoffs*) qui « assurent un équilibre par le jeu des tensions compensées[3] ». La société Chaouia avait un fonctionnement politique et juridique berbère établi depuis des siècles. Les assemblées de villageois (*djemas*) fixaient et appliquaient par référence à un code de lois, les tarifs de pénalités (*qanoun*), qui se démarquait du droit musulman

imposé par les Français. Dans le domaine religieux, la confrérie, rahmaniya, qadriya ou derdouriya, jouait un rôle important, mais les Chaouia étaient plus assidus aux fêtes traditionnelles païennes pré-islamiques et à la religion populaire (le culte des saints, croyance aux esprits (*djinns*), rites agraires, médecine religieuse ou pèlerinages locaux) qu'à l'Islam même si les grandes fêtes musulmanes étaient respectées.[4]

Vivant de l'agriculture, de l'élevage et du petit artisanat, les Chaouia ont conservé les traits de la vieille civilisation rurale berbère, son organisation et sa législation, son mode de cultures en terrasses irriguées, ses fêtes religieuses, son dialecte, sa culture orale et ses coutumes,[5] où les femmes, veuves ou répudiées, jouissent d'une grande liberté, la plupart deviennent *azriya* « femme qui n'a pas de mari », en fait une sorte de courtisane tolérée.[6]

Dans le pays des Nemenchas, le fait essentiel, c'est l'opposition entre les Hautes Plaines du Nord, accidentées mais verdoyantes et le Piedmont saharien, semi-désertique. Les habitants sont surtout des nomades qui passent la moitié de l'année au Sahara et l'autre moitié dans le Haut pays, les hommes suivant les troupeaux.

Les Berbères du massif des Aurès-Nementcha qui cohabitent avec des Arabes et sont pour beaucoup islamisés, appartiennent pour la plupart à l'ethnie Chaouïa (pasteur en arabe) connue pour leur forte et complexe organisation tribale. Aux transformations résultant du contact entre deux civilisations profondément différentes, la colonisation très marginale dans l'Aurès, a néanmoins disloqué les structures économiques et sociales traditionnelles, donné naissance à un prolétariat rural, réserve de main-d'œuvre à bon marché, et à une émigration en métropole.[7]

Ces conditions expliquent la résistance de plusieurs tribus au recrutement de conscrits, en septembre 1916, dans l'arrondissement de Batna qui s'élargit en prenant l'allure d'un mouvement concerté dans le massif de Belezma et la région des Nementchas puis à des troubles insurrectionnels organisés par des bandes d'insoumis et de réfractaires. La répression militaire, sévère surtout dans le Belezma, suivie par une répression judiciaire très lourde, a créé un traumatisme qui s'atténue, après l'exode de beaucoup d'Européens du Constantinois, dans les villes du Tell, pendant les années trente.[8]

En 1954, les Aurès-Nementchas qui abritent une population de 160 000 personnes environ, forment un bloc quasi indépendant. Cette zone difficile d'accès et sous administrée est solidement tenue par un chef dont le rôle sera déterminant dans la première phase de la révolution algérienne.

Chapitre II

Mostefa Ben Boulaïd

Dans un ouvrage de référence sur les premiers jours de la guerre d'Algérie, le préfet Jean Vaujour écrit :

> « On peut dire aujourd'hui, sans beaucoup de risques de se tromper, que si Ben Boulaïd Mostefa Ben M'Hamed n'avait pas existé, la tentative de rébellion en Algérie aurait suivi un autre cours. Certes, la France aurait connu un jour ou l'autre d'importants problèmes car, dans le contexte international, le pays se trouvait inéluctablement engagé dans la voie de l'émancipation et donc de l'indépendance. Mais l'absence, au 1er novembre 1954, d'un foyer insurrectionnel armé dans l'Aurès aurait très certainement changé le caractère de la révolte[1]. »

Ben Boulaïd est né le 5 février 1917 à Inerkeb (Arris), dans une famille de petits propriétaires fonciers de la tribu berbérophone des Aït Daoud, la plus puissante de l'Aurès, plus connue sous le nom de Touaba. Il fait de bonnes études primaires à Batna et après le certificat d'études, il aide son père dans ses diverses activités, pastorales et agricoles. Ben Boulaïd se construit comme un montagnard doté d'une connaissance exceptionnelle du massif ainsi qu'une très grande résistance à l'effort physique et à la marche. En 1937, il émigre en France, à Villerupt en Meurthe et Moselle où il devient syndicaliste à la CGT. Retour au pays en avril 1938, il crée une petite entreprise de transports.

En 1939, il est mobilisé dans l'armée française au 11e régiment de tirailleurs où il fut blessé et nommé caporal. Il fit ensuite partie de l'armée de l'armistice en Zone Sud puis libéré après la dissolution de celle-ci en novembre 1942. Retour au pays, il commence à s'intéresser à la politique au contact d'un militant du PPA, Mahieddine Bekkouche, libéré de la prison de Lambèse en 1943, quand les Américains s'installent en Afrique du Nord. Mobilisé dans l'Armée d'Afrique dirigée par le général Juin, il participe à la campagne d'Italie, obtient la croix de guerre, la médaille militaire et le grade d'adjudant.

Rendu à la vie civile, l'administration locale qui apprécie cet homme « sérieux, honnête et réservé » lui attribue, faveur insigne,

une licence pour l'exploitation d'une ligne de cars Arris-Batna et lui confie, dans cette période de pénurie, la présidence du groupement des commerçants chargés de faire la distribution d'articles textiles, ce qui lui permit de constituer un réseau de relations dans les douars.[2] La situation de quasi-monopole dans laquelle ce père de famille de quatre enfants se trouve, lui permet d'acheter deux propriétés agricoles, un moulin à Affra, une maison et un garage à Arris, où il s'installe. Cet homme énergique, au corps sec, au visage creux et volontaire, aux yeux ardents et aux traits réguliers, est devenu un notable respecté dans sa ville et l'Aurès, qui devient attentif à la situation politique.[3]

Les débuts de l'implantation du PPA dans l'Aurès se situent au début 1944 pendant le protectorat américain sur l'Afrique du Nord. C'est pendant la tournée clandestine de Mohamed Belouizdad, membre de la direction du PPA chargé de réorganiser la Fédération du Constantinois, après mai 1945, que Ben Boulaïd aurait adhéré au PPA en 1946. L'année suivante, il fait partie de son noyau dur, l'organisation spéciale (OS), quand Belouizdad en devient le responsable. Dans le même temps, il se forme à la vie politique.

Candidat du MTLD aux élections de l'Assemblée algérienne, le 4 avril 1948, il est élu triomphalement au premier tour, mais l'administration annule son élection et nomme à sa place son adversaire : le cadi Abdelkader. Ben Boulaïd perd alors ses illusions sur une émancipation des Algériens par la voie légale et il s'engage avec ardeur dans le combat politique.

L'OS détruite et reconstruite

En application de la motion de Zeddine adoptée par le comité central élargi du MTLD de décembre 1948, l'OS créa plusieurs services (artificiers, renseignements, transmissions) et recruta des militants déterminés dont elle assura leur formation et leur entretien en les maintenant dans une semi-clandestinité et dans une totale disponibilité.

Responsable de l'OS des Aurès, Ben Boulaïd est chargé de stocker les armes récupérées sur les champs de bataille de Libye et de Tunisie (Statti italiens et Mausers allemands). Il entrepose aussi dans sa ferme les uniformes militaires (battle-dress américains)

vendus dans les friperies de Batna. Mais l'OS aura une brève existence, car son chef Hocine Aït Ahmed l'a construite comme un appareil militaire, à la marge du parti et non intégré dans les rapports sociaux, la rendant ainsi vulnérable. Isolée, l'OS s'effondre quand en 1950, la police démantèle tous les réseaux de l'organisation dans le Constantinois, l'Algérois et l'Oranie. Le comité central, dont la plupart de ses membres étaient paniqués par les attaques de la presse coloniale, décida de dissoudre l'OS et Lahouel donna des consignes pour détruire tous les documents et le matériel.

La région des Aurès fut préservée des arrestations. Plusieurs membres recherchés comme Lakhdar Ben Tobbal, Adjoul Adjoul,[4] Chihani Bachir,[5] Laghrour Abbès[6], s'implantent dans les douars, perçoivent les cotisations du parti, créent des cellules, règlent les conflits entre douars, assurent la protection des villages, puis entrent en contact avec les fellaghas de Tunisie, dans une région montagneuse et boisée où les frontières sont mal définies. En juin 1951, Ben Boulaïd parvient à empêcher le déroulement des élections à l'Assemblée algérienne dans la commune mixte d'Arris (avec occupation du bureau de vote et destruction des urnes). Face à cette provocation, les autorités algériennes lancent en août 1952, l'opération « Aiguille », mettant en action des milliers de soldats, la garde mobile et 65 goums contre « les bandits de l'Aurès », sans obtenir de résultats.[7]

En 1953, les Centralistes triomphent au IIe congrès du MTLD. Tout l'appareil du parti, d'où les messalistes sont exclus, est concentré entre les mains de trois hommes : Lahouel (organisation politique, finances, OS), Kiouane (presse et informations, étudiants et intellectuels) et Ben Khedda qui agit comme le premier ministre d'un gouvernement fantôme.

Pour accéder à la requête de Messali, Ben Khedda accepte de reconstituer l'OS avec Lahouel, Ben Boulaïd et Dekhli. L'objectif est de former quelques cadres et de « commencer » à les recruter quelques mois seulement avant la date du déclenchement « insurrectionnel », c'est-à-dire quand la direction le décidera. Comme la direction ne cherchait pas à préparer l'insurrection mais à relancer le Front algérien avec Ferhat Abbas, Lahouel se rendit à Paris et chargea Boudiaf, un permanent du parti, de prendre en main l'OS pour la neutraliser. Cette mesure torpillait la décision prise par

Messali et Abd el-Krim, au Caire en 1951, de déclencher une insurrection des trois pays de l'Afrique du Nord.

Ben Boulaïd prépare la révolution

En désaccord avec la politique de Lahouel, Ben Boulaïd se fait remplacer par Chihani Bachir aux réunions du comité central pour avoir les mains libres. Puis il met en application le rapport de Aït Ahmed validé par Messali dont il a pris connaissance. Quand il intègre les rescapés de l'OS dans les structures politiques du parti, la question de la lutte armée n'est plus réservée à des spécialistes agissant dans la clandestinité, mais devient la tâche de tous les militants.

Plusieurs facteurs rendent la situation favorable pour l'action : la faiblesse de l'implantation européenne et de l'administration coloniale[8], l'allègement des effectifs militaires expédiés en Indochine,[9] l'entrée dans la lutte armée des fellaghas en Tunisie, l'activité des Sénoussistes au Fezzan et en Tripolitaine et l'émergence de la Ligue arabe comme une puissance sur l'échiquier du Proche Orient, après l'accession de Nasser au pouvoir.

Habile politique, chef charismatique mais autoritaire, Ben Boulaïd règle les querelles entre les douars, réconcilie sa tribu avec celle des Beni Slimane, ennemis de toujours et organise dans chaque mechta une cellule du parti rattachée aux kasmas d'Arris et de Foum-Toum.

Il regroupe d'anciens soldats, des membres de l'OS, des fellaghas tunisiens et des bandits d'honneur[10] qui, au début des années cinquante s'étaient politisés, dans une Armée de la révolution (*Djich Ethaoura*) placée sous la direction du parti de la révolution (*Hizb Ethaoura*) avec un état-major (*Idara*) de quatre membres : son adjoint Chihani Bachir appelé *Sagh et Tani* (colonel), Laghrour Abbès et Adjoul-Adjoul.

Les caisses du parti étant vides, Ben Boulaïd va financer la révolution en hypothéquant ses biens. Tandis qu'il devient un grand spécialiste des bombes explosives, son adjoint Chihani Bachir se déplace dans les douars pour recruter des volontaires, prêtant serment sur le Coran et organisés dans des petites structures au cloisonnement

étanche. L'organisation de l'Aurès était remarquable. Selon Yves Courrière :

> « Chaque groupe, chaque kasma importante avait à sa tête un chef et un comité avec un responsable local, un responsable de la police intérieure, un autre pour les finances, pour les affaires islamiques, pour les affaires syndicales.
>
> Ben Boulaïd et ses adjoints Chihani Bachir et Laghrour Abbès se trouvaient dès lors à la tête de quatre cents hommes organisés, politisés, réunis en cellule et groupe d'action. En outre, ils avaient la plus importante réserve d'armes d'Algérie[11]. »

En février 1954, Ben Boulaïd se rend à Niort auprès de Messali, son chef hiérarchique de l'OS, avec Salah Maiza et Mouloud el Hachemi. Partisan de la lutte armée, il estime que l'action permettra de réunifier le parti, sans comprendre par des discussions quotidiennes, du 23 au 26 février, la nature de la crise. Il agit de même auprès de Hocine Lahouel, pour obtenir une partie des fonds du parti, mais il refusera les 500 000 F avancés au lieu des six millions demandés. Suivant la position de Chihani Bachir, il adopte une position « neutraliste ».

Contacté par Mohamed Boudiaf, Larbi Ben M'hidi et Rabah Bitat, Ben Boulaïd assiste le 23 mars 1954, à la réunion fondatrice du Comité révolutionnaire d'unité et d'action (CRUA) puis en juin 1954, à la réunion des « vingt-deux ».

L'Aurès n'est pas représentée à Hornu, comme la Kabylie, mais Ben Boulaïd rencontre, à la fin juillet, Messali qui l'informe que la direction élue par le congrès d'Hornu (CNR) prépare le passage à la lutte armée, après la réorganisation du parti. Rassuré, Ben Boulaïd s'engage plus activement dans le CRUA considéré comme un simple organisme technique pour se procurer des armes de l'Égypte, via la Tripolitaine.

Déjà Mezziani Messaoud (Chihani Bachir) qui avait rencontré Mohamed Khider au Caire, le 5 avril 1954, puis Fathi Al Dib, délégué par le président Nasser aux Affaires d'Afrique du Nord depuis 1952, avait reçu la promesse que l'Égypte soutiendrait l'action des rebelles, dès son déclenchement.

Le 15 août, Ben Boulaïd se rend à Tripoli où il rencontre Ben Bella, responsable de la direction du mouvement à l'extérieur de l'Algérie, avec la possibilité de se déplacer entre les différentes

capitales, dont le Caire ; sa mission principale était d'assurer la fourniture d'armes et d'argent nécessaires à la lutte armée. Ben Boulaïd l'informe des résolutions prises le 25 juillet par les 22 du CRUA et il reçoit les promesses faites à Chihani Bachir. Revenu en Algérie, il rencontre Krim Belkacem qui avait refusé la demande faite par Boudiaf et Didouche Mourad de rejoindre le CRUA.[12] Plus convaincant que Didouche, Ben Boulaid arrache l'adhésion de Krim à un CRUA[13], qui n'est plus la conspiration de Boudiaf et des Centralistes pour torpiller le congrès d'Hornu, mais l'OS transformée dans l'Aurès en une formation révolutionnaire (*Djich Ethaoura*, *l'Idara*).

Ben Boulaïd accélère les préparatifs. Il tient plusieurs réunions de propagande dans les mechtas pour politiser les membres des kasmas de Batna (110 hommes), Khenchela (60), Foum-Toum (100) et Arris (100) et précise l'organigramme de la future wilaya I qu'il présentera ensuite à ses compagnons.

Le 26 septembre, il réunit dans sa ferme de Lambèse les chefs des cinq secteurs qui forment la zone 1 : Adjoul-Adjoul (secteur sud), Smaihi Belkacem (secteur est), Bachir Hadjadj (Kroubs), Aïche (secteur sud-est), Tahar Ben Nouichi (secteur nord), Nouaoura Ahmed (secteur ouest) pour faire le point sur la situation.

Le 20 octobre, les « Six » se rencontrent pour régler les derniers détails avant le jour J fixé au 1er novembre. Le 26 octobre, Ben Boulaid convoque dans sa ferme de Lambèse, les chefs de groupes de la zone 1. Il fixe les points d'attaque à Batna, Foum Toub, Kroubs.[14] Il achève de politiser les chefs, en les assurant du soutien de l'Égypte qui jouissait d'un grand prestige dans le monde arabe et leur distribue des macarons à l'effigie de Messali pour signifier que c'est le parti qui s'engageait dans la lutte armée pour réaliser le seul programme que tous connaissaient : celui du PPA.[15]

Dans cette région, la présence de Messali était très forte : il avait longtemps séjourné au bagne de Lambèse et son martyr l'avait transformé en un personnage de légende. En 1943, il a vécu en résidence forcée à Chellala et des milliers d'Algériens lui ont rendu visite, l'ont vu, l'ont entendu, ont capté sa baraka. Dans cette région berbère, maillée par un islam confrérique, Messali Hadj, si différent de Ferhat Abbas, Lahouel ou Ben Khedda est perçu comme le Zaïm

(guide) du pays. N'a-t-il pas d'ailleurs été proclamé par le Congrès des AML de mars 1945 « leader incontesté du peuple algérien » ?

Effigie de Messali que Ben Boulaïd avait donné à ses premiers combattants avant le déclenchement de la Révolution Algérienne.

Le gouvernement Mendès- France considère aussi, depuis Hornu que Messali sera le promoteur des troubles qui se préparent.

Messali Hadj, le danger suprême

Depuis l'été 1954 où la scission du MTLD est devenue effective, Paris est attentif à l'activité de Messali Hadj qui « diffuse circulaires sur circulaires faisant notamment le point sur l'application des mesures arrêtées au congrès d'Hornu », et laissant espérer le soutien diplomatique de la Ligue arabe. Pour favoriser l'internationalisation du problème algérien, *L'Algérie Libre* publie de larges extraits de *la Philosophie de la Révolution* de Nasser,[16] consacre plusieurs articles aux pays du bloc afro-asiatique et célèbre le 2e anniversaire de la révolution égyptienne.

Le président du Conseil Mendès-France réagit aussitôt. Le 5 juillet, le meeting du MTLD à la Grange aux Belles est interdit et plus de 7000 Algériens sont emmenés vers les dépôts de police.[17] Après le 20 août, date de la déposition du sultan du Maroc, la mise sur pied d'un cabinet de guerre indique que le choix fait est celui de la répression.

Le 15 août, le Bureau politique du MTLD réunit le CNR à Birkadem. Il étudie le message de Messali en trois points : l'internationalisation prochaine du problème algérien, la préparation de la lutte armée, les principes et le mode de fonctionnement d'une direction révolutionnaire.[18] Il demande de prendre toutes les précautions, car il pressent que le gouvernement Mendès France va dissoudre le MTLD.

Le CNR étudie ensuite le plan d'action du Bureau politique. Mezerna et Filali sont chargés de se rendre au Caire pour expliquer aux membres de la délégation algérienne du MTLD : Khider, Aït Ahmed et Ben Bella, les décisions d'Hornu et préparer avec eux l'action diplomatique dont les grandes lignes sont développées dans *l'Algérie Libre*.

La déportation de Messali, de Niort aux Sables d'Olonnes (Vendée) soulève une vague d'indignation. À Paris, un « Comité Messali » regroupant la plupart des personnalités anticolonialiste, organise un important meeting à la Mutualité, le 3 octobre. C'est le point de départ d'une vague de manifestations et de meetings dans toutes les villes de France ainsi qu'en Algérie, Constantine, Oran, Tlemcen, Souk-Ahras, Blida, etc.[19] À Alger, 15 000 manifestants se rassemblent devant le gouvernement en scandant : « Libérez Messali, libérez les détenus politiques » et en chantant l'hymne algérien. À Tazmalt :

> « La population réunie dans un élan unanime d'indignation cria sa colère et réaffirma sa détermination de lutter farouchement contre le régime colonialiste qui ne cesse de brimer le peuple algérien asservi. Et, c'est par milliers de bras levés au ciel, que l'assistance prêta un serment solennel de briser les chaînes colonialistes qui tiennent notre chef national Hadj Ahmed Messali et tous les détenus politiques[20]. »

Le repérage des centres de protestation (meetings, manifestations, tracts, déclarations, inscriptions murales, collectes de fonds…), à partir du dépouillement de la presse : *L'Algérie Libre, La République Algérienne, Alger Républicain, Le Journal d'Alger, L'Écho d'Oran, Oran Républicain*, fournit un ensemble de données pour connaître l'implantation des messalistes en Algérie. Si on superpose cette carte avec un jeu d'autres cartes sur les comités de chômeurs, les comités contre la répression, les élections, etc., on peut établir, une

géographie du nationalisme algérien au 31 octobre 1954 et soutenir que :

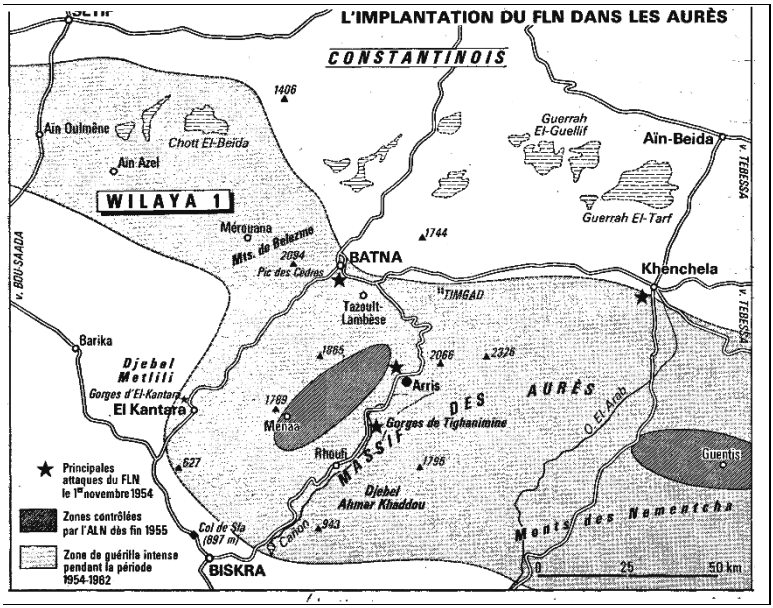
1. Le MTLD est reconstruit dans toutes les villes moyennes comme dans les grandes villes : Alger, Oran, Constantine sur le programme adopté à Hornu, avec une direction chargée de préparer le soulèvement général ;

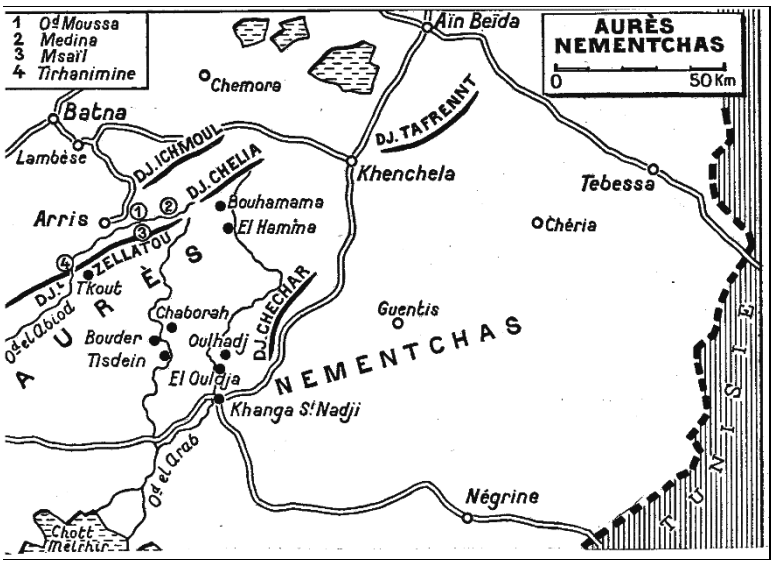
2. Les régions où la recomposition a été la plus vigoureuse sont celles qui ont envoyé des délégués à Hornu et sont représentées dans le Conseil national de la révolution (CNR) ;

3. L'analyse du mouvement des masses, tel qu'il s'est développé depuis l'été 1954, permet de caractériser la situation de prérévolutionnaire. La refondation du MTLD à Hornu, la densité des manifestations pour la libération de Messali et leur vigueur témoignent du changement intervenu dans la conscience des masses ;

4. Messali est plébiscité comme le chef national du peuple algérien, dont la dimension internationale est reconnue par les télégrammes de soutien envoyés par Bourguiba, l'Istiqlal, la Ligue arabe et Anwar Sadat, secrétaire général du Congrès mondial islamique, à la veille de la session de l'ONU.

Fin septembre, le dispositif militaire de la Xe Région est réorganisé, sous la direction du général de Corps d'Armée Cherrière, avec la création de deux secteurs opérationnels, l'un à Souk-Ahras, face à la Tunisie et l'autre à Batna, avec la formation d'unités d'intervention et rapide.[21]





L'Histoire au jour le jour (*Le Monde,* dossier 1955-1962, le temps des ruptures, 1985)

Chapitre III

Aurès : la rébellion assiégée

Dans la nuit du 31 octobre au 1er novembre 1954, les premiers rapports de la police et de la gendarmerie arrivent sur le bureau du gouverneur général Léonard.[1] Dans les zones 2, 4 et 5, dirigées par les trois adjoints de Boudiaf : Didouche, Bitat et Ben M'hidi, le feu d'artifice de la Toussaint a créé un choc psychologique, largement exploité par *La Voix des Arabes*, au Caire, mais sans lendemain. La démonstration sera vite faite, car dès la mi-novembre, Rabah Bitat se planque dans la montagne de Chréa, avant de se réfugier avec Ouamrane, non pas dans « la paysannerie révolutionnaire » (Aït Ahmed), mais à Alger où la situation n'est guère brillante[2]

> « Le stock de bombes de Guesmia Abdelkader avait été saisi ainsi que la totalité des armes qui avaient servi à l'insurrection algéroise. Pour les commandos étaient démantelés, les chefs arrêtés. Nabti sera arrêté le dernier à la fin du mois de novembre […] Le FLN à Alger, moins de quinze jours après l'insurrection, était représenté par un jeune boulanger d'à peine vingt-cinq ans : Yacef Saadi. Et par quelques éléments épars, sans armes, sans instructions[3]. »

Vu le faible niveau des opérations menées avec des effectifs restreints, aux objectifs limités, sans coordination et sans le soutien de la population, il était clair que les actions lancées par une poignée de guérilleros, n'allaient pas impulser une dynamique révolutionnaire. Pour Alger il fallait éteindre l'incendie sans tarder, en procédant à une vaste opération de police contre les personnages jugés dangereux, ce sera l'opération « Orange amère »,[4] écarter tout danger à Khenchela, Batna, Biskra, Arris et T'Kout, gagner la rébellion de vitesse en évitant qu'elle ne dépasse l'Aurès et désigner les coupables.

Le 2 novembre, le général Spillman, commandant le Corps d'armée de Constantine, envoie d'urgence dans les Aurès, la 25e division aéroportée (général Gilles), des escadrons de gendarmerie mobile et de compagnies républicaines de sécurité (CRS). Il participe ensuite à la conférence qui réunit à Alger autour du Gouverneur, les deux responsables civil et militaire du Constantinois, Jacques

Chevallier, maire d'Alger et secrétaire d'Etat à la Guerre et le président René Mayer.

Après le rapport de Spillman indiquant que « les militants MTLD forment l'élément de base de la rébellion en Grande Kabylie », les autorités comprennent que le soulèvement n'était pas régional ou tribal. Il fallait donc aller plus loin qu'une simple opération de police et s'attaquer aux causes politiques profondes.

Dès le 2 novembre, Jacques Chevallier, considère que ce n'était pas le FLN du Caire qui était le promoteur de l'insurrection mais Messali Hadj. Tandis que le ministre de l'intérieur François Mitterrand fait procéder à une arrestation massive des messalistes, le *Journal d'Alger* de Chevallier dénonce dans une série d'articles reproduits dans la presse parisienne « le complot du PPA » qui justifiera l'interdiction du MTLD, le 5 novembre.

Le 6 novembre, le gouvernement monte une opération pour dégager Arris et Foum Toub et envoie d'urgence dans le Constantinois, la 25e division aéroportée. De son côté, François Mitterrand est intervenu au Parlement pour rappeler les mesures prises dans le domaine militaire.

> « Avant la formation du gouvernement, ; soit à la mi-juin 1954, il y avait en Algérie 49 000 hommes, dont 3 compagnies républicaines de sécurité. Avant le 1er novembre, soit dans la première phase où, sous l'autorité de M. le Président du Conseil, j'ai eu la responsabilité de l'affaire d'Algérie, 7 500 hommes furent envoyés en renfort. Après le 1 er novembre, 26 000 hommes ont été fournis à l'Algérie, non compris les goums formés sur place. L'effectif est aujourd'hui de 83 400 hommes ; il est donc supérieur de 60 % à celui que le Gouvernement a trouvé en Algérie à son arrivée au pouvoir[5]. »

L'ordre rétabli, François Mitterrand se rend en Algérie. En compagnie du gouverneur Léonard, il se rend à Arris, Foum-Toub, T'Kout, Toufana. Il visite les chantiers, prend contact avec la population et adopte un dispositif de guerre en acheminant vers les Aurès toutes les forces militaires disponibles : parachutistes coloniaux, spahis algériens, chasseurs d'Afrique et légionnaires, sous la direction de chefs prestigieux : le général Gilles et le légendaire colonel Ducourneau, revenu d'Indochine.

À Biskra, devant un parterre de militaires, d'administrateurs et de chefs de tribus, Mitterrand « affirme la volonté gouvernementale d'épargner la population » mais « cette volonté ne peut aller au-delà

des autres nécessités qui nous incombent. Il faut que les populations comprennent qu'elles doivent nous aider ou bien elles s'exposent par la force des choses et malgré notre volonté, à souffrir davantage de la situation présente ». En clair, la répression avec l'autorisation donnée à l'armée de bombarder les zones insurgées par l'aviation.[6]

Une semaine après la Toussaint rouge, Vaujour adresse au gouverneur Léonard un plan qui, à ses yeux, permettrait de réduire la rébellion. Il faut, écrit-il : « encercler la région avec des moyens énormes et y pratiquer ensuite une opération concentrique vers le centre. À cette fin, on utiliserait tous les moyens motorisés, bloquant ainsi tous les axes de circulation Les intervalles seraient occupés par les anciens combattants mobilisés et armés. Les officiers de réserve, rappelés spécialement, fourniraient l'encadrement. » L'encerclement militaire de l'Aurès étant possible puisque le massif était entouré de routes ; on lancerait ensuite une gigantesque opération remontant de l'extérieur vers l'intérieur ».[7]

L'objectif était double : isoler le massif pour écraser la rébellion et implanter un dispositif politique, administratif et social permettant de reprendre en mains les populations et d'armer les éléments loyaux, tels les anciens combattants, ayant la capacité et la volonté de se battre, en s'inspirant de l'initiative prise par Jean Servier, officier de cavalerie de réserve, de lever un goum (corps de troupe musulmane), pour les associer à la défense d'Arris.[8]

Ce plan correspondait à celui du général Cherrière qui, pour encercler l'Aurès et assainir le massif, réclamait d'importants moyens et une adaptation des moyens légaux à la situation particulière de l'Algérie (internement administratif des suspects).[9]

La pacification de l'Aurès va s'avérer difficile : un paysage lunaire avec de nombreuses falaises abruptes, truffées de grottes profondes, pays rêvé par la guérilla. Il fait très froid, il pleut et la neige va tomber. Les effectifs sont insuffisants, l'Armée d'Afrique, trop motorisée a perdu sa tradition de mener une guerre mobile dans les djebels ou les espaces désertiques du Pré-Sahara. Diên Biên Phu pesait sur le moral du troupier. L'administration, pas plus l'armée, n'était préparée aux tâches qu'impose la guérilla et sa couverture était très limitée. Ainsi, la commune mixte d'Arris, 100 000 habitants et étendue comme la moitié du Massif Central, était dirigée par un

administrateur et deux adjoints avec deux brigades de sept gendarmes chacune.

Les opérations d'assainissement de l'Aurès ne donnent que de maigres résultats : quelques succès locaux et la neutralisation du groupe du bandit d'honneur Grine Belkacem.[10] D'une manière large :

> « La période qui s'étend de novembre 1954 à janvier 1955 fut pour l'armée en Algérie lourde et dure. […] Ce n'est qu'à partir de février 1955 que l'utilisation des unités rapatriées d'Extrême-Orient permit de disposer de 41 000 combattants disponibles à tout instant pour agir à l'extérieur de leurs garnisons[11]. »

Au début de l'année 1955, deux grandes opérations sont lancées. L'une dirigée par le général Cherrière avec de gros moyens (5 000 hommes) dans le sud des Aurès (opération Véronique) et l'autre dirigée par le colonel Millet (3300 hommes) dans les djebels Djemorah, Tizé et Fouchi. Les résultats sont médiocres, car les bandes se sont évanouies dans la nature. Tirant le bilan d'un mois d'opérations, le général Spillman, commandant la division de Constantine commence à craindre, dès janvier 1955 :

> « Une extension des troubles dans la région accidentée et boisée s'étendant entre Constantine, Guelma et Philippeville, dans la presqu'île montagneuse et boisée de Collo, en Petite Kabylie enfin. Plus à l'Ouest, la Grande Kabylie entrait à son tour en effervescence. De même que les rebelles de l'Aurès s'aguerrissaient et les engagements devenaient plus sérieux qu'au début[12]. »

L'encerclement de l'Aurès

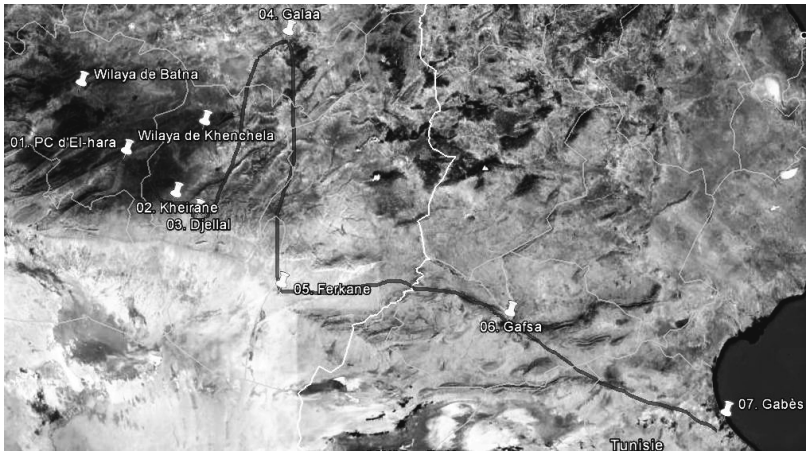
Depuis janvier, le quadrillage du massif par la division parachutiste a rendu plus incertaine et fugitive la vie des rebelles. L'Idara (état-major) qui doit être très mobile, ne peut centraliser les actions des différents groupes armés qui finissent par s'installer dans leur douar d'origine, pour se ravitailler. La population commence à se séparer en deux parties sensiblement égales. La première se réfugie avec ses troupeaux dans les centres urbains sécurisés par l'armée ou dans des villages dit de « regroupement », d'abord sous la tente puis dans des baraquements. L'autre gagne le massif ou reste dans les mechtas situées dans les régions hautes, se trouvant, bon gré

mal gré, amenées à fournir ravitaillement et recrues aux rebelles. Devenue « zone interdite », elle est soumise aux bombardements de l'aviation.

Résolu, Ben Boulaïd surmonte les difficultés liées au ravitaillement, au manque d'équipements, armes et munitions, au mécontentement et à l'apparition des premiers signes d'insubordination. Il procède à des mutations de chefs de *ferkas* (section de 35 hommes), redéfinit leurs responsabilités et le périmètre de compétence de chacun et renouvelle son interdiction de s'en prendre aux civils.

L'arrestation de Mohamed Belhadj qui avait supervisé une grande partie d'achats d'armes au titre de l'OS, acheminées par le désert puis l'oued Souf, a rendu cruel le manque d'armes et de munitions. Ben Boulaïd décide alors de se rendre lui-même à Tripoli pour s'approvisionner, réactiver les filières mises en place pendant l'été 1954 et poursuivre jusqu'au Caire pour rencontrer Hocine Aït Ahmed, Ahmed Ben Bella et Mohamed Khider.[13]

Avant son départ, Ben Boulaïd s'entretient longuement avec Chihani Bachir pendant une réunion des chefs de ferkas qu'il a convoqués. À la fin, il vient embrasser tous les assistants et leur annonce qu'il allait inspecter la région de Khenchela, puis se rendre à Tripoli pour réclamer les armes promises par Ben Bella. Il désigne Chihani Bachir chef intérimaire de l'Idara pendant son absence et nul ne conteste sa succession. Laghrour Abbès et Adjoul Adjoul, sans fonctions précises l'assisteront. Boucetta Mostefa est chargé des finances, Azzoui Meddour du ravitaillement et Bellagoun Messaoud du secrétariat général. Il a ensuite « exhorté l'ensemble des troupes à garder espoir, puis il a fait ses adieux avec émotion à son état-major » et s'éloigne, accompagné de Mestiri Amor qui lui sert de guide et de garde de corps.[14]



Les sept étapes majeures du voyage de Mostefa Ben Boulaïd qui durera près d'un mois

1. Départ du Pc d'El-Hara (T'kout)
2. Kheirane (Khenchla)
3. Djellal
4. Galaa
5. Ferkane
6. Djebel Manndra
7. Gafsa (Tunisie)
8. Gabès

Source : Aziz Mebarki : la capture de Mustapha Ben Boulaïd Accueil, 8 décembre 2012

La capture de Ben Boulaïd

Le 23 janvier, Ben Boulaïd quitte El Hara en direction du Sud-Est. Il fait escale à Kheirane puis à Djellal. Il inspecte les groupes de la région en rencontrant les djounouds (soldats), formule des conseils, adresse des critiques puis dicte ses directives. Il se rend ensuite dans les Nemenchas où il réorganise les soixante-dix combattants bien armés en groupes de six et les affecte dans les secteurs de Liana, Aïn Baida et Souk Ahras. Début février, voyageant à pied ou à dos de mulet, il se dirige vers la Libye, mais il se trompe de chemin et il est arrêté, le 15 février 1955, au poste de la frontière tuniso-libyenne de Ben Gardane. Emmené sous bonne garde à Tunis, il est interrogé, le 16, par le commandant Monteil, officier des affaires indigènes, arrivé à Alger, le 15, dans l'avion de Soustelle, nommé au poste de gouverneur général de l'Algérie par Mendès France.[15]

Chapitre IV

Ben Boulaïd pour une Constituante

Le 15 février 1955, le nouveau Gouverneur Jacques Soustelle, maintenu dans ses fonctions après la chute de Mendès France par son successeur Edgar Faure, arrive à Alger où il est mal accueilli. Que ce soit dans les cafés de Bab el-Oued ou dans les travées de l'Assemblée algérienne, on se méfie de lui. On l'appelle Ben Soussan « le bradeur ». Pendant plusieurs jours, il rencontre à la Maison Blanche la plupart des autorités civiles et militaires.

Jacques Chevallier qui a collaboré avec le nouveau gouverneur, l'accueille en termes chaleureux et lui expose succinctement le problème qu'il devra résoudre : « Vous allez trouver une Algérie profondément troublée mais aussi une Algérie profondément fidèle et raisonnable ». Dans sa réponse au maire d'Alger comme plus tard devant les représentants de la presse algéroise, il précise que son but est d'effectuer un véritable redressement matériel et moral, politique et culturel : « Instruire et construire, aider à vivre mieux, accélérer le mouvement déjà imprimé par la France à cette province qui lui est si chère, tels sont nos objectifs. »

Normalien et agrégé de philosophie, Soustelle a été profondément marqué par son expérience mexicaine. Pour éduquer et intégrer les Indiens dans la communauté mexicaine, le gouverneur de Mexico avait mobilisé des instituteurs, assistantes sociales, professeurs et médecins qui se déplaçaient de village en village. Cette politique d'intégration des ruraux dans la vie moderne, dans le respect de leur personnalité, a séduit Soustelle qui trouvait beaucoup d'analogies entre la situation des Indiens du Mexique et celle des Musulmans en Algérie.

Sa mission ethnologique au Mexique terminée, il est nommé sous-directeur du Musée de l'homme et chargé de cours à l'École coloniale. Au début de l'occupation, il rejoint les rangs de la France libre et dirige les services des renseignements français de Londres (BCRA). En 1943, il découvre Alger la Blanche au cabinet du Général. Nommé patron de la Direction générale des services spéciaux (DGSS), il est confirmé par de Gaulle, en août 1944, dans ses fonctions de chef des services secrets.[1] Bon connaisseur des

dossiers sur l'Algérie, l'ethnologue va se passionner pour sa nouvelle mission dans cette « aimée et souffrante Algérie ».

Lucide, il estime que la situation est le résultat d'erreurs accumulées depuis le début du siècle et depuis la dernière guerre en concentrant la population européenne sur l'Algérie « utile », donc côtière. La situation militaire n'était pas non plus adaptée au problème de la guérilla :

> « Vigoureusement conduite au début, l'action tendait à s'alourdir en se coulant dans le moule inadapté de « grandes opérations » auxquelles on eut le mauvais goût de donner des noms tapageurs tels que « Violette » ou « Véronique ». Il va sans dire que plusieurs bataillons assemblés à grand fracas pour encercler puis fouiller un djebel, n'y trouvent jamais personne, ou peut-être quelque fellagha narquois qui, leur fusil déposé en lieu sûr, font paître leurs chèvres sur les cailloux. Notre armée s'étant évertuée, sous l'emprise des conceptions « atlantiques », à préparer une guerre ultra-moderne, en avait complètement oublié sa mission, à mes yeux, primordiale, de présence et de souveraineté en Afrique. Des unités prévues pour combattre en Europe, avec un matériel perfectionné, sont inaptes à faire la guérilla dans les montagnes du Constantinois.[2] »

En désaccord avec le caractère imprécis de la répression en cours et « la dissolution du MTLD », il esquisse une politique en quatre points : établir le contact direct avec tous ceux qui sont mêlés au drame algérien, connaître les dures réalités de l'Algérie, accorder une place plus importante aux Musulmans dans les structures du Statut qu'il convient d'appliquer et lancer un plan de développement économique pour lutter contre le sous-développement et la misère, afin de réussir la cohabitation de toutes les populations en Algérie. [3]

Informé par un télégramme officiel, de l'arrestation de Ben Boulaïd, en territoire tunisien, Soustelle charge aussitôt le commandant Vincent Monteil de se rendre à Tunis. Arabisant, orientaliste érudit et polyglotte (il parle une quinzaine de langues), officier des Affaires indigènes, mince et ardent, il a pour maîtres le mystique Louis Massignon et Charles de Gaulle qui symbolise à ses yeux l'humanisme français. Nommé – officiellement – chef du cabinet militaire et – officieusement chargé du contact permanent avec les Musulmans, Monteil n'a pas caché qu'il entendait maintenir, à Paris, ses contacts avec des hommes proches des rebelles algériens, tels que l'avocat Pierre Stibbe et le journaliste Robert Barrat. C'est

ce personnage savant et complexe qui était pour Soustelle, l'homme le plus qualifié pour s'entretenir avec le chef de l'Aurès.

Après son arrestation, Ben Boulaïd s'est d'abord prétendu libyen, mais il a vite reconnu, devant le commissaire Longchamp, de la DST, son identité puisqu'il portait sur le dos, un sac contenant des directives ronéotypées, des comptes-rendus d'activités, des papiers frappés à l'en-tête de l'Armée de libération nationale et des carnets indiquant que la zone I aux effectifs de 359 combattants, manquait d'hommes, d'armes, d'argent et de matériel de télécommunications.

Ben Boulaïd tente encore de cacher son identité à Monteil, lors de leur face à face, le 16 février, en se montrant très discret sur les structures de son organisation et sur le rôle personnel qu'il y joue (il prétend n'être que « l'adjoint organisateur du grand chef Si Messaoud. »)

L'atmosphère se dégèle lorsque Monteil, n'utilise plus l'arabe pendant la conversation, mais le dialecte des Chaouia. Mis en confiance, Ben Boulaïd dénonce alors avec véhémence les truquages électoraux de l'ancien gouverneur Naegelen et parle de toutes les frustrations sociales, psychologiques et politiques qui ont conduit à la révolte un homme comme lui qui s'était sacrifié pendant la campagne d'Italie. Il accuse les goumiers marocains d'être brutaux dans l'Aurès, réclame une amnistie pour « les prisonniers politiques » et esquisse même à la fin de l'entretien, les grandes lignes « d'une solution politique raisonnable, acceptable pour tous, qui pourrait ramener la paix sur cette terre que nous aimons tous. »[4]

Ben Boulaïd ne se réclame pas de la déclaration du FLN réclamant la refonte de l'Algérie « sur les principes islamiques », mais de la solution démocratique du problème algérien, formulée dans le programme de l'Étoile Nord-Africaine, du PPA et du MTLD, à savoir l'élection d'une Assemblée Constituante par tous les habitants de l'Algérie (Européens, Juifs et Musulmans).

De retour à Alger, Monteil remet à Soustelle, le 22 février, une note intitulée « Pour une solution pacifique du mouvement rebelle dans l'Aurès », où il ressort que :

1. la situation militaire dans l'Aurès, n'est pas aussi inquiétante qu'on le croit souvent à Alger et à Paris. Les relations entre le FLN de l'intérieur et ses appuis à l'étranger sont précaires, pour ne pas dire nulles ;

2. La situation politique, en revanche est grave, et elle le deviendra de plus en plus si on ne prend pas d'urgence des décisions susceptibles de sauver le présent et préparer l'avenir » ;

3. Il faut établir d'urgence un dialogue direct avec toutes les forces politiques pour « préparer les voies à une négociation inspirée – et, bien entendu, adaptée – du type tunisien ».

Autorisé à poursuivre sa mission « d'ouverture » vers les milieux musulmans, Monteil rencontre Ali Zamoum, l'adjoint de Krim Belkacem capturé en décembre, qui avait dirigé la délégation de Kabylie qui avait voté la résolution générale au congrès d'Hornu. Les propos qu'il tient, analogues à ceux de Ben Boulaïd, vont convaincre Monteil qu'il est possible de trouver une solution au problème algérien par la négociation, y compris avec ceux qui se battent. Monteil va alors rencontrer à Saint-Eugène, le vieux cheikh El-Okbi, l'un des pionniers du réformisme musulman en Algérie, le cheikh Kheireddine et le directeur du journal *Al-Basâir*, Toufik El-Madani.

Il maintient la liaison avec les dirigeants de l'UDMA – en particulier Ahmed Francis –, les Centralistes comme Ben Youssef Ben Khedda, l'ancien secrétaire général du MTLD et Kiouane chef de file des élus MTLD à la mairie d'Alger, et avec l'avocat messaliste Ouagouag, président du Comité de solidarité aux victimes de la répression.

Monteil veut aussi connaître la situation des indigènes abandonnés par les élites. C'est dans cet esprit qu'il charge Germaine Tillion, spécialiste des pays kabyles et chaouia[5] et à Jean Servier[6] entrés dans le brain-trust de Soustelle, de former des « centres sociaux » chargés de prendre en charge beaucoup d'Algériens déshérités.

Le 28 mars, Monteil parvient à son but en faisant discrètement rencontrer à Soustelle, au palais d'Été, une délégation algérienne comprenant Ahmed Francis (UDMA), le cheikh Kheireddine (Ouléma), le « centraliste » Hadj Cherchali et le « messaliste » Ouagouag. Réunion sans lendemain, car Soustelle n'établit pas une équivalence entre la « personnalité tunisienne » et « la personnalité algérienne », qui irait à l'encontre de sa doctrine : l'intégration de l'Algérie à la France.

Ce dialogue avec les Musulmans qui se mène à Alger se trouve en décalage complet avec la situation qui se déroule sur le terrain. En mars :

> « La wilaya II s'implante dans le Nord-Constantinois et établit une liaison avec la Tunisie dans la région dite du Bec de Canard, au nord de Souk-Ahras, puis s'étend vers le sud et les Nemencha. Par les monts du Hodna et les Bibans, une ligne de communication continue s'établit de la Tunisie jusque dans l'Algérois où la wilaya IV va prendre une importance primordiale. Grâce aux très nombreux Kabyles habitant Alger et ses environs, cette wilaya IV aura des échanges privilégiés avec la wilaya III de grande Kabylie[7]. »

En avril, devant l'élargissement de la rébellion au Nord Constantinois et en Kabylie, Paris décrète « l'état d'urgence » pour ces régions, ce qui autorisa, malgré les mesures restrictives décidées par le Parlement [8], les perquisitions en permanence, les atteintes aux libertés, l'assignation à résidence, etc.[9]

La situation se détériore et, dès le mois de mars, le général Cherrière qui a connu Soustelle au temps où il dirigeait le BCRA, rédige un rapport sur la situation générale en Algérie où il écrit que « le début du printemps doit marquer pour les rebelles l'échéance de la période préparatoire et le début d'une nouvelle phase du terrorisme algérien », car « la situation risque de se détériorer encore » du fait de l'inadaptation des troupes métropolitaines et l'absence d'une politique algérienne adéquate.

Ce rapport alarmant n'est pas pris en compte par Alger qui ne croit pas encore au pourrissement total du Nord Constantinois.

Monteil, estimant être confronté à un problème spécifique du Maghreb et de l'Islam, veut traiter le problème par la négociation avec les représentants des forces politiques algériennes, sans comprendre que le mouvement qui se développe a pris un caractère révolutionnaire.

De son côté, Soustelle veut conquérir la population musulmane par des réformes économiques et sociales profondes. Elles pourraient s'effectuer dans le cadre de l'Algérie de 1955, à la condition d'abandonner toute référence à l'assimilation. Pour ce faire, il demande donc au gouvernement de supprimer l'Assemblée algérienne et l'autonomie budgétaire, de préparer la disparition du gouvernement général et de faire élire au collège unique les

Musulmans et les Européens à un seul parlement, celui de Paris. Il y aurait rupture avec le passé mais pas avec la France.

En mars, il soumet au Gouvernement un plan de cinq milliards, appuyé par une série de lettres personnelles adressées au ministre de l'Intérieur, au ministre des Finances et au président Edgar Faure. Ce travail accompli, Soustelle, resté un ethnologue et un ancien patron des services secrets de la France libre, entend appréhender « en direct » l'ensemble de la situation, afin d'élaborer une politique personnelle fondée sur les données constatées.

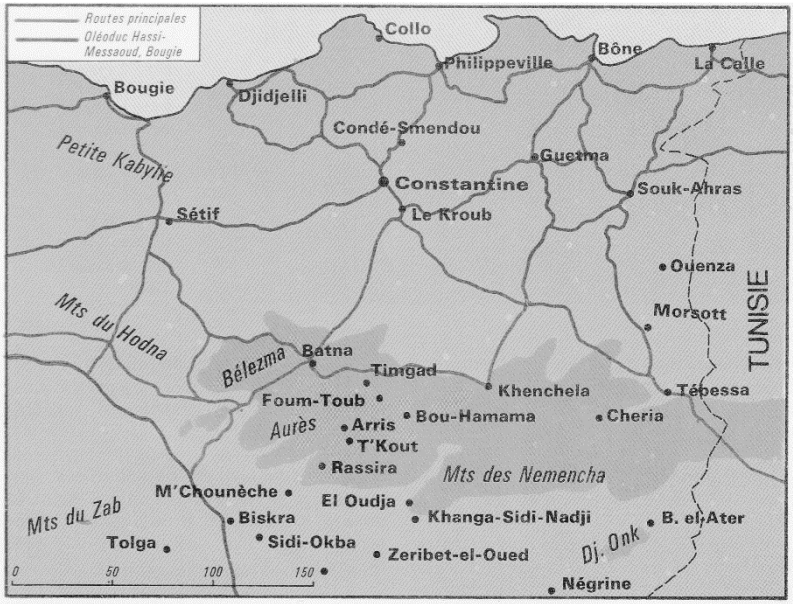
Il se rend en Kabylie qu'il parcourt de bout en bout, d'Haussonvillers et de Dellys à Tigzirt, Port-Gueydon, Azazga, Tizi-Ouzou, Fort-National, Michelet et Dra-el-Mizan. L'insécurité n'étant pas très profondément installée, la situation pouvait être redressée. Il se rend ensuite dans l'Aurès. À travers un circuit accompli, de Biskra à Arris, Khenchela et Tébessa, il perçoit la réalité du problème fondé sur la misère, profonde et généralisée sur tout le territoire visité, l'incroyable degré de la sous-administration du massif contaminé et le climat de peur et d'attentisme de la population.[10]

À l'issue de son voyage, Soustelle prend acte dans une déclaration faite le 20 mai 1955 de la situation déplorable de la situation :

> « Il faut bien le dire : l'Aurès, le Nord-Constantinois, d'autres parties encore du territoire sont sous-administrées et sous-équipées. Qu'une région forte de 100 000 âmes, au surplus, rendue impénétrable par un relief tourmenté, ne compte qu'un administrateur et un adjoint, quelques maîtres d'école, voilà qui explique beaucoup d'évènements. De telles régions, et il en est plus d'une, vivaient en réalité dans un monde à part, ce qui devait préluder et conduire à une véritable dissidence, attisée par les ennemis extérieurs de la France et protégée par l'absence de moyens de communication[11]. »

Pour avancer dans une solution du problème, Soustelle fixe deux objectifs : garder la confiance de la population en appliquant les mesures sociales et administratives qui seront décidées mais aussi :

> « Traiter avec une rigueur impitoyable ceux qui défient les lois et se dressent contre notre autorité. En accord avec le Gouvernement, j'ai donné les ordres nécessaires pour que les rebelles saisis les armes à la main soient châtiés impitoyablement et sans délai et pour que leurs complices soient poursuivis et punis. […] Puisqu'une épreuve de force est engagée, nous relevons le défi ; nous la gagnerons pour mettre fin à la crainte et rétablir la paix[12]. »



Le massif de l'Aurès : une forteresse qui s'étend entre Constantine et Biskra, et jouxte la Tunisie. Avec des sommets de 2 300 mètres et des gorges vertigineuses comme celles de Tighanimine ou d'El-Abiod. Pendant la nuit du 31 octobre, le F.L.N. frappa dans l'Aurès en des points précis : Khenchela, Batna, Biskra, Foum-Toub, Arris et T'Kout. Dans les gorges de Tighanimine, le 1er novembre, il tend une embuscade, tuant trois civils.

Chapitre V

Chihani Bachir, chef des Aurès

Né en avril 1929 au Kroub (Khenchela), « Cheikh Messaoud » comme il se fait appeler a fait des études sérieuses à l'Institut Ben Badis de Constantine. En 1946, il adhère au MTLD. Il devient responsable de la section du Kroub puis de la daïra de Batna en 1952. Il participe à la vie du parti dans les villes de Tebessa, Constantine, Khenchela, Aflou, Béchar, Téléghma et noue des relations solides avec les fellaghas youssefistes à la frontière algéro- tunisienne.

Cultivé, d'une intelligence supérieure et doté d'une connaissance innée des hommes, il est remarqué par Ben Boulaïd, véritable force de la nature, qui en fait son adjoint. Il représente avec Laghrour Abbès, les Aurès au Congrès des centralistes en 1953, mais il marque son désaccord avec la résolution générale qui réclamait la formation d'un Congrès national en liaison avec l'UDMA de Ferhat Abbas et se prononce pour la neutralité entre les deux fractions du MTLD.

Associés à la préparation de la lutte armée, les deux chefs se rendent à Biskra. Au Sud, terre de fanatisme religieux, ils rencontrent des éléments qui cherchaient à organiser une bande, ce qui contrariait les plans de l'Idara, car les armes promises par Ben Bella devaient arriver par la Tripolitaine et le Souf. Après discussion, les Soufis acceptent de venir combattre dans l'Aurès et les Nementcha. Fin décembre, les chefs de l'Idara tiennent une conférence à Bou Rherzel. Ben Boulaïd destitue Amor Maache, chef incompétent, et réorganise le groupe. Les troupes françaises arrivant par hasard dans la région, c'est la fuite générale en catastrophe. Par chance, les documents abandonnés ne sont pas lus et analysés mais brûlés. La situation devenant difficile, Ben Boulaïd annonce à l'Idara son départ pour Tripoli.[1]

Chihani Bachir chef de l'Idara

Après l'arrestation de Ben Boulaïd, la situation de son adjoint intérimaire change de nature. Originaire de Khenchela, Chihani n'est pas très religieux, mais il va utiliser l'Islam comme un moyen pour

doter son personnage d'une aura religieuse en choisissant comme nom de guerre Cheikh Messaoud, le terme de Cheikh désignant à la fois le chef de tribu et le prédicateur. Pour certains, il deviendra même *nabi* (messie).

Cet être chétif et souvent malade, est peu au fait de la vie où l'Idara doit entreprendre d'harassantes marches de nuit pour échapper au mouvement des troupes. Il n'est pas fruste comme ses compagnons de l'Aurès, car c'est un homme de la ville, un intellectuel conscient de sa responsabilité politique et militaire. Sans se faire des illusions sur l'engagement politique des onze chefs de sa zone, il s'interroge sur les véritables intentions des chefs « historiques » du Caire et de Nasser, mais il s'engage dans la lutte et se révèle comme un chef de guerre fidèle à son passé politique de cadre du MTLD.

En cette fin février, le seul succès positif est l'embuscade tendue par la ferka de Saadi Amor et Maâche Messaoud à une patrouille du 1er RHP (Régiment de Hussards parachutistes). Deux hussards sont tués et six autres sont faits prisonniers.

Prévenu, Chihani Bachir rencontre les captifs, leur tient un discours de propagande sur le combat qu'il mène. Le peuple algérien ne lutte pas contre le peuple français, dit-il, mais il veut avoir son indépendance. Après cette harangue, Chihani questionne les soldats sur leur origine, leur métier, leur rôle dans l'armée puis il demande à chacun d'écrire une lettre à sa famille et il rédige lui-même sur deux missives les adresses des journaux *France Observateur* et *Alger Républicain*. Le régime des prisonniers s'améliore puis ils sont libérés.[2]

Peu après, Chihani diffuse un tract où il s'adresse aux « soldats de l'armée française », en se réclamant de l'ALN et pas du FLN comme dans la plupart de ses documents :

> « Soldats, sans distinction de race et de religion, cet appel vous est adressé pour que vous sachiez le caractère de votre participation au sein de l'armée. Vous avez assisté sans doute à des opérations de ratissage par des incendies, des tueries et des souffrances. Vous avez détruit nos foyers, terrorisé les femmes et les enfants par vos obus et vos grenades. Tout cela au service des colons qui, pendant que vous peinez dans les montagnes, jouissent de la tranquillité et du bien-être. Vous jouez le rôle des oppresseurs, leurs fils poursuivent leurs études

dans les universités en passant leur temps à se distraire dans les cinémas et les casinos.

[…] Nous avons tous participé à la libération de l'humanité du nazisme. Soldats français, rentrez chez vous, nous ne sommes pas des agresseurs de votre pays que nous respectons. Soldats algériens, européens ou musulmans, unissez-vous à nous pour lutter ensemble ! En avant, côte à côte et main dans la main, nous détruirons ce régime de police et de misère pour vivre dans la joie et la prospérité. Vive la liberté ! Vive la Justice ! Vive la démocratie ALN ![3] »

L'évènement majeur du mois de mars est la conférence des chefs de ferkas qui se tient, le 10 de ce mois, à Aïn Smaïr. Dans son discours d'ouverture, Chihani insiste sur la perte causée au mouvement de libération nationale par l'arrestation de Ben Boulaïd, mais cela ne doit pas entraîner l'arrêt de la révolution, mais au contraire accélérer la continuité de l'action dans l'union. Pendant trois jours et à raison d'une séance quotidienne de dix heures, les congressistes travaillent sur le rapport qui leur est présenté. Pour éviter l'écrasement, l'Idara doit se déplacer tous les quatre jours. Il faut multiplier les agents de renseignement et implanter des groupes à l'extérieur de l'Aurès.

Cette politique s'accompagne d'une réorganisation de l'Idara (trois Aurésiens et deux Khenchelois), pour tenir compte des particularismes régionaux. Chihani nomme aussi, afin d'apaiser ses adversaires et pour couper court aux récriminations, Omar Ben Boulaid, frère aîné de la fratrie de Mostefa, du titre honorifique et sans réel pouvoir opérationnel, de « Président d'honneur de l'état-major ».

L'objectif de Bachir Chihani sur le plan militaire était de décongestionner l'Aurès quadrillé par l'armée, en élargissant la rébellion sous peine d'être asphyxié. De Khenchela vers Tebessa et la frontière, ensuite vers Ain Beida et Souk-Ahras. Du Chelia au Kroub. De Batna vers Sétif. D'Arris vers Menâa et Barka. De M'Chounèche vers Biskra et Touggourt.De Kimmel vers l'oued Souf. Chaque chef devait former une unité chargée de déborder de son secteur. L'élargissement de la zone de dissidence avec la formation de petits foyers périphériques, devait s'accompagner d'une action de propagande auprès de la population, du ramassage des armes de chasse existantes et du recrutement de nouvelles recrues.[4]

Le déplacement du centre de gravité de la rébellion, de l'Aurès vers les Nemencha imposa au général Vanuxen, de changer son dispositif, pour réduire un ennemi devenu très audacieux. À Taicht, le 11 avril, un convoi de trois GMC transportant des tirailleurs tombe dans une embuscade : 33 tirailleurs se rendent, les armes sont récupérées, dont un fusil mitrailleur, les 3 GMC incendiés mais les prisonniers sont libérés.

Le 16 avril, une autre embuscade est tendue entre El Oudja et Chebla, où périssent le commandant Miquel et l'aumônier Jacq. À trois jours d'intervalle, ces deux coups de main apparaissent comme une offensive concertée, avec un retentissement dans les unités algériennes régulières qui avaient tendance en cas d'accrochage à la défection. Fait inattendu et réconfortant : le retrait des tabors (bataillons de trois ou quatre goums) et des bataillons de tirailleurs marocains – la valeur de dix bataillons – plus d'une division – retirée de l'Aurès après le retour d'exil du Sultan Mohamed V dans son pays.[5]

S'adaptant à la stratégie appliquée par Chihani Bachir, le Haut Commandement décide la construction de forteresses dans les Nementcha qu'il songe à pacifier, en créant un corps d'administration militaire, employant des unités spéciales. On adjoignit des officiers des Affaires Algériennes à des officiers des Affaires Indigènes (AI) venus du Maroc et on les installa dans l'Aurès. C'était le retour aux Bureaux arabes de Lamoricière qui avaient pacifié l'Algérie. La tâche fut confiée au général Parlange qui avait donné des preuves tant au Maroc au temps de la conquête qu'à la tête de ses goumiers en Italie et en France[6]. Les officiers AI remplacèrent les administrateurs dans le massif de l'Aurès et sur le pourtour, ils relayèrent les paras partis vers le nord. En réalité, ils géraient plus qu'ils ne manœuvraient l'adversaire, avec des unités venues d'Indochine, des tirailleurs algériens et des harkis.[7]

Tandis que Parlange est occupé à étouffer le massif montagnard, Chihani implante son autorité à Tébessa. Attaché au projet de créer un état-major pour centraliser l'ensemble des maquis du territoire, il envoie des émissaires en Kabylie et il prend des contacts avec le chef de la willaya II, Zighout Youssef, à qui il envoie un renfort de douze hommes armés. En contrepartie, l'Idara reçoit la zone de Souk Ahras,

d'un grand intérêt, car elle permet d'accéder à la Tunisie pour le ravitaillement en armes et en équipements.[8]

En juillet, Chihani renforce son potentiel militaire en récupérant des armes sur l'ennemi, sur la population ou en les achetant aux trafiquants.

Les armes promises par l'Égypte n'arrivant toujours pas, Chihani écrit une missive à Ben Bella et à Nasser dont il donne lecture aux chefs de l'Idara :

> « C'est une grande honte et une grande trahison du monde arabo-islamique de laisser tomber l'Algérie. Vous, Gamal Abdel Nasser, vous dites que vous êtes le grand leader des Arabes et des musulmans, prouvez-le-nous par des faits ! Si vous désirez que l'Algérie reste verte (musulmane), envoyez-lui l'aide nécessaire ; sinon elle sera rouge (communiste)[9]. »

Les assistants approuvent : l'aide de l'Égypte est par trop symbolique à leurs yeux. Après la référence faite par Ben Boulaïd à Monteil sur la Constituante comme la solution démocratique au problème algérien, les tracts et déclarations ainsi que la missive adressée à Ben Bella, attestent que le combat mené dans les Aurès depuis novembre est antinomique avec celui du FLN.

Au printemps 1955, Chihani reçoit un envoyé de Zighout Youssef à court d'armes. C'est au cours de ces discussions que les Auréssiens apprennent les préparatifs d'une insurrection générale du Constantinois. Un premier accord intervient entre les deux chefs, Chihani dégageant une trentaine de combattants pour aider Zighout. Analysant les documents récupérés sur le corps de l'administrateur Dupuy :

> « Chihani ordonne la destruction des chantiers, des bordjs, des outils qui servent à confectionner les pistes, condamne à mort les chiens policiers et les gardes forestiers. La création des harkas, en revanche, ne l'inquiète pas. Il pense en effet pouvoir agir sur les hommes au travers de leurs familles.
>
> Toujours sur sa lancée, Chihani s'attaque au « bourguibisme » des personnalités algériennes déjà prêtes à négocier. Il rédige aussi un appel aux soldats marocains des tabors et des goums et, véritable homme-orchestre, passe ensuite aux problèmes d'état-major[10]. »

La Conférence de Djeurf

À la mi-septembre, Chihani procède à la concentration à Djeurf et dans les environs immédiats des différentes ferka venues de Tebessa, de l'Aurès et des Nementcha, 350 djounouds avec leurs chefs de groupe, soit trois katibas. Pour rassembler le plus grand nombre possible de monde, il envoie des patrouilles dans les douars les plus reculés et même à Tebessa.

Le 18 septembre, il se présente devant une assistance nombreuse de villageois conviés à une réunion politique et rassemblés dans une grotte aux vastes dimensions. Un service d'ordre important assure la sécurité.

Pendant trois heures, en français et en arabe, Chihani expose, selon Paillat, le problème algérien depuis 1830 puis il évoque ce que sera l'Algérie après la libération :

> « Un État algérien, républicain, élu au suffrage universel où participeront des Français, des Israélites au même titre que les musulmans, réforme agraire basée sur le partage des grands domaines, ainsi que des terres domaniales et communales, industrialisation du pays, développement de l'enseignement pour supprimer l'analphabétisme, la maladie et la misère.
>
> Chihani recommande aux assistants de désobéir à tous les règlements de l'Administration, de refuser de payer les impôts, de boycotter le tabac, les boissons alcoolisées, les jeux de hasard et toutes les réjouissances. Les chefs placés aux côtés de Chihani présentent les armes pendant toute la durée du discours[11]. »

La réunion est à peine terminée que les forces françaises se déploient et menacent Djeurf. Les accrochages sont sévères. Une partie des groupes réussit à forcer l'encerclement. Chihani se replie dans une grotte dont les 'paras' font sauter l'entrée à la dynamite, puis en s'enfonçant dans la grotte il parvient à trouver une sortie pour se faufiler et s'enfuir.

La mort de Chihani Bachir

L'opération de Djeurf a coûté fort cher en hommes et en armes aux rebelles. Le communiqué à Batna de l'état-major de l'opération « Timgad », repris dans la presse du 29 septembre parle de premier

grand échec de l'ALN avec « 110 rebelles abattus, sept faits prisonniers. »

Le 10 octobre 1955, à Aïn el Guella, PC de l'Idara, Laghrour Abbès et Adjoul-Adjoul s'unissent pour rendre Chinani Bachir responsable de la défaite de Djeurf. Ils l'accusent d'avoir interdit de faire la prière aux combattants, puis Laghrour se jette sur Chihani et le roue de coups sans retenue pour lui faire reconnaître ses mœurs homosexuelles. À l'issue de débats qu'ils dirigent, Chihani est condamné à mort et exécuté le 25, avec cinq membres de l'état-major qui avaient avoué leurs relations sexuelles avec leur chef.[12]

L'enquête que fera Ben Boulaïd après son évasion rendra Laghrour en relation avec un adjoint de Krim Belkacem, sans doute Amirouche et Adjoul Adjoul, responsables de l'assassinat politique de Chihani Bachir et du déclin de la wilaya.

Chihani disparu, Laghrour est de facto reconnu chef de l'Idara, avec Adjoul Adjoul comme son adjoint. Laissé sans direction ferme, la situation sera catastrophique dans le Massif des Aurès. Ailleurs, mésentente et insubordination ne sont pas rares. Paradoxalement, alors que l'insurrection se propage à l'ensemble du territoire algérien, la fin de l'année 1955 se caractérise dans les Aurès-Nementcha par un affaissement de la wilaya qui avait donné une impulsion décisive à la révolution algérienne.[13]

C'est dans ce contexte que Ben Boulaïd qui a échappé à la peine capitale, s'évade le 11 novembre de la prison de Coudiat à Constantine.

DEUXIÈME PARTIE

Chapitre I

Le procès de BEN BOULAÏD

Le 25 janvier 1955, le gouverneur Soustelle s'installe à Alger et charge le commandant Monteil d'interroger Ben Boulaïd à la prison de Constantine. Le 22 février, Monteil rédige une note préconisant l'ouverture d'un débat avec toutes les forces nationales algériennes. Le 28 mars, le Gouverneur assisté de Monteil, rencontre Kherredine (Oulémas), Francis (UDMA), Cherchali (Centralistes) et Ouagouag (messaliste). Pendant la réunion, Soustelle expose son programme politique en deux volets : un large plan de réformes économiques et sociales pour régler le problème de la misère et du sous-développement et l'abandon du Statut de 1947 qui préconisait l'assimilation. Favorable à une évolution de l'Algérie française vers la République algérienne de Ferhat Abbas, qu'il rencontre souvent, il conseille à ses interlocuteurs, de créer un rassemblement national légal et « raisonnable » avec lequel le Gouvernement français pourra discuter.

Au printemps, dans un contexte où le « pourrissement » gagne tout le territoire, le procès de Ben Boulaïd s'ouvre le 20 juin 1955. Le détenu est assisté par deux avocats : Yves Dechezelles, proche du MNA et Pierre Stibbe, proche de Monteil, des chrétiens progressistes de Paris (Robert Barrat) et de André Mandouze, directeur de la Revue *Consciences Maghrébines* qui publie les tracts et documents du FLN.

Pourquoi le Tribunal militaire de Constantine a-t-il ouvert un lourd procès contre Ben Boulaïd, mais pas contre Ali Zamoum, l'adjoint de Krim Belkacem capturé en décembre 1954, Ben Khedda et Kiouane, détenus à la prison de Barberousse ou Rabat Bitat, chef de la zone IV (Algérois), arrêté le 16 mars 1955 ? La réponse à cette question n'est pas judiciaire mais politique.

Pendant le procès, Ben Boulaïd est entré en contact, via son avocat Yves Dechezelles, avec Embarek Filali, originaire de Constantine et dirigeant clandestin du PPA puis du MNA. Indigné d'apprendre l'assassinat de Chihani Bachir par Laghrour Abbès et Adjoul Adjoul et la guerre menée par Abane Ramdane contre les messalistes à Alger et en Kabylie, Ben Boulaïd accepte de rejoindre le MNA. Quand Dechezelles retourne à Paris, Ben Boulaïd confie à

son remplaçant Pierre Stibbe une lettre qu'il a rédigée à l'adresse de Messali Hadj, l'assurant de son ralliement au MNA. Malhonnête, Stibbe ne remet pas la lettre à son destinataire, mais à Mandouze qui la transmet à Abane Ramdane. C'est alors que le Tribunal militaire de Constantine, qui possède une preuve écrite de l'adhésion de Ben Boulaïd au MNA, le condamne à mort.

Daniel Guérin mentionne cette lettre dans un livre : *Quand l'Algérie s'insurgeait, 1954-1962*, Spartacus, 1979, p.77. Il écrit : Ben Boulaïd « presse Messali et ses partisans de rejoindre le Front de Libération, où selon Harbi, « il aurait une place en rapport avec sa contribution antérieure ». Le FLN ne veut pas que la lettre parvienne à Messali et il l'a fait intercepter. Car selon Harbi, elle ne parait pas à la direction du FLN, « concorder avec la ligne officielle ». Harbi confirme que la lettre de Ben Boulaïd est parvenue au FLN, mais elle n'invitait pas Messali à rejoindre le FLN comme il le soutient.

Yves Dechezelles qui a rencontré Ben Boulaïd peu après, a confirmé le ralliement de Ben Boulaïd au MNA à Marceau Pivert, Claude Bourdet, Robert Cheramy et Paul Ruff qui prennent l'initiative, le 8 juillet, d'adresser à des personnalités de toute tendance l'Appel suivant :

> « Les Algériens Ben Boulaïd et Bouchemal viennent d'être condamnés à mort par le tribunal militaire de Constantine.
>
> Ben Boulaïd, alors que ses avocats ont introduit un pourvoi en cassation, est aux fers, au mépris de la loi, depuis le jour de sa condamnation. En signe de protestation, il fait la grève de la faim depuis onze jours.
>
> Les soussignés demandent au gouvernement et au président de la République de s'opposer à ce que le sang ne soit versé pour délit d'opinion, renforçant encore le flot de haine qui déferle sur l'Algérie.
>
> Ils appellent à la constitution, au-dessus de toute considération politique d'un Comité contre l'exécution de Ben Boulaïd et Bouchemal. »

Le Populaire socialiste et *l'Humanité* refuseront de s'associer au Comité et même de publier son Appel

Chapitre II

L'évolution de la situation politique

Le procès de Ben Boulaïd s'inscrit donc dans le contexte qui se déroule, de décembre 1954 à juin 1955, en France, au Caire et en Algérie un cadre précis de la politique du gouvernement.

1. La lutte du MNA en France

En décembre 1954, le MNA succède au MTLD refondu à Hornu et se dote d'un journal : *La Voix du Peuple Algérien* qui reproduit la déclaration de Messali du 8 novembre, dénonce la répression et fournit des informations sur la lutte multiforme des patriotes algériens sur tout le territoire.

À la fin 1954, la situation s'est clarifiée. La création du MNA et son entrée immédiate dans l'action ont empêché l'écrasement de l'insurrection comme en mai 1945. La création d'une ALN (*Djich Et Tahir*) dotée d'un état-major (*Idara*) par Ben Boulaïd a servi de modèle à Zighout Youssef dans l'organisation de la wilaya du Nord Constantinois, où les militants et des cadres se réclament tous du PPA. Le mouvement des centralistes s'est effondré, tandis que le PCA, les Oulémas et l'UDMA participent à la vie politique en réclamant l'application intégrale du statut de 1947. En France, le MNA contrôle la quasi-totalité d'une émigration où le FLN ne regroupe qu'une poignée d'étudiants et d'anciens permanents du MTLD.

De retour du Caire où il a tenté de ramener dans le bercail les membres du MTLD passés au FLN, Filali reconstruit les kasmas, les fédérations et les régions, en reprenant la méthode employée pour créer le PPA et le Comité de Salut Public. Les cadres touchés par la répression sont remplacés, les comités régionaux reconstitués, les cotisations centralisées, des bases solides de repli sont installées en Belgique et en Allemagne, l'implantation dans la CGT est renforcée et les réseaux de solidarité avec les détenus sont amplifiés.

L'immersion du MNA dans le mouvement ouvrier et démocratique en France a transformé l'immigration en un bastion solide pour la lutte émancipatrice des Algériens. S'affirmant comme

un parti prolétarien, le MNA organise le 10 décembre une manifestation devant le Palais Bourbon. Malgré un fort déploiement policier, 2 000 Algériens forcent les barrages et manifestent à Paris.[1] Le 16, la manifestation nationale contre la guerre, organisée par le MNA fut très largement suivie.

> « Dans le Nord et la région parisienne, les ouvriers algériens ont observé dans la proportion de 80 à 100 % et dans toutes les entreprises, une grève de 24 heures.
>
> Dans l'Est, l'Ouest, le Sud et le Centre de la France, les travailleurs algériens ont débrayé pour une et deux heures dans leur quasi-totalité. Les commerçants algériens fixés en France ont fermé boutique pour une journée dans le Nord et pour une demi-journée dans le reste de la France. À Paris, dans l'après-midi, près de 3 000 Algériens se sont rendus à la Mosquée et fait une prière à la mémoire des combattants de la libération nationale tombés au champ d'honneur.
>
> Enfin, dans toute la France, des meetings volants ont été tenus pour flétrir la politique de force du gouvernement français en Algérie[2]. »

Début 1955, Messali pousse à la structuration de l'ALN, à la propagande à l'échelle internationale, à la lutte contre la répression et au soutien à toutes les actions du « Comité National Messali ». Le 11 mars, l'anniversaire de la création du PPA est célébré avec éclat en France.[3] Le MNA intervient dans le débat sur la loi d'urgence en publiant une lettre ouverte aux députés, puis il se prépare à célébrer la fête du Travail, selon une tradition établie depuis l'Étoile Nord-Africaine.

Le 1er mai 1955, des milliers d'Algériens endimanchés, portant à la boutonnière de leur veston un macaron à l'effigie de Messali Hadj, se rendent par petits groupes au rassemblement de Vincennes, organisé par le PCF et la CGT. Bientôt des drapeaux algériens, des portraits géants de Messali et de Moulay Merbah sont déployés avec des banderoles portant les mots d'ordre du MNA :

> « Travailleurs français, l'émigration algérienne est avec vous ! Vive la solidarité des peuples français et algériens ! Hommage à ceux qui luttent pour la liberté ! Libérez le chef national Messali Hadj ! La parole au peuple algérien ! L'Algérie aux Algériens ! »

Ils sont des milliers à écouter en silence les orateurs qui se succèdent à la tribune. Mais, quand les dirigeants du PCF, Eugène Henaff et Alain le Leap refusent de donner la parole à un de leurs

représentants, ils quittent en masse la clairière de Reuilly.[4] « Incident regrettable » dira *l'Humanité* du 4 mai ou plutôt politique délibérée, car à Lille,[5] comme partout en France, la police a pu matraquer les cortèges d'Algériens, sans réaction de la CGT. De façon claire, les dirigeants de la CGT et du PCF ont manifesté leur hostilité au combat des Algériens pour leur indépendance.

Le 1er mai, les Algériens se retrouvent au meeting que le « Comité National Messali » tient, Salle des Sociétés Savantes. Les 400 présents, surtout des travailleurs algériens, applaudissent les orateurs : Marceau Pivert, Jean Cassou, Paul Ruff, Georges Fontenis, Yves Dechezelles. Puis un dirigeant algérien fera l'intervention refusée par le PCF à Vincennes. Après avoir décrit les souffrances du peuple algérien dans tous les domaines, l'orateur rappelle que :

> « Le MNA a toujours collaboré avec le peuple français pour abattre leur ennemi commun, l'impérialisme. Ce n'est pas sans difficultés que cette collaboration s'est maintenue, car l'émigration algérienne en France a beaucoup souffert, non seulement du racisme de ses ennemis, mais encore d'une certaine incompréhension au sein même de ses alliés, les représentants de la classe ouvrière. Nous croyons qu'il est de l'intérêt de tous de maintenir et de renforcer ces relations par une meilleure compréhension des évènements qui se déroulent actuellement en Algérie.
>
> En luttant pour la liberté du peuple algérien, le peuple français défend en même temps ses propres libertés, car aucun coup porté au peuple algérien ne peut désormais épargner le peuple français. Nous en voulons pour preuve que la récente loi fasciste sur l'état d'urgence qui, dirigée actuellement contre le peuple algérien se retournera contre le peuple français dès que l'impérialisme dirigeant s'estimera menacé dans ses intérêts[6]. »

Le PCF ayant distribué un tract pour rejeter la responsabilité de la rupture avec le MNA sur les trotskistes, le Bureau du MNA de la région parisienne distribue un tract dans toutes les usines de la région parisienne où il dénonce l'attitude des dirigeants de la CGT dont le but est de « jeter l'exclusive sur le Mouvement National Algérien et l'isoler de la classe ouvrière, son alliée naturelle, pour en faire une proie face à la répression.[7]

À partir de mai 1955, le PCF engage la lutte contre le MNA pour l'isoler de la classe ouvrière et permettre ainsi la répression policière : attaque de militants distribuant des tracts aux usines

Panhard[8], campagne de calomnies de l'UD-CGT, formation dans l'appareil de la CGT, autour d'Omar, permanent du PCF, « d'un groupe d'anciens dirigeants de la Fédération de France MTLD ». Elle facilitera l'implantation du FLN dans les usines et jettera les bases d'une alliance avec le FLN d'Algérie, dirigé depuis mars 1955 par Abane Ramdane.

En juin, la question algérienne se trouve liée au problème social dans deux secteurs sensibles : la métallurgie et les chantiers navals. À Boulogne-Billancourt, Marceau Pivert préside, le 16 juin 1955, une réunion du « Comité National Messali » à un moment ou 2 000 métallos de Renault se mettent en grève et manifestent. À Nantes, un « Comité de vigilance contre la répression outre-mer » comprenant le « Comité Messali », l'Union locale CGT, et le Parti trotskiste lié au MNA (PCI) engage une action de masse contre la loi d'urgence et l'envoi du contingent en Algérie. Ce Comité, rattaché au « Comité Nantais pour les Assises », impulse la grève générale des chantiers navals de Nantes et de Saint-Nazaire et s'efforce de généraliser l'action à l'échelle nationale.[9]

Considérant que la crise sociale en France et l'entrée des masses en Algérie dans le combat nationaliste ont créé une situation permettant de lier les deux problèmes, Messali prend trois initiatives :

1. Une déclaration faite le 13 juin, pour arrêter la guerre en Algérie, en demandant :

> « L'intervention du Conseil de Sécurité pour un cessez-le-feu en vue d'entamer des négociations pour trouver une solution équitable au problème algérien.
>
> Nous demandons à l'opinion internationale et au peuple français d'exiger avec nous le cessez-le-feu et l'ouverture d'un dialogue. »

2. Un « Appel à la grève générale » des travailleurs français pour leurs revendications salariales, l'arrêt des opérations militaires et répressives en Algérie, la libération de Messali Hadj et de tous les Algériens emprisonnés pour leur lutte anticoloniale et l'ouverture d'un dialogue franco-algérien sur la base de la Constituante Algérienne Souveraine[10]. »

3. Un « Appel aux travailleurs français » pour éviter la condamnation à mort de Ben Boulaïd et Bouchemal. Répondant à cet Appel, Robert Barrat, Claude Bourdet, Robert Cheramy, Marceau

Pivert et Paul Ruff créent un Comité Ben Boulaïd » qui lance un Appel à l'opinion publique « pour que le bourreau n'exécute pas les condamnés à mort algériens ».

Début juillet 1955, dans un article au *Libérateur*, Messali écrit :

> « Hier, aujourd'hui et demain, nous avons été, nous sommes et nous serons toujours aux côtés du peuple français pour lutter ensemble et instaurer une véritable démocratie sur les deux rives de la Méditerranée où nos deux peuples libres et indépendants du colonialisme et du capitalisme prépareront conjointement un avenir de liberté, d'amitié entre le peuple français et le Maghreb en lutte pour la libération nationale.[…] Le peuple français ne doit pas considérer le développement des problèmes nord-africains sous un angle purement sentimental. Il doit se rendre compte que ses intérêts, son avenir sont engagés dans le développement des évènements nord-africains et dans l'évolution du problème français qui, depuis la grève d'août 1953, semble s'engager sur la voie de la lutte pour une véritable démocratie[11]. »

Conclusion :

Le procès de Ben Boulaïd s'est déroulé dans un contexte politique marqué par :

- la montée de la vague insurrectionnelle qui va culminer le 20 août 1955 dans le Nord-Constantinois, produit de l'action de l'ALN de Zighout Youssef, créée sur le modèle de l'armée de la révolution (*Djich Et Tahir*) de Ben Boulaïd, indépendante du FLN comme du MNA ;
- la grève générale de la Loire Atlantique où interviennent les travailleurs algériens membres du MNA ;
- l'adhésion de Ben Boulaïd au MNA ;
- la proposition de Messali de régler par la négociation le problème politique algérien.

2. Le « bureau du Caire »

En novembre 1954, le FLN, c'est une poignée d'ex-délégués MTLD du Caire « plus ou moins sous la coupe de Nasser et du chef de son deuxième bureau, Fathi Al Dib qui la finance et l'approvisionne en armes. »[12] Le feu d'artifice de la Toussaint n'ayant pas créé la dynamique révolutionnaire escomptée, Fathi Al

Dib tient à son domicile le 10 janvier 1955, une réunion avec Ahmed Ben Bella, Mohamed Boudiaf, Mohamed Khider et Ahmed Mezerna pour créer « un comité regroupant les représentants de tous les organismes algériens à l'étranger. »[13]

En janvier, plusieurs réunions bilatérales se tiennent avec les représentants des partis et groupes politiques algériens pour aboutir, le 17 février 1955, à la création du Front de libération algérien (FLA) par les représentants des organismes et des partis politiques suivants :

- Cheikh Bachir El Brahimi : Président des Oulémas algériens ;
- Foudil el Ouartalani : Ouléma algérien ;
- Ahmed Mezerna : représentant de Messali Hadj ;
- Chadly el Mekky : membre du groupe de Messali Hadj ;
- Hocine Lahouel : représentant des ex-Centralistes ;
- Ibrahim Bayoud : représentant de Fehrat Abbas ;
- Mohamed Yazid : ex-Centraliste ;
- Ahmed Ben Bella : représentant de l'Armée de libération algérienne ;
- Mohamed Khider : représentant de l'Armée de libération algérienne ;
- Hocine Aït Ahmed : représentant de l'Armée de libération algérienne.

Le FLA est créé sur les bases suivantes :

■ Reconnaissance de l'existence de l'Armée de libération nationale et de son pouvoir de décision.

■ L'Algérie fait partie intégrante du Maghreb arabe qui fait partie du monde arabe. Ses aspirations au panarabisme et sa collaboration avec les peuples et gouvernements ainsi qu'avec la Ligue arabe sont tout à fait normales.

■ Le Front de libération algérien croit en la nécessité d'unifier la lutte des trois pays du Maghreb arabe : Tunisie, Algérie, Maroc.[14]

Opposé à la création d'un Front algérien partie composante du monde arabe et placé sous la tutelle de Nasser, le MNA exclut Mezerna pour « trahison ».[15] Mais dès la création du FLA, Boudiaf soutenu par Khider lance une vaste campagne en Algérie et en France sur le thème : « Tous les représentants des mouvements algériens, y compris Mezerna et le MTLD, ont rejoint le FLA. Il n'y a que Messali qui est resté seul. »

Ulcéré, Mezerna se retire du FLA et forme avec Bayoud, El Ouartalani et el Mekky, un nouveau Front. Après le congrès de Bandoeng, Chadly el Mekky qui avait remis le message de Messali à Nehru et Mezerna sont arrêtés et incarcérés. Le Cheikh El Brahimi est placé en résidence forcée, Bayoud s'enfuit d'Égypte et Filali parvient à s'échapper et à gagner la France.[16]

Nasser ne soutiendra plus que le FLN hostile à Messali Hadj, mais le fait important c'est qu'en mars-avril 1955, il a existé au Caire un Front algérien regroupant les trois organisations, naguère alliées en 1944, dans les Amis du Manifeste et de la Liberté (AML). Il avait reconnu à l'ALN, armée de tous les patriotes « un pouvoir de décision », tout en inscrivant la solution politique du problème algérien, dans le cadre du Maghreb et du monde arabe. La démarcation était très nette avec la proclamation FLN du 1er novembre 1954 réclamant « la restauration de l'État algérien sur les principes islamiques ». Fait significatif : la célébration le 11 mars 1955 au Caire, de l'anniversaire de la création du PPA.

Pendant l'année 1955, où le sort de la révolution algérienne s'est joué pour une large part :

> « Le MNA jouissait de toute son influence internationale et d'une notoriété considérable, en dépit de la supériorité du FLN en finances et en préparatifs.
>
> Avant la fin de l'année 1955, le MNA était pratiquement reconnu comme le seul représentant du peuple algérien et de la révolution. Il ne restait plus à Boudiaf et à ses compagnons qu'à lancer les accusations les unes après les autres, contre Messali Hadj, pour empêcher le MNA de prendre la tête de la révolution. Cette propagande était soutenue par les autorités égyptiennes, les communistes et les libéraux, et parmi ces derniers, Robert Barrat et Colette et Francis Jeanson. Ce couple, en particulier, avait tenté, dans le livre paru en 1955, sous le titre « l'Algérie hors-la-loi », de persuader le peuple algérien que Messali était « un traître à la révolution » et qu'il était une « marionnette » entre les mains des autorités françaises[17]. »

Le FLA dissous, les « historiques » se regroupent dans « le bureau du Caire » qui va se comporter comme un gouvernement en exil.[18] C'est à cette réalité que se trouvent confrontés Soustelle et Abane Ramdane et que sera prise la décision d'éliminer Ben Boulaïd.

3. Le FLN en Algérie

En décembre 1954, quand Bitat, Krim et Ouamrane s'installent à Alger avec l'aide de Yacef Saadi, toute l'organisation algéroise du FLN a été démantelée par Vaujour et la quasi-totalité de son stock d'armes saisi. À Alger comme en Kabylie, le FLN est réduit à une poignée d'activistes, vivant d'expédients et dans la clandestinité, car toute la population est acquise à Messali.[1]

Dans le même temps, des discussions se déroulent, de décembre 1954 à février 1955 entre Bitat, Krim, Ouamrane et la direction du MNA, reconstituée après l'arrestation de Mohamed Mamchaoui, Ladjali Reski et Abdelaziz par Mustapha ben Mohamed, Oulesbir Larbi et Zitouni Moktar. En contrepartie d'une somme d'argent importante qui lui est remise,[2] Krim accepte de publier dans *La Voix du Peuple* « une lettre ouverte au ministre de l'intérieur », sans adhérer comme la grande majorité des Kabyles à Alger et dans l'émigration au MNA.

Dans son autobiographie, Ferhat Abbas écrit :

> « L'implantation du PPA en Kabylie s'effectua grâce à l'immigration. La région, pauvre et surpeuplée, envoyait chaque jour un lourd contingent d'ouvriers en France. En grande partie, ils adhérèrent au mouvement.
>
> En novembre 1954, ce fut donc à la porte de la Kabylie que les émissaires de Messali vinrent frapper pour négocier un accord. À Paris et à Alger, la majorité du MTLD était restée messaliste. Si la IIIe zone se ralliait au Zaïm, la partie était gagnée pour lui[3]. »

La situation change quand Abane Ramdane devient le patron du FLN.

Né le 20 juin 1920, dans une famille pauvre d'Azouza (Larbaa-Nath-Irathen), il obtient son baccalauréat en 1941, après de bonnes études au collège de Blida. Sergent dans l'armée pendant la guerre dans la même unité que Ouamrane, il devient secrétaire de la commune mixte de Châteaudun du Rummel. Membre du PPA en 1943 puis de l'OS pour la région de la Soummam, il est arrêté en 1950 et condamné le 7 mars 1951 à six ans de prison. Détenu à Eisisishen dans le Haut-Rhin, il est libéré par anticipation, le 19 janvier 1955 et assigné à résidence à Azouza, près de Fort-National.

Homme de caractère, intelligent, intransigeant, cassant et très ambitieux, Abane aurait beaucoup lu en prison, mais comme il n'a pas suivi la crise du MTLD, il estime qu'il faut construire le parti selon le modèle élaboré par Aït Ahmed dans le Rapport de Zeddine. Organisation verticaliste et non pas un Front comme le furent les AML ou le Front algérien (FADRL) en 1951, elle devait intégrer à titre individuel, tous les militants politiques après la dissolution de leurs partis, diriger l'ALN et s'imposer comme le seul interlocuteur pour négocier l'indépendance de l'Algérie avec la France.

À peine installé, Abane rencontre Krim et Ouamrane qui l'affectent comme responsable de la propagande auprès de Bitat, chef de l'Algérois. Abane commence à structurer le FLN en Kabylie. Il assure la liaison entre les maquis rattachés à Krim, rédige des circulaires et neutralise par la terreur les bachagas, les caïds, les gardes champêtres, sauf quand ils aident le FLN. En l'absence de Boudiaf chargé de la logistique, Krim, chef de la Zone III, nomme, après l'arrestation de Bitat, le 23 mars, Ouamrane à la tête de la Zone IV (Algérois) et Abane comme responsable de la capitale, érigée en Zone Autonome.[4]

À la mi-mars, Krim, Ouamrane et Abane rencontrent à El-Biar, une délégation du MNA formée de Zitouni Mokhtar, Larbi Oulesbir et Ben Mohamed. D'emblée, Abane veut imposer ses vues. L'aide de l'Égypte et de la Ligue arabe est indispensable pour le moment, dit-il, mais on se dégagera à temps de Nasser et de ses marionnettes. Il faut tirer parti des bourgeois pour leur argent et la couverture politique qu'ils offrent. L'ALN doit être centralisée et dirigée par le FLN. Quant au MNA, il doit se dissoudre et ses militants rallier le FLN à titre individuel, car il est le seul parti à regrouper toutes les composantes du peuple algérien. Sur le plan des méthodes de lutte, il faut généraliser la violence dans toute l'Algérie et le terrorisme dans toutes les villes.

Ben Mohamed qui dirige la délégation MNA est d'accord, mais il condamne l'alliance avec la bourgeoisie musulmane comme le terrorisme aveugle dans les villes. Il estime que tous les patriotes doivent s'intégrer dans une ALN dirigée par un commandement unifié, sur le modèle de l'Idara de Ben Boulaïd, disposant d'un pouvoir de décision comme l'a admis le « bureau du Caire », mais indépendant du FLN comme du MNA. Quant à la solution politique,

elle reste celle défendue par le mouvement national depuis l'Étoile Nord-Africaine : l'élection par tous les habitants de l'Algérie d'une Assemblée Constituante Souveraine.[5]

Au lendemain de la rupture, Abane qui s'est autoproclamé chef national du FLN, va utiliser tous les moyens pour devenir le seul interlocuteur de Paris.

Abane Ramdane : *« L'ennemi n°1 de l'Algérie, c'est Messali ! »*

Le 1er avril 1955, Abane rédige un tract qui proclame que l'ALN est l'armée de libération que tous patriotes doivent rejoindre, que les Algériens émigrés en France et en Orient ont dans leur grande majorité rallié le FLN et que « le tribunal de l'Armée de libération nationale sera impitoyable envers les traîtres et les ennemis de la patrie. »[6]

Ce tract est le premier acte de la fondation du FLN comme un nouveau parti politique en Algérie. Il s'attribue tous les combats de l'ALN alors qu'ils sont le fait des Zones I et II. Il ignore le bureau du Caire, intégré dans la politique de Nasser et de la Ligue arabe, fait table rase du programme nationaliste et prétend que l'émigration algérienne est tout acquise au FLN. L'injonction faite aux « patriotes » de se rallier à l'ALN qui n'est plus un cadre unitaire autonome, mais placée sous la direction du FLN est assortie de la menace d'une liquidation des traîtres qu'il désigne : Messali Hadj et ses « conseillers trotskistes ». Le tract d'Abane établit sa responsabilité dans l'emploi de la violence comme mode de règlement des divergences politiques.[7]

La violence des attaques renoue avec les outrances et les méthodes des staliniens du PCA, à l'époque du Front populaire, puis en mai 1945 où Ouzegane, devenu le conseiller d'Abane, a justifié la répression contre le PPA.[8] Il annonce les méthodes, appliquées en Kabylie contre les messalistes, celles que le Guépéou avait employé contre les trotskistes, les socialistes et les anarchistes pendant la guerre d'Espagne. C'est ainsi que le transfert de Messali à Angoulême, résultat du combat anticolonialiste mené par la gauche socialiste, est présenté comme une compromission avec la France.[9]

Ces charges contre le MNA s'effectuent à un moment où la vague révolutionnaire se développe dans tout le Constantinois et qu'une bataille est engagée pour la libération de Ben Boulaïd. Elle fournit un prétexte au PCF pour refuser la parole à un messaliste lors de son rassemblement du 1er mai 1955, et dénoncer le MNA et ses conseillers trotskistes du PCI.

Le 12 avril, Abane devient menaçant : « Nous sommes résolus à abattre tous les chefs messalistes », écrit-il dans une lettre au Caire.[10]

Fin mai, Abane s'inquiète de la politique de Soustelle : le regroupement des forces politiques algériennes pour dégager l'interlocuteur de la France (28 mars) et la mise en application de son programme au lendemain de son voyage en Kabylie (20 mai). Le 1er juin, il rédige un tract qui marque sa rupture avec le programme du nationalisme algérien (Étoile-PPA-MTLD) suivie d'un avertissement aux organisations politiques musulmanes, en discussion avec Soustelle, leur signifiant qu'ils auraient tort « de se tromper de voie », car :

> « Le FLN n'est pas la reconstitution du MTLD. Le FLN est le rassemblement de toutes les énergies saines du peuple algérien. Le MTLD pensait que la libération de l'Algérie serait l'œuvre du Parti. C'est faux. Le FLN, lui, affirme que la libération de l'Algérie sera l'œuvre de tous les Algériens et non pas celle d'une fraction du peuple algérien, quelle que soit son importance. C'est pourquoi, le FLN tiendra toujours compte, dans sa lutte, de toutes les forces anticolonialistes même si celles-ci échappent encore à son contrôle[11]. »

Abane Ramdane fonde le FLN à Alger

Installé à Alger et circulant sans entraves[12], Abane va regrouper dans le FLN, les représentants de la bourgeoisie commerçante musulmane et toutes les élites politiques opposées à la Constituante :

● Les Centralistes : Libérés au printemps 1955, Benyoucef Ben Khedda, Abderrahmane Kiouane, Saad Dahlab, Salah Louanchi, Ahmed Bouda et Abdelmalek Temam cherchent à construire le Congrès national algérien, avec un « Rassemblement démocratique algérien (RDA), fédérant les autres courants tels que les Oulémas, l'UDMA et le PCA, avec le consentement d'Abane. En septembre

1955, après l'insurrection du 20 août, ils renoncent à leur projet et rejoignent le FLN, où ils accèdent à des postes de responsabilité.

● Amar Ouzegane, l'ex-chef du PCA qui sera chargé de construire avec Aissat Idir et les membres de l'appareil de la CGTA, une centrale syndicale rattachée au FLN.

● Mohamed Lebjaoui, grand commerçant, conseiller municipal sur la liste de Jacques Chevallier et apparenté à Ouzegane, Areski Bourzina (dit H'Didouche) et surtout Yacef Saadi, qui établit en juin 1955, les liens avec Boudiaf et Mourad Tarbouche, dont l'une des missions pour implanter le FLN en France, sera d'organiser un attentat contre Messali Hadj.[13]

● Les étudiants que le FLN organise dans l'Union Générale des Etudiants Musulmans (UGEMA), le 8 juillet 1955.

● Yacef Saadi. Chargé de mission par Abane, il regroupe les truands Bouchafa Belkacem, Ahmed Chaïb dit le Corbeau et Debih Cherif qui forment les groupes de choc qui vont assassiner les cadres du MNA à Belcourt, au Clos Salembier et à la Casbah qui deviendra la forteresse du FLN.[14] Quand il recrute le jeune Ali Amar, surnommé « la Pointe », c'est le milieu en entier qui passe au Front.[15]

Sur quel projet politique pouvait-ton rassembler dans une même organisation, les gros commerçants, les bureaucrates déclassés du MTLD et du PCA, les syndicalistes de la CGT, les étudiants, des nationalistes et le lumpen prolétariat ? La réponse sera fournie par Amar Ouzegane, le chef stalinien de l'ex-PCA devenu la tête pensante d'Abane, pour qui :

> « Le FLN est le creuset où s'amalgame le patriote intransigeant de l'ancien khalediste, de l'ancien étoiliste, de l'ancien PPA, de l'ancien congressiste, de l'ancien UDMA, de l'ancien oulémiste, de l'ancien communiste, de l'ancien syndicaliste CGT, autonome ou CFTC, de l'ancien scout musulman, de l'ancien éclaireur français, de l'ancien béni-oui-oui.
>
> […] De ce qui précède, il est clair que le meilleur outil pour préparer la route de l'indépendance nationale, ce ne peut être un parti « ouvrier », mais un large front national, mobilisant le salarié et le patron, l'étudiant et le fellah, qu'il soit un pauvre khammès ou un koulak[16]. »

Sous l'influence de Lebjaoui, de Ben Khedda, de Lamine Khane, « Abane donne son accord pour amener certains Français d'Algérie, connus pour leur libéralisme, à s'associer à l'édification d'une Algérie fraternelle, débarrassée du carcan colonial ».[17] Personnalité à peine clandestine qu'on peut rencontrer facilement à Alger,[18] Abane rencontre André Mandouze, directeur de la revue *Consciences Maghébines*, l'organe officieux du FLN, les chrétiens progressistes comme Pierre Chaulet, des militants des Missions de France d'Hussein Dey, de Bab-el-Oued et de Souk-Ahras, et des communistes : Émile Chekroun, les Drs Martini et Masseboeuf, en bref, par tous ceux qui avaient soutenu l'expérience de la gestion d'Alger par Chevallier et Kiouane.

Le regroupement qui s'opère est suivi avec intérêt par Jacques Chevallier, chef de file des « notables » éclairés » comme Georges Blachette, l'archevêque d'Alger, Mgr. Duval, le Secrétariat social d'Alger dirigé par le R.P. Sanson[19] et les Équipes sociales, soutenues par Germaine Tillion.[20] Le maire d'Alger qui considère qu'Abane construit à Alger, le Congrès national des Centralistes du MTLD, intervient auprès de Soustelle pour que son action politique ne soit pas contrariée.

Paris suit aussi avec une égale attention la formation d'un Congrès national qui s'accompagne de l'élimination physique des messalistes. Ben Khedda peut rencontrer librement ses amis centralistes et Ferhat Abbas directeur de *La République Algérienne* en vente libre, peut réunir le bureau de l'UDMA et influencer les élus algériens de l'Assemblée. Le tournant intervient en mai quand Ferhat Abbas lance dans un discours fracassant à Djidjeli le slogan « Algérie algérienne ». Peu après, il prend contact avec Abane dont il défend les idées auprès de Jacques Soustelle qu'il voit régulièrement. Au final, Abane autorise, en septembre 1955, Abbas à rencontrer les autorités françaises pour une éventuelle négociation, à la condition « qu'elle passe par le FLN. »[21]

Conclusion : À la fin 1955, un rapprochement est intervenu entre le FLN d'Abane Ramdane, Jacques Chevallier, Soustelle et les mendéssistes qui vont former un lobby FLN pendant la campagne des législatives. Le FLN d'Abane ne pouvait se présenter comme l'interlocuteur unique de la France, sans qu'il prenne le contrôle

politique de l'ALN, ce qui impliquait le ralliement des chefs de la Zone II au FLN et surtout l'élimination de Ben Boulaïd qui avait rejoint le MNA. Cette tâche sera confiée à Krim Belkacem.

La normalisation de la Kabylie

Elle commence au printemps 1955, avec la nomination d'Amirouche à la tête de la vallée de la Soummam (de Sidi Aïch à Bouira), région stratégique entre le djebel Djurdjura et la chaîne des Bibans, qui permet d'accéder au Constantinois et par les monts du Hodna aux Aurès-Nementchas.

Aït Hamouda, alias Amirouche, est né le 31 octobre 1926 à Tassaft (Tizi-Ouzou) dans une famille aisée. Intelligent, meneur d'hommes d'une énergie et d'une endurance incroyables, lettré et très religieux, il émigre en France, où il milite à la fois au MTLD et aux Oulémas. De retour dans son village des Ouacifs, il rejoint le maquis dès novembre 1954 dans la région d'Aïn El Hammam. Après la mort de son chef Amar Aït Cheikh, il se rend maître de toute sa zone en éliminant ses adversaires. C'est à cet homme fanatique et violent, que Krim confie la tâche de liquider les messalistes de Kabylie.[22]

À la tête de huit cents djounouds bien armés, Amirouche va écraser les maquis du MNA en activité depuis décembre 1954, dans les deux Kabylies. Un à un, il réduit les maquis de Bouira, Dra el Mizan, les Ouadhia, Seddouk, ceux du Guergour, et les groupes du douar Beni Bou Addou et Amlouline, Aïn Bessem et Menerville.

La dernière bataille se déroule à Guenzet. Après deux jours d'une lutte sans merci, les messalistes succombent sous le nombre, mais leur chef Mohamed Bellounis parvient à s'échapper vers le Sud. Les chefs et les meilleurs militants sont égorgés et quelques djounouds sont intégrés de force dans les rangs du FLN. La Kabylie est la seule région où les messalistes sont combattus par le FLN jusqu'à leur défaite militaire et politique. Dans les autres Zones, l'union s'était réalisée au sein de l'ALN.

Dans toute la Kabylie, à Alger et en France, le massacre des messalistes, connu de Ben Boulaïd, soulève une indignation si profonde que Krim devra lui-même venir à Guenzet et dire, en présence d'Amirouche, que :

> « Ceux qui sont tombés sous la bannière de Messali mais pour la cause de la patrie, ne sont pas des traîtres. Ils sont considérés par nous comme des chouadas, au même titre que ceux des nôtres qui tombent chaque jour pour libérer le pays. […] Si H'Mimi me confiait, dernièrement, que la région, pauvre, était tellement imprégnée de nationalisme que « dans les conditions de l'époque, il était difficile de faire admettre à une population en majorité PPA que Messali, c'était fini, et que de ce fait, ils avaient trahi en ne rejoignant pas le FLN[23]. »

L'écrasement des maquis de l'ALN/MNA est suivi de massacres collectifs de villages acquis au messalisme depuis les années trente.

> « Il y eut, pendant l'hiver et au printemps, une suite impressionnante d'égorgements en basse Soummam. Du 18 au 24 février, le village de Souk El Djemma subit un encerclement meurtrier interrompu par l'arrivée d'un fort contingent de l'ALN/MNA. Au même moment, des opérations de vengeance symétriques furent conduites, à partir de plusieurs villages contre des détachements de l'ALN/FLN. Dans les semaines qui suivirent eurent lieu des massacres collectifs de représailles, dont la région a enregistré la mémoire sous le nom de la « nuit rouge », même s'il y eut plusieurs « nuits rouges » […]
>
> Le massacre le plus épouvantable qui fut retenu par la mémoire locale comme la seule vraie « nuit rouge », fut l'égorgement de la totalité de la dechra Ifraten dans la nuit du 13 au 14 avril 1956.[24]»

En février-mars 1956, après des mois d'une guerre impitoyable, la Kabylie que Krim et Abane n'ont pas engagé dans l'insurrection du 20 août est normalisée. Tous les foyers qui avaient été comme Bouira ou Guenzet, des hauts lieux du nationalisme depuis l'ENA-PPA, passent sous la coupe du FLN qui a gagné sa guerre d'Espagne.

Le contrôle militaire et politique de la Kabylie est complété par l'instauration de la loi islamique. Se présentant comme le représentant de tout le peuple algérien, le FLN va utiliser l'islam, marqueur principal des masses rurales, pour dénoncer le MNA qui a introduit la division, une *fitna* dans la communauté des croyants (*Ouma)*. Les directives du chef de la wilaya III devenant un commandement religieux, une *fatwa*, tous les massacres de messalistes seront justifiés par référence à la loi coranique.[25]

La construction d'un FLN unifiant comme dans un *Guomintang* (Ouzegane) toutes les populations algériennes, le massacre des messalistes en Kabylie, la caporalisation et la pressurisation de sa

population (l'impôt prélevé sur les mandats versés par les émigrés à leurs familles) et l'imposition de la loi islamique, avec l'emploi de la pègre pour assassiner les cadres du MNA à Alger, trois volets d'une politique, en rupture totale avec celle du mouvement nationaliste depuis l'Étoile Nord-Africaine. Notons que la Kabylie est la seule région où la terreur contre des nationalistes algériens a été employée par le FLN prétendant être le seul interlocuteur de la France. Elle ne fut jamais employée à cette date, dans les wilayas d'Oranie, de l'Algérois, du Nord-Constantinois et des Aurès, les acteurs du 20 août 1955. Elle annonce des massacres à venir, comme celui de Melouza.

C'est dans ce contexte qu'il était impératif de préciser que s'est déroulé le procès de Ben Boulaïd, son évasion de la prison, le 10 novembre 1955 et sa mort, le 20 mars 1956, cinq mois avant le Congrès de la Soummam.

Chapitre III

Apogée et déclin de la wilaya I

L'évasion de Ben Boulaïd, la reconstitution de la wilaya des Aurès et le projet de former un état-major de l'ALN indépendant de tout parti, confortent la stature de Ben Boulaïd comme le promoteur principal de la révolution algérienne.

Le retour de Ben Boulaïd dans l'Aurès

Le 10 novembre 1955, la presse algérienne annonce la spectaculaire évasion de Ben Boulaïd et d'une dizaine de condamnés à mort : Mohamed Laïfa, Mohamed Benziane, Tahar Zbiri, Brahim Taïbi, Ali Hafsaoui, Slimane Zaïd, Hocine Arif, Hammadi Krouma, Lakhdar Mecheri et Lakhdar Bouchemal, de la prison de Coudiat à Constantine considérée comme une forteresse inviolable.

Selon le témoignage de M. Benziane, les prisonniers avaient creusé un tunnel à l'intérieur de la prison pour accéder de leur cellule collective à un local d'entretien, puis avaient franchi les deux murs d'enceinte.[1] La presse d'époque parle aussi du « véritable exploit qui fit beaucoup de bruit dans l'Administration, les milieux politiques et donc les médias. »[2]

Embarek Filali a fourni une version complémentaire : les prisonniers avaient bien construit un tunnel, mais ils auraient bénéficié de la complicité d'un gardien, Djaffar Chérif, originaire de la même région que Ben Boulaïd (Arris) et membre du MNA de Constantine.[3]

La presse a relaté un fait dont elle n'a pas apprécié l'importance : une lettre laissée par Ben Boulaïd à ses geôliers : « La paix et la prospérité du peuple algérien se trouvent dans une République algérienne élue au suffrage universel, sans distinction de race ni de religion. »[4] Depuis son entrée dans la lutte armée, Ben Boulaïd a ignoré la déclaration du FLN du 1er novembre, pour toujours se réclamer du programme du PPA/MTLD repris par le MNA, en

opposition totale avec celui du stalinien Ouzegane, mentor d'Abane : le FLN c'est un bloc de toutes les classes de la société algérienne.

Quelques jours après son évasion, Mostefa Ben Boulaïd est accueilli par son frère Omar au djebel Oustili, puis à Lambèse, son pays natal, où il reçoit ses compagnons fidèles : Hadj Lakhdar, Ali Benchaïba, Gacemi Mohamed, Meddour Azzaoui, Messaoud Benaïssa…

Début janvier 1956, il rejoint, sans prévenir, le PC d'Attaf, accompagné d'une trentaine d'hommes armés et de deux médecins, l'un algérien, l'autre européen, Georges Cornillon, médecin à l'hôpital psychiatrique de Blida.[5] La rencontre avec Adjoul fut glaciale. Sur la défensive, Adjoul exprima un doute sur l'évasion de Ben Boulaïd en disant que l'Administration aurait confié une mission au détenu, qui aurait par ailleurs rejoint les rangs du MNA, pour qu'il rallie les Aurès au plan Soustelle. Comprenant son jeu, Ben Boulaïd prêta le serment « El Haad » qu'il était sincère et l'Assemblée convaincue le rétablit comme le chef de la wilaya des Aurès.

Les opérations de ratissage s'étant multipliées dans les Aurès, Ben Boulaïd réorganisa les secteurs d'Arris et de M'Chounèche puis il convoqua au PC d'Attaf, le 25 février 1956, tous les chefs des Aurès-Nemencha et des régions avoisinantes, de Khenchela, Tebessa et Souk-Ahras, une dizaine en tout, à l'exception de Laghrour Abbès, blessé lors d'une série d'accrochages dans les Nementcha.[6]

Pendant les travaux qui ont duré six jours, Ben Boulaïd lut un ordre du jour comprenant trois points qui feront l'objet de débats puis de décisions :

- un règlement de l'ALN avec la création d'un Tribunal militaire dans chaque zone afin de supprimer les exécutions comme celle de Chihani, et de doter l'ALN d'une justice révolutionnaire. Il était prévu d'assurer armement et équipement corrects ainsi qu'une allocation mensuelle de 1000 frs pour chacun des membres de la famille du djoundi ;

- la réorganisation de l'Idara dans son entier. Il n'y aurait plus qu'une seule zone l'Aurès dirigée par Ben Boulaïd assisté de Farhi Saï et Laghrour Abbès. La zone sera divisée en cinq régions, chaque chef disposant d'une certaine autonomie au plan de l'organisation interne en secteurs ;

- la remise à l'Idara par chaque chef de région d'un état périodique des effectifs et les mesures de sécurité à prendre.[7]

Début mars, tandis que de durs accrochages se déroulent dans le massif, le Tribunal militaire condamne sévèrement plusieurs djounouds accusés de manquements divers : fréquentation des femmes, égorgement de civils, prévarications diverses…

Les liens avec les dirigeants de la wilaya II, déjà établis entre Zighout Youssef et Chihani Bachir, étant devenus plus étroits, Ben Boulaïd envoie une directive à tous les chefs de la région de l'Aurès, avant de rejoindre Nara dans le djebel Lazreg pour une rencontre décisive fixée pour le 23 mars 1956. Selon le MNA, l'objectif était de créer un état-major de l'ALN de toute l'Algérie, indépendante du FLN comme du MNA, la solution du problème restant, à l'issue de la guerre, l'élection d'une Assemblée Constituante de tous les habitants de l'Algérie.

La fin tragique de Mostefa Ben Boulaïd

La réunion du 23 mars 1956 se situe au lendemain du vote par le Parlement de la loi du 12 mars 1956, accordant les pouvoirs spéciaux à Guy Mollet pour écraser la rébellion en Algérie. Installé à Alger, le nouveau gouverneur Robert Lacoste est informé de la reprise en main de la wilaya I par Ben Boulaïd et de son projet de former un état-major indépendant de l'ALN. Il met au point avec le commandement général l'opération Cantate,[8] dont la mise en application fut confiée à une unité de la 11e Brigade de Parachutistes de Choc.

Elle débute par la localisation du PC de Ben Boulaïd dans le djebel El Azreg, par son service de renseignement (GLI) de l'unité. Le 15 mars, le Dakota (DC3) du GLI largue, lors de trois passages, plusieurs colis contenant du riz et un poste de radio, emporté par son parachute à plus d'un kilomètre vers l'est. Récupéré par des civils de la région, le poste fut apporté à Ben Boulaïd réuni dans une grotte avec plusieurs chefs. C'est en manipulant ce poste piégé que Ben Boulaïd provoqua une terrible explosion qui entraîna sa mort et celle de Benakcha Mahmoud, Baazi Ali, Fodil le Kabyle et Lamrani Abdelhamid. D'autres chefs furent blessés.

Dans un tract parvenu les 6 et 7 décembre aux journaux parisiens, le MNA qui a mené une enquête sur place établira que le colis piégé

ayant été apporté par Adjoul Adjoul, en contact avec Amirouche, le meurtre de Ben Boulaïd, après celui de Chihani Bachir ne sont pas le fait d'un hasard. Ils ajouteront que le Congrès de la Soummam a comme par hasard supprimé l'autonomie de l'ALN en la subordonnant au CCE du FLN dirigé par Abane Ramdane.

Zighout Youssef et Ben Tobbal n'accepteront pas la version de la mort de Ben Boulaïd faite par Amirouche, rejetant la responsabilité sur le seul Adjoul. Quant à Ali Kafi, dirigeant de la wilaya II, il écrira dans ses Mémoires que « les versions contradictoires sur la mort de Ben Boulaïd se sont multipliées ».

CONCLUSION

La jeunesse de Mostefa Ben Boulaïd s'est déroulée dans les Aurès, forteresse naturelle ayant résisté à toutes les invasions, à la domination arabe et turque et, de façon large à l'administration française.

Né en février 1917 à Inerkeb (Arris) dans une famille de petits propriétaires fonciers, Ben Boulaïd fait de bonnes études primaires puis il aide son père dans ses divers travaux. Mobilisé dans l'armée française, de 1939 à 1942, puis dans l'Armée d'Afrique en 1943, il participe à la campagne d'Italie, obtient la croix de guerre, la médaille militaire et le grade d'adjudant.

Rendu à la vie civile, il adhère au MTLD et devient responsable de l'organisation spéciale (OS) de l'Aurès. Candidat aux élections de l'Assemblée algérienne de 1948, il est largement élu mais l'administration annule son élection et nomme à sa place son adversaire. Ben Boulaïd s'engage alors totalement dans le combat politique.

En 1950, l'OS est démantelée en Algérie, mais elle se maintient dans la clandestinité dans les Aurès. En 1953, Ben Boulaïd devient responsable de l'OS reconstituée en 1953 et membre du comité central. En désaccord avec la direction du parti, d'où les messalistes ont été chassés, Ben Boulaïd intègre l'OS dans le parti. En 1954, Ben Boulaïd s'efforce d'empêcher la scission du MTLD en se rendant en février, à Niort, auprès de Messali Hadj. En vain ! Il adopte alors une position neutraliste et l'Aurès n'est pas représentée comme la Kabylie au Congrès d'Hornu. Contacté par Boudiaf qui a rejoint le Caire, Ben Boulaïd adhère au CRUA puis à la réunion des « vingt-deux ». Resté responsable de l'OS, Ben Boulaïd retourne voir son chef hiérarchique Messali qui l'informe du passage prochain du parti dans la lutte pour l'indépendance, sans lui préciser la date. Rassuré, Ben Boulaïd va préparer la lutte armée. Aidé par Chihani Bachir, il transforme le MTLD en une armée de la révolution (*Djich Et Tahir*) avec un état-major (*Idara*).

Le 1er novembre, le FLN lance une série d'actions précipitées, vite neutralisées par la police. Dans les Aurès, par contre, Ben Boulaïd qui s'est engagé dans la lutte au nom de Messali Haj, a transformé les Aurès en un foyer révolutionnaire. Pour étouffer la rébellion, les

forces de l'ordre encerclent le massif transformé en zone interdite et soumise aux bombardements de l'aviation. Ben Boulaïd évite l'asphyxie, mais l'aide promise n'étant pas arrivée, Il se rend en Tripolitaine pour s'approvisionner. Le 15 décembre 1955, il est arrêté à Ben Gardane, transféré à Tunis puis à Constantine.

Interrogé par le commandant Monteil, chargé des Affaires musulmanes par le nouveau gouverneur Soustelle, Ben Boulaïd dénonce le régime colonial et se déclare partisan d'une Assemblée Constituante élue par tous les habitants de l'Algérie. Monteil puis Soustelle estiment qu'une solution politique est possible avec les représentants des partis musulmans : les centralistes, l'UDMA de Ferhat Abbas, les Oulémas et les messalistes. Mais, à partir du foyer des Aurès, élargi par son chef aux Nemenchas puis, après accord avec Zighout Youssef, à une partie de la wilaya II, le « pourrissement du Constantinois se développe pour aboutir à l'explosion du 20 août 1955 qui ne fut pas une insurrection générale mais une révolution sociale dirigée par Zighout Youssef, chef de l'état-major de l'ALN de la wilaya II, construit sur le modèle de l'Idara des Aurès.

Depuis mars 1955, la situation politique s'est aggravée. Libéré de prison, Abane Ramdane qui s'est autoproclamé chef du FLN va négocier avec les chefs des formations politiques musulmanes : les Centralistes de l'ex-MTLD, l'UDMA et les Oulémas, la dissolution de leurs formations et l'entrée à titre individuel de leurs membres dans le parti qu'il dirige. Le MNA ayant refusé sa disparition et l'intégration de ses militants dans le FLN, Abane Ramdane lui déclare la guerre. À Alger, Yacef Saadi qui a formé des groupes de choc avec des recrues venues de la pègre, assassine les cadres messalistes et dans les Kabylies, Amirouche écrase les maquis MNA, terrorise la population restée fidèle à Messali, fait appliquer la loi islamique dans les maquis et n'est pas étranger, par sa liaison avec les Aurésiens Adjoul Adjoul et Laghrour Abbès, à l'assassinat de Chihani Bachir, qui entraine la dislocation de la wilaya I.

C'est pendant ce déroulé des évènements que s'ouvre le procès de Ben Boulaïd. Le chef des Aurès, indigné par la politique d'Amirouche et l'assassinat de Chihani Bachir, adhère au MNA. Il est mis alors aux fers et condamné à mort. Répondant à un Appel du MNA, une campagne est lancée à Paris par le Comité pour la libération de Messali Hadj, le Pari communiste internationaliste

(PCI), un collectif de syndicalistes et d'intellectuels anticolonialistes et le MNA pour empêcher l'exécution de Ben Boulaïd.

Le PCF, le Parti socialiste et le lobby FLN formé par les mendessistes refusent de s'associer à cette campagne.

Le 10 novembre 1955, Ben Boulaïd parvient à s'échapper de prison avec la complicité du réseau messaliste de Constantine. Redevenu chef de sa wilaya, « le renard de l'Aurès » réorganise l'Idara et les sections, renoue les liens avec les chefs de la wilaya II dont tous les militants et les cadres se réclament du PPA et lance des invitations à tous les chefs des wilayas pour former un état-major commun de l'ALN, indépendant du FLN, du MNA et du Caire, la solution restant la Constituante, plébiscitée au Congrès des Amis du Manifeste et de la Liberté (AML) de mars 1945.

Bien informé, l'état-major français monte l'opération Cantate (parachutage d'un poste de radio piégé). Récupéré par des civils, il sera apporté à Ben Boulaïd par Adjoul. C'est en manipulant ce poste qu'il trouvera la mort avec plusieurs de ses compagnons. Cinq mois plus tard, le Congrès de la Soummam fait du FLN le seul interlocuteur de la France et place l'ALN sous le contrôle de l'exécutif du FLN dirigé par Abane Ramdane.

Le temps est venu de considérer que Ben Boulaïd fut le véritable promoteur de la révolution algérienne en créant une ALN de tous les patriotes, pour arracher l'indépendance et fonder la nation algérienne en faisant participer tous les habitants de l'Algérie : Musulmans, Européens et Juifs à l'élection d'une Assemblée Constituante Souveraine.

Notes
PREMIÈRE PARTIE

Chapitre I – L'Aurès, bastion de la révolte

1. Morizot (J). *L'Aurès ou le Mythe de la montagne rebelle*. L'Harmattan, 1991.
2. Lartigue (de). *Monographie de l'Aurès*, Constantine, 1904 ; Despois (J)-Raynal (R). *Géographie de l'Afrique du Nord-Ouest*, Payot, 1967 (Ch. XI – IV et V- L'Aurès-Nementcha).
3. Bourdieu (P). *Sociologie de l'Algérie*, PUF (Que sais-je ?), 1985 (Ch.II – Les Chaouia – Les structures sociales, pp.31-34).
4. Camps (G). *Les Berbères. Mémoire et identité*, Errance, 1980 (Le Berbère et le divin, pp.143-198)
5. Tillion (G). *Dans l'Aurès*. Annales, juillet-septembre 1957 *; Dans l'Aurès. Le drame des civilisations archaïques*, Annales, 1957, pp.393-402.
6. Gaudry (M). *La femme chaouia de l'Aurès*. Paris, 1929.
7. Bourdieu, *Ibid,* (Ch.VI- III – La déculturation).
8. Ageron (Ch-R). *Les Algériens musulmans et la France,* PUF, 1962. T. I, IV, Ch. XLII – Les troubles insurrectionnels dans l'arrondissement de Batna).

Chapitre II – Mostefa Ben Boulaïd

1.Vaujour (J). *De la révolte à la révolution. Aux premiers jours de la guerre d'Algérie*. Albin Michel, 1985, p.420.
2. Morizot (J). *Ben Boulaïd Mostefa*, in Encyclopéopédie berbère, Vol.IX, 1991.
3. Boulhaïs (N). *Des harkis berbères. De l'Aurès au nord de la France*. Septentrion, 2002, p.38.
4. Adjoul-Adjoul Ben Abdelhafid. (1922-1993). Né en 1922 au douar Kimmel, près d'Arris, il est le fils d'un grand propriétaire foncier du douar. Peu cultivé, il n'a passé que quelques mois à l'Institut Ben Badis et ne parle pas français. Responsable du PPA/MTLD à Kimmel en 1951, il participe aux réunions de la daïra de Batna dirigée par Chihani Bachir. Écœuré par les divisions qui déchirent le MTLD, il se retire dans son douar de Kimmel. En 1954, il est convoqué par Ben Boulaïd, qui lui verse une somme d'argent et le charge de préparer la lutte armée. Farouche Aurési, il est écarté de l'Idara par Chihani Bachir qui veut créer un état-major unifié. Son prestige remonte après le succès de l'embuscade de Khanga Sidi Nadji (13 av.1955) : 3 GMC détruits, 33 prisonniers, 17 fusils et un FM pris. Responsable de Kimmel, il profite des difficultés de Chihani Bachir pour prendre le contrôle

de l'Aurès. Après Djeurf, il se rapproche de Laghrour Abbès, attire Chihani dans l'Aurès et le fait exécuter. Responsable de l'Idara, il est rétrogradé après le retour de Ben Boulaïd. Selon le MNA c'est lui qui aurait remis le colis piégé à Ben Boulaïd. Craignant des représailles, il se rend à l'armée française et devient l'un des commandants des harkis.

5. Chihani Bachir. Biographie dans le texte.

6. Laghrour Abbès (1926-1957). Né au douar N'Sigha (Khenchela). Études à l'école coranique et à l'école primaire. Cuisinier de l'administrateur de la commune mixte de Kenchela, il perd sa place en raison de ses idées politiques. Sans travail, il préside la section locale du MTLD et le comité de chômage. Il représente l'Aurès au congrès des centralistes mais il s'aligne sur la position neutraliste de Ben Boulaïd. Il participe aux actions de la Toussaint dans le secteur de Khenchela. Adjoint de Chihani au sein de l'Idara, il échappe à l'accrochage de Djeurf mais perd confiance en son chef. Il se laisse séduire par Adjoul-Adjoul qui lui propose de prendre la direction de l'Idara, ce qui sera fait après l'exécution de Chihani. Peu suivi, les chefs de groupes reprennent leur liberté. L'Idara est reconstituée après le retour de Ben Boulaïd puis disloquée après sa mort. Refusant l'autorité de Mahmoud Chérif, nommé chef de l'Aurès par le FLN, il passe en Tunisie. Suspect, il sera « liquidé pour complot ».

7. Boulhaïs, Ibid, (l'échec, pp.44-45).

8. Spilman (Gal). « Aurès, bastion de la révolte », *Historia /Mag*., n°2, pp.33-34 : Constans (Gal). « Soustelle et l'Aurès », *Historia/Mag*, n°4.

9. Chevallier (J). Nous, Algériens, Calmann-Lévy, 1958. Donne des chiffres précis sur « l'armée française saignée à blanc dans ses cadres et dans son personnel de carrière était à bout de souffle. Sept ans de combats, 100 000 morts » chez nous et dans les troupes de l'Union française, 30 000 prisonniers… » p.114.

10. Sur Grine : *Historia/Mag,* n°2 « Vie et mort de Grine, un bandit d'honneur » montre bien comment ce « hors la loi », personnage typique du bandit d'honneur des régions méditerranéennes de Sicile, Corse, Grèce (cf. Hobsbawm : *Les bandits*, Maspero) est devenu en 1954 responsable d'un groupe armé encadré par Ben Boulaïd. Même évolution d'un autre « bandit », Fahri Saïd (Paillat, Dossier, p.172). Il convient de distinguer entre ces « bandits » politisés et les gangsters recrutés dans la pègre pour assassiner les cadres messalistes et prendre le contrôle de la Casbah.

11. Courrière (Y). *La guerre d'Algérie. Les fils de la Toussaint,* Fayard, 1968, p.191.

12. Courrière, Ibid, p. 86.

13. Simon (J). *Le MTLD,* L'Harmattan, 2003 (Krim et Ouamrane rejoignent le CRUA, pp.187-189.

14. Bromberger (S). *Les rebelles algériens*, Plon, 1958, p.28-29.

15. Le macaron à l'effigie de Messali reproduit dans la presse algérienne était celui porté par les manifestants algériens, le 14 juillet 1953.
16. *L'Algérie Libre*, 9 juillet 1954.
17. Le MTLD avait fait du 5 juillet, jour de la prise d'Alger, une journée de deuil national et de manifestations.
18. *Le Cri, du peuple*, Novembre 1990.
19. *L'Algérie Libre*, 8 octobre 1954.
20. Lenormand (Gal). *1954 : l'année difficile*, in *Soldats du djebel*. Porteu de la Morandière (Fr), Société de production littéraire, 1979.
21. Vanuxem (Gal). *Aurès 1955 : sur les pas des légions romaines*. Porteu de la Morandière, Ibid, pp.42-47.

Chapitre III – Aurès : la rébellion assiégée.

1. Paillat (C). *Vingt ans qui déchirèrent la France. La liquidation*, Laffont, 1972, pp.141-147.
2. Ouamarane parle ainsi de l'isolement des initiateurs de novembre : Nous avons passé près de six mois réfugiés chez Yacef Saadi. Il était le seul dans tout Alger sur qui nous pouvions compter jusqu'à ce que nous trouvions un autre refuge au boulevard de Verdun chez un certain Hacène Askri » Djerbal (D). « Il y a quarante ans, le début de la guerre d'Algérie », Le Monde, 6-7 nov.1994.
3. Courrière, Ibid, p.404.
4. Porteu de la Morandière, Ibid, pp.26-28 ; Vaujour, Ibid, pp.336-337.
5. Paillat (C). *Dossier secret 1954-1958,* Presses de la Cité, 1962, p.120.
6. Nart (R). *Histoire intérieure de la rébellion dans les Aurès.* Adjoul-Adjoul, L'Harmattan, 2015, pp. 59-60.
7. Vaujour, Ibid, pp. 372-374.
8. Servier (J). *Dans l'Aurès, sur les pas des rebelles*, France-Empire, 1955.
9. Paillat, *Dossier secret*, Ibid, pp.103-104.
10. Taousson (J) *Vie et mort de Grine un bandit d'honneur*, La France contemporaine, 1954-1955, Tallandier,1978, p. 41-42.
11. Lenormand (Gal). *1954 : l'année difficile*, Ibid, pp.22-23.
12. Spillman (Gal). Ibid, p.41.
13. Nart, Ibid, p.65.
14. Bromberger, Ibid, p. 34 ; Paillat, Dossier, Ibid, p.121.
15. Nart, Ibid, p. 66 ; Boulaïs, Ibid, pp.247.

Chapitre IV – Ben Boulaïd pour une Constituante

1. Ullmann (B). *Jacques Soustelle, le mal aimé*, Plon, 1955.

2. Soustelle (J). *Aimée et souffrante Algérie*, Plon, 1956, p.27.
3. Soustelle, Ibid, Esquisse d'une politique.
4. Lentin (P). *A Alger : Colombes et Eperviers*, La France contemporaine, Ibid, pp106-111.
5. Ethnologue née en 1907, Germaine Tillion a effectué, de 1934 à 1940, des missions ethnographiques dans l'Aurès et en Kabylie. Résistante, elle a été déportée à Ravensbrück. En 1955, elle entre dans le cabinet de Soustelle et dirige les Centres Sociaux pendant dix-huit-mois. Le Secrétariat social d'Alger a publié quatre livres qui s'inscrivent dans le cadre de cette politique qu'elle a exprimée dans un petit livre : *L'Algérie en 1957*, Ed.de Minuit, 1960.

Le drame de l'Aurès sa « clochardisation » s'expliquerait par le colonialisme, mais par ses effets indirects, la démographie galopante des pays du tiers-monde. La surcharge démographique dans le cadre des structures traditionnelles est au centre du drame de l'Aurès. Autre élément : le passage de l'économie de troc à l'économie de marché. L'entrée dans le circuit monétaire a contribué à la ruine de la civilisation originelle et de leurs systèmes de valeur traditionnelles : alimentation, agriculture, mode de vie, arts, culture, techniques, etc.
6. Jean Servier est né le 2 novembre 1918 à Constantine. Diplômé de berbère à l'École nationale des Langues orientales vivantes, il sillonne le Zakhar, l'Ouarsenis, la Kabylie, l'Aurès et les Hautes Plaines pour soutenir, en 1955, sa thèse de doctorat, reproduite dans Les portes de l'année. L'Algérie dans la tradition méditerranéenne, Lafont, 1962.
7. Le Mire (H). *Histoire militaire de la guerre d'Algérie*, A. Michel, 1982, p.28.
8. Le projet des textes sur « l'état d'urgence » pour six mois, intermédiaire entre le droit commun et l'état de siège. *Le Monde*, 24 mars.
9. « L'état d'urgence se distingue de l'état de siège, régime de police encore aggravé qui remet directement les pouvoirs de l'État aux mains des organismes militaires. » Opperman (Th). *Le problème algérien*, Maspero, 1959, pp.137-138.
10. Constans (Gal). *Soustelle et l'Aurès*, La France contemp., Ibid, pp.121-123 ; Soustelle, Ibid, p.40.
11. Soustelle. Ibid. Déclaration faite le 20 mai 1955, Annexe II, p.270.
12. Soustelle, Ibid, Annexe II, pp.269-272.

Chapitre V – Chihani Bachir, chef des Aurès

1. Voir plus haut.

2. Nat, Ibid, p.70 ; Paillat, Dossier, p. 167.
3. Paillat. Dossier, Ibid, p. 138.
4. Bromberger, Rebelles, Ibid, p.36 ; Paillat. Dossier, Ibid, p.171.
5. Bromberger, Ibid, pp.42-43.
6. Vanuxem (Gal). Aurès, 1955, Ibid,
7. Le Mire. Histoire militaire, Ibid, p.27.
8. Bromberger, Ibid, p.47.
9. Paillat. Dossier, Ibid, p.176.
10. Paillat, Ibid, p.177.
11. Ibid, p.180.
12. Nat, Ibid, p.75 ; Bromberger. Ibid (3. Le procès de Chihani) ; Paillat. Ibid, (La mort de Chihani, p.180).
13. Nat, p.114.

DEUXIÈME PARTIE :

Chapitre I - Le procès de Ben Boulaïd

Chapitre II – L'évolution de la situation politique

1. La lutte du MNA en France

1. *La Voix du Peuple*, N°2, 16 Déc.1954.
2. « La protestation contre l'oppression coloniale en Algérie », *La Voix*, Ibid.
3. *La Voix du Peuple* publie un numéro spécial qui retrace tout l'historique du PPA et souligne la continuité de son programme. Il publie des messages de solidarité de l'émir Abd-el-Krim, Allal El Fassi, Chadli Mekki et Abed Bouhafa. Il fournit des informations nombreuses sur les opérations de l'ALN, en particulier dans les Aurès.

Plus tard, Ben Tobbal, l'un des chefs de la wilaya II dira : « Si j'étais à la tête de l'Etat, tous les ans, je célèbrerais trois grands anniversaires : le 11 mars 1937, la création du PPA, c'est la naissance de la prise de conscience d'un peuple qui revendique son indépendance. Puis février 1947, création de l'OS, qui symbolise la volonté du peuple de passer à l'action armée et enfin Novembre 1954, jour du déclenchement de la révolution. Pour moi, ce sont les trois dates historiques qui ont marqué notre révolution. » *Algérie Actualité*, n°1029, du 4 au 10 juillet 1985.
4. *La Vérité*, 11 mai 1955.
5. « Le mauvais coup de Lille », *La Vérité*, 13 mai 1955 ; Genty (J-R). *L'immigration algérienne dans le Nord/Pas de Calais*, L'Harmattan, 1999 (Le premier mai 1955, pp.191-193.)
6. *La Vérité*, 6 mai 1955.

7. Tract du MNA distribué dans toutes les usines de la région parisienne et en France. *La Vérité*, 13 mai 1955.
8. Entretien de l'auteur avec Nadji Mohamed (Antar), membre du Bureau des métaux de la CGT, (janvier 1956.)
9. *La Vérité*, 15 juillet 1955.
10. « En avant pour la grève générale ». Tract du MNA diffusé massivement dans toutes les usines de la région parisienne et en France. (Archives J. Simon)
11. *Le Libérateur*, 17 juillet 1955.

2. Le bureau du Caire

12. Guérin (D). *Quand l'Algérie s'insurgeait. 1954-1962*., La pensée sauvage, 1979, p.47.
13. Fathi Al Dib. *Abdel Nasser et la révolution algérienne*, L'Harmattan, 1985, p.50.
14. Ibid, p51.
15. Guérin, Ibid, p.47-50.
16. *Le Cri du Peuple* (Février-mars 1991)
17. Rabah BelaÏd. Intervention au Colloque Messali, *La Tribune*, 31 /10/2000.
18. Bromberger (S). « Le Caire, première capitale du FLN », *Historia/Mag.*, 3 nov.1971.

3. Le FLN en Algérie

1. « Messali Hadj a fini par se loger dans le subconscient de larges populations algériennes, notamment dans les campagnes et auprès des couches les plus déshéritées. À tel point que plus d'un leader de la révolution affirmera que le conditionnement était si profond et si fort que même lorsque les partisans de Messali seront liquidés, les populations resteront encore autant, sinon plus, messalistes » Mameri Khalfa. *Abane Ramdane, héros de la guerre d'Algérie*, L'Harmattan, 1988, p.87.
2. Harbi parle de deux millions fournis en décembre 1954 (La guerre commence, p.47). Cette somme ne fut pas apportée de France par moi, en décembre 1954 mais en décembre 1955. D'autres sommes furent encore versées à Krim, même après la lutte engagée par Abane contre le MNA (Témoignage de Filali (1957), Mustapha ben Mohamed (1973).
3. Abbas (F). *Autopsie d'une guerre*, Garnier, 1980, p.61.
4. Mameri, Ibid.
5. Entretien de Ben Mohamed avec l'auteur en 1964, 1972 et 1976.
6. Tract dans Mameri, Ibid, p.142. « Le tract célèbre du 1er avril 1955 qui appelle les Algériens à l'unité dans le FLN, est le vrai acte de naissance politique du Front », Meynier (G). *Histoire intérieure du FLN, 1954-1962*, Fayard, 2002, p.176.

7. En février 1956, le MNA cherche à réaliser l'unité sur un plan d'égalité. Le FLN rejette cette avance : « on ne s'allie pas aux traîtres. On les abat », Harbi, « FLN, mirage et réalité », *Jeune Afrique*, 1980,
8. Amar Ouzegane, l'ex-secrétaire général du PCA avait justifié la répression contre le PPA en mai 1945. Exclu du PCA, il se consacre aux affaires. Devenu le principal conseiller d'Abane, il reprend son uniforme de stalinien pour devenir l'ennemi le plus venimeux de Messali et du MNA, considéré comme « une officine de provocation. »
9. Documentation du FLN.
10. Dossier Algérie, cabinet du ministre résident », 1956. ; Bromberger, Rebelles, Ibid, p.90.
11. Belhocine (M). *Le Courrier Alger-Le Caire, 1954-1956,* Casbah, 2000, pp.88-89.
12. « Ainsi patronné, Abane Ramdane devient une personnalité à peine clandestine. Il suffit de frapper à la bonne porte pour le rencontrer » Jacquin (Gal). *Guerre secrète en Algérie*, Orban, 1977, p.116.
« Nous connaissions la présence d'Abane Ramdane à Alger, ses complicités dans les milieux européens et ses relations avec des personnalités de la ville dira M. Rauzy, le directeur de la Sûreté du territoire. A plusieurs reprises la DST a demandé au procureur de la République des mandats pour entendre les suspects et pour procéder à des perquisitions. Jamais elle ne les obtint, le cabinet de Soustelle s'y opposant », Ibid, p.117.
13. Lakhlifi (A). « Ils seront les banquiers du FLN », Guerre d'Algérie (GA), France contemporaine (FC), p.247.,
14. Lentin (A.P). « FLN contre MNA ou le combat des Atrides », *Historia/Mag*, n°12, 8 déc.1971 ; Zertouti (Y). « Alger : pègre, police, objectifs n°1 du FLN », *Historia/Mag*, 29 déc. 1971.
15. Chaïr (O). « Ali la pointe, un terroriste à l'état pur » *Historia/Mag*, 29 déc.1971
16. Ouzegane (A). *Le meilleur combat*, Julliard, 1962, pp.175-176.
17. Abbas (F). *Autopsie*, Ibid, p.87.
18. Jaquin (H). *La guerre secrète en Algérie*, Orban, 1977
« Nous connaissions la présence d'Abane Ramdane à Alger, ses complicités dans les milieux européens et ses relations avec des personnalités de la ville, dira M.Rauzy, le directeur de la Sûreté du territoire. À plusieurs reprises la DST a demandé au procureur de la République des mandats pour entendre les suspects et pour procéder à des perquisitions. Jamais, elle ne les obtint, le cabinet de M. Soustelle s'y opposant, », p.117.
19. Zertouti (Y). « Les alliés de l'adversaire », *Historia/Mag*, 17 nov.1971. Lacouture (J). « Les Européens libéraux d'Algérie », *Le Monde*, 9 juin 1962.
20. Finois (J). « Un combat social », *Historia/Mag*, 24 nov.1971.

21. Abbas (F). *Autopsie*, Ibid, pp.82-83.
22. Zertouti (Y). « Amirouche le terrible », *Historia/Mag*, n°11 ; Sadi (S). Amirouche, L'Harmattan, 2010.
23. *Algérie-Actualité*, n°1431, 16 au 22 mars 1993.
24. Meynier (G). *Le FLN*, Ibid, p.446 ; « Dans la conjuration au pouvoir », Arcantère, 1984, Mohamed Ben Yahia décrit comment Si H'Mimi envoya plusieurs groupes à Feraoun « avec l'ordre d'en égorger tous les habitants. Le massacre fut terrible. Quatre cent quatre-vingt-dix victimes ont eu la gorge tranchée.

Les survivants n'avaient plus qu'à supplier les Français de leur donner des armes. A partir de cette « nuit rouge », de nombreux villages se constitueront en auto-défense, donnant naissance au harkisme. »
25. Gadant (M). Islam et nationalisme en Algérie, L'Harmattan, 1988 (Ch.II-Islam et nationalisme : « L'Islam joue pendant la guerre de libération un rôle en même temps offensif contre le colonialisme, et déjà régulateur de l'ordre social »).

Chapitre III
Apogée et déclin de la Wilaya I

1. Abbès Zineb. « L'évasion de Mostefa Ben Boulaïd de la prison de Coudiat : un témoin raconte ». *Algérie 1,* 29/10/2012.
2. Nart (R). *Adjoul*, Ibid, p.118.
3. Témoignage reproduit par APS le 29/10/2012.
4. Siara Tengour. « Mostefa Ben Boulaïd (1917-1956) : la disparition d'un géant de l'histoire de l'Algérie ». *El Watan*, 1 avril 2016.
5. Bromberger, *Rebelles*, Ibid, p. 65 ; Nart. Adjoul, Ibid, p.119.
6. Madaci (M-L). *Les tamiseurs de sables, Aurès-Nememcha 1954-1959*. ANEP 2002.
7. Nart (R). *Adjoul*, Ibid, pp.132-133.
8. « L'opération Canrtate. Coups tordus ». La Collection du Patrimoine, 2006.

ARTICLES :

LE PROCÈS DE BEN BOULAÏD

Huit articles de *La Vérité*, organe du parti Communiste internationaliste (PCI) sur la campagne menée par le comité pour la libération de Messali Hadj et le Mouvement National Algérien (MNA) contre la répression colonialiste, la loi d'urgence puis contre la condamnation à mort de Ben Boulaïd et Bouchenal.

La Vérité 5 au 18 mars 1955

Depuis le vote sur la loi d'urgence, le PCI force structurante du comité pour la libération de Messali Hadj, lance une campagne contre la répression.

CONFÉRENCE NATIONALE CONTRE LA RÉPRESSION COLONIALISTE

Le Comité pour la libération de Messali Hadj et des victimes de la répression, communique

« Travailleurs manuels et intellectuels ! Syndiqués et démocrates de toutes tendances !

Vous êtes invités à participer à la

PREMIÈRE CONFÉRENCE NATIONALE

des Comités pour la libération de Messali Hadj et des victimes de la répression (ouverte à tous ceux qui veulent empêcher l'Algérie de devenir un immense camp de concentration) qui aura lieu le Dimanche 6 mars aux Sociétés Savantes (Salle F), 28, rue Serpente, Paris 6è

(Métro : Odéon) »

Cette annonce de la tenue de cette première conférence nationale est accompagnée d'un appel à tous les travailleurs manuels et intellectuels, aux syndiqués et démocrates de toutes tendances dans lequel on peut lire notamment : « Le Comité pour la libération de Messali Hadj et des victimes de la répression ne perdra aucune occasion pour manifester sa volonté de lutte en participant en particulier à 1'action des organismes plus larges qui dénoncent la politique de répression en général comme le Comité présidé par le professeur L. Massignon ou les CDSE dont il ne peut que compléter l'action.

Groupés dans des Comités de libération de Messali Hadj et des victimes de la répression, les travailleurs manuels et intellectuels de ce pays prennent la résolution de ne pas ralentir leur action avant

— que la liberté soit rendue au leader national algérien ;
— que cessent les tortures et les ratissages ;
— que soit levé le décret de dissolution du MTLD. »

Suit un ordre du jour où les noms de Yves Dechezelles, Marceau Pivert, Jean Cassou, E. Boisselier sont cités comme président de séance ou rapporteur.

À cet appel pour la tenue de la Première Conférence Nationale des Comités pour la Libération de Messali Hadj et des victimes de la répression est joint le bulletin n° 2 du Comité (1).

Plusieurs articles dénoncent le calvaire du peuple algérien sous le régime colonial et les mesures de répression qu'on essaie de prendre en France contre les organisations ouvrières et démocratiques ; des articles de Jean Cassou et de Marceau Pivert, un appel de Louis Massignon, font de ce deuxième bulletin du Comité un témoignage éloquent du courant grandissant parmi toutes les couches de la population de lutte contre la répression et pour la défense du droit et de la justice pour le peuple algérien.

Nul doute que la Première Conférence Nationale des Comités pour la libération de Messali Hadj et des victimes de la répression soit un succès.

« LA VÉRITE » salue ce premier pas en avant de manifestation de la solidarité du peuple algérien et du peuple de France.

(1) Prix 20 frs. S'adresser à E. Boisselier, 87 bis, Av. du Général-Leclerc, Paris XIVe.

La Vérité N° 363 1er juillet 1955

Le 21 juin le Tribunal militaire de Constantine prononce la peine de mort contre Ben Boulaïd et Bouchemal. Le MNA réagit aussitôt en lançant un Appel pour éviter l'irréparable.

UN APPEL DU M. N. A.

Non content d'arrêter, de torturer, d'exécuter sommairement tous les jours des dizaines d'Algériens, parmi lesquels des vieillards, des femmes, des enfants, de détruire les demeures et les provisions, de violer et de piller, l'impérialisme français vient d'inscrire un nouveau crime à son compte, sous la forme « légale ».

Le tribunal militaire de Constantine de la même façon que sous l'occupation nazie, vient de condamner à mort les patriotes algériens Mustapha Ben Boulaïd et Ahmed Bouchemal ainsi que huit autres combattants de la libération nationale.

Cette condamnation qui fait suite à celle des patriotes de Blida et de Pasteur et qu'on tend à faire suivre d'autres plus nombreuses, fut décidée en Conseil restreint, à titre « spectaculaire », pour faire régner la terreur en Algérie, sous la pression des féodaux Borgeaud, Gratien Faure, Blachette, Froger et les autres.

Ainsi, le tribunal militaire de Constantine dans une caricature de justice, a exécuté docilement les consignes reçues. Mais si le gouvernement croit, par cette odieuse condamnation, réduire la résistance algérienne a l'oppression colonialiste, il se trompe lourdement,

Nous ne pardonnerons jamais la condamnation arbitraire de nos compatriotes. Le peuple algérien en entier suivra l'exemple de Ben Boulaïd pour arracher sa patrie des griffes du colonialisme. Des milliers de « Ben Boulaïd » surgiront pour signifier à l'impérialisme que sa fin est fatale.

Avec 1e peuple français, nous arrêterons la main criminelle de 1'impérialisme qui dans sa soif de sang, veut exécuter des patriotes qui n'ont fait qu'aimer leur pays et lutter pour sa libération.

Il faut empêcher la sentence d'être exécutée,

Que de partout s'élèvent les voix des démocrates et des travailleurs Français et algériens pour éviter l'irréparable !

LE MOUVEMENT NATIONAL ALGÉRIEN.

La vérité n° 364 8 juillet 1955

En liaison avec le MNA, le Parti communiste international va mener la lutte pour empêcher l'exécution de Ben Boulaïd et Bouchemal

Halte au bourreau !

À peine s'étaient-ils entendus condamner à mort par te tribunal militaire de Constantine que Ben Boulaïd et Bouchemal étaient mis aux fers. Cette peine barbare, dont la législation française prévoit l'application aux condamnés à mort définitifs — c'est-à-dire dont le pourvoi en cassation a été rejeté — est d'ailleurs tombée en désuétude. Son application à Mostefa Ben Boulaïd est illégale. Cette illégalité ne fait que s'ajouter aux nombreuses autres qui ont été commises au cours de l'instruction du procès de celui que les colons considèrent comme le chef de l'insurrection de Batna et des Aurès.

Le code pénal français exclut la peine de mort en matière politique — même l'organisation de l'insurrection armée contre le pouvoir existant n'est passible que de la « détention dans une enceinte fortifiée ». Aussi Ben Boulaïd a-t-il été jugé comme criminel de droit commun. La thèse de l'accusation — Ben Boulaid dirigeant l'attaque de la caserne de Batna le 1er novembre 1954 — ne repose que sur des déclarations arrachées par la torture, à des coaccusés qui, tous, se sont rétractés devant le tribunal. Le second condamné à mort de Constantine, Bouchémal, s'est livré volontairement à la police (qui avait arrêté son père, sa mère, ses frères) : il aurait dû bénéficier de l'excuse absolutoire. Le jugement rendu à Constantine était, si révoltant pour la conscience d'un magistrat qu'il s'est trouvé un juge pour répondre « non » à toutes les questions. Mais ce jugement était dicté au tribunal par la haine des colons contre un homme que la torture n'a pas fait dire autre chose que ce qu'il a répété devant le tribunal : sa conviction de militant nationaliste, de disciple du chef national Messali, de combattant pour l'indépendance de son peuple.

Les colons veulent que le couperet de la guillotine tranche la tête de Ben Boulaïd parce qu'ils veulent frapper en lui le symbole, l'incarnation de l'idéal du nationalisme algérien — au moment même où 21 gouvernements d'Afrique et d'Asie se sont prononcés à Bandoeng pour l'indépendance de l'Algérie. Pour cette raison même,

le peuple français doit sauver Ben Boulaïd. Il faut agir sans perdre une minute. Il faut que, partout, les listes de pétition au président de la République se couvrent de signatures, il faut que, partout, des comités contre l'exécution de Ben Boulaïd se constituent ; il faut que dans chaque réunion d'une organisation ouvrière, des résolutions soient votées. A l'action pour sauver Ben Boulaïd de la guillotine !

G. BLOCH.

La Vérité 8 juillet 1955

Signez cette Lettre à René Coty !

Découpez, datez et signez dès ce jour l'appel ci-dessous et envoyez-le sans |tarder au président de la République, Palais de l'Élysée. Paris.

Monsieur le président de la République,

Le tribunal militaire de Constantine a, dans son audience du 21 juin, condamné à mort les patriotes algériens Mustapha Ben Boulaïd et Ahmed Bouchemal, ainsi que huit autres qui n'ont pas assisté à l'audience.

Conscient de ce que ces condamnations à la peine capitale peuvent susciter comme haine entre les peuples algérien et français et de ce qu'elles portent comme préjudice à l'avenir des deux pays,

Soucieux de voir conserver toutes les chances possibles au règlement pacifique du problème algérien,

Et désireux de voir partout régner la justice, la démocratie et la liberté,

J'ai l'honneur de vous déclarer mon opposition, à toute condamnation à mort prononcée à l'égard des Algériens en lutte pour leur liberté et de vous demander d'user de vos pouvoirs pour empêcher l'exécution de ces peines capitales qui ne feront qu'aggraver la situation actuelle.

Fait à le 1955.
Signature

La Vérité 8 juillet 555

Appel à l'opinion publique

LISTE DES PREMIERS SIGNATAIRES :

Robert BARRAT.
Michel BOST, Président de la section d'Amiens de la Ligue des Droits de l'Homme.
Albert CAMUS, écrivain.
Jean CASSOU, Écrivain, président du Comité pour la libération de Messali Hadj et des victimes de la répression.
André DENIS, Député de la Dordogne.
J.-M. DOMBNACH, Rédacteur en chef de la revue « Esprit ».
A. HEBERT, Secrétaire général de VU. D. F.O. de la Loire-Inférieure.
H. I. MARROU, Professeur à la Sorbonne.
François MAURIAC, de l'Académie française.
M. MERLEAU PONTY, Professeur au Collège de France.
Marceau PIVERT, Professeur (comité directeur du Parti Socialiste S.F.I.O.).
Daniel RENARD, Métallurgiste.
O. ROSENFELD, Professeur agrégé, F.E.N. autonome.
Laurent SCHWARTZ, Professeur à la Sorbonne.

Marcelle AUCLAIR, Journaliste.
B. BARLET, Instituteur.
E. BOISSELIER, Ingénieur.
Claude BOURDET, Journaliste. BOUSCASSE.
Jean CAYROL, Ecrivain.
Renée CELLIER. Institutrice.
Gilbert CESBRON, Ecrivain.
Y. CRAIPEAU, Professeur.
Robert CHERAMY, Professeur agrégé.
CHAMBART DE LAUWE.
J. DUPERRAY, Instituteur.
H. DUVAL, Ouvrier des houillères, à *Douai.*
G. FOLCHER. Instituteur.
Daniel GUERIN, Ecrivain. FONTENIS, Instituteur.
F. FRANCK, Instituteur.

GLATIGNY, Professeur au Lycée de Douai.
André HERAULT.
Louis HOUDEVILLE, Secrétaire des C.D.S.E.
Jean HUBERT, au nom du journal « Combat prolétarien » et, de la Fédération progressiste autonome de la Manche.
Jean LACROIX, Syndiqué C.G.T.
M. et L. LAFFRANQUE.
Y. LECLERC, Professeur au Collège technique de Douai.
L. P. LETONTURIER, Professeur agrégé.
« LE LIBERATEUR » (Comité de rédaction du journal).
Adhésion collective : J. ARTHUYS, J. CALMEJANE, R. CERET, Y. DECHEZELLES, C. DEVENCE, A. DEVEJZE, G. DUCAROY, R. GERLAND, J. NANTET, L. RIOUX.
J. de MALEPRADE, Professeur d'enseignement technique.
H. MARTIN, Contremaître aux houillères à Douai.
J. MARTIN.
Daniel MARTINET, Docteur en médecine.
Guy MARTY, des Jeunesses Socialistes
Marcel MOUNARD.
E. PERRIN, Instituteur.
Abbé PIERRE.
Paul RUFF, Professeur agrégé, F. E. N. autonome.
Jean ROUS, Journaliste.
R. SAUVAGE, Tourneur à Douai.
Jean SEIGNE, Métallurgiste.
J. STREIFF, Professeur au Lycée de Douai.
G. THARREAU, Métallurgiste, Fédération F.O
Edith THOMAS, Ecrivain.
Paul WATTTER.

À ce jour plus de cinquante Algériens ont été condamnés à mort par les tribunaux militaires d'Algérie. L'institution du tribunal militaire de Cassation à Alger n'aboutira qu'à supprimer les dernières barrières légales susceptibles de protéger les Algériens menacés d'exécution. La mobilisation de toutes les consciences doit s'amplifier pour que l'échafaud n'accomplisse pas son œuvre sanglante.

Robert CHERAMY,
5, rue Georges-Lardenois, Paris (19e).

TÉLÉGRAMME À M. RENÉ COTY

CONSEIL SYNDICAL INSTITUTEURS RHÔNE VOUS ADJURE GRACIER CONDAMNES À MORT PAR TRIBUNAL MILITAIRE CONSTANTINE. — Signé : DUTHEL, secrétaire général section du Rhône du S.N.I.

ORDRE DU JOUR DU SNI

Le Conseil syndical de la section du Rhône du SNI réuni à la Bourse du Travail de Lyon le jeudi 30 juin 1955 a appris avec stupeur la condamnation par le tribunal militaire de Constantine le 21 juin 1955 de Ben Boulaïd, de Bouchemal et leurs compagnons.

Il rappelle les ordres du jour précédents par lesquels il s'est élevé contre les méthodes de répression employées en Afrique du Nord par le gouvernement français, a réclamé, la libération des détenus politiques et l'ouverture de négociations avec les représentants qualifiés du peuple algérien.

Le Conseil syndical unanime demande que soit rapporté l'arrêt du tribunal de Constantine et lance, afin que soient sauvés les 10 condamnés à mort, un pressant appel à la solidarité ouvrière et démocratique.

La Vérité N°380 11 novembre 1955

UN METTING, CONTRE LES CONDAMNATIONS À MORT EN ALGÉRIE

Le comité contre l'exécution de Ben Boulaïd et des militants nationalistes algériens a organisé, le mardi 8 novembre, salle Wagram, à Paris, une réunion de protestation à laquelle prirent part des orateurs de tendances diverses qui, tous, s'élevèrent énergiquement contre une exécution éventuelle qui serait un crime abominable.

« Où veut-on en venir », demandait Jean Casson dans une allocution lue à la tribune, « veut-on que des flots de sang séparent à jamais le peuple algérien du peuple français ?

Veut-on que la France apparaisse à jamais aux yeux du monde comme pareille à ces exécrables régimes de terreur et d'oppression contre lesquels tant des nôtres ont combattu au prix de leur propre sang ? »

Successivement les différents orateurs soulignèrent le caractère odieux de la répression qui sévit en Algérie, en même temps qu'ils montraient l'ampleur de plus en plus grande de la protestation qui émane des milieux les plus divers et traduit le refus de l'ensemble du peuple français de poursuivre une guerre odieuse et vaine.

Un certain nombre d'organisations avaient tenu à manifester par des messages leur solidarité avec l'action du Comité et la manifestation de Wagram, Le Bureau National des Jeunesses Socialistes, le Bureau Politique du Parti Communiste Internationaliste, le Bureau National de la Fédération Communiste Libertaire, la région Parisienne de la Nouvelle gauche, les Comités de Défense et d'Entr'aide Sociale, le Cercle Zimmerwald, le Comité des Organisations de jeunesse contre l'utilisation du contingent en Afrique du Nord, le Mouvement Justice et Liberté outre-mer, le Mouvement de lutte anticolonialiste...

Du côté algérien, le Mouvement National Algérien avait envoyé un message qui fut lu à la tribune et où se retrouvaient les mêmes préoccupations et les mêmes solutions que définissaient par ailleurs orateurs et organisations françaises.

Ainsi se trouvait doublement marquée la solidarité étroite qui unit le peuple français et le peuple algérien dans une lutte commune

contre la politique de violence, de répression et de guerre menée en Algérie par l'impérialisme. Fraternellement unis dans la même salle, travailleurs et démocrates français et algériens ont manifesté le sens de leur lutte commune comme le dit le message du Mouvement National Algérien, « Oui, le problème algérien est une affaire française dans la mesure où c'est le peuple français qui contraindra son gouvernement à céder devant la volonté du peuple algérien, comme il l'a contraint de céder devant la volonté du peuple indochinois. Par contre le problème algérien n'est pas une affaire française dans le sens où l'entend le gouvernement français, c'est-à-dire dans le sens où l'impérialisme veut faire de l'Algérie une chasse gardée ».

La réunion se termina par le vote unanime de la résolution ci-après et par l'adresse d'un message de solidarité et de fraternité au militant français Pierre Morain, emprisonné pour son activité anticolonialiste et aux militants algériens victimes de la répression, en premier lieu à Messali-Hadj, chef du Mouvement National Algérien.

Jean PERRIN.

Plusieurs centaines de travailleurs français et nord-africains réunis à, Paris le 8 novembre,

Après avoir entendu les interventions de Robert Chéramy, Jean Cassou président du Comité pour la libération de Messali Hadj et des victimes de la répression, Paul Ruff, militant FEN autonome, Robert Verdier, député de Paris, Louis Massignon, professeur en Collège de France, Yves Dechézelles, avocat des Nord-Africains, ainsi que les messages d'Albert Camus, Edith Thomas, Laurent Schwartz et de toutes les personnalités et organisations qui ont manifesté leur solidarité à ce meeting,

« — protestent solennellement contre les condamnations à mort prononcées en Algérie contre des militants nationalistes qui ont commis le seul crime de vouloir vivre libres et indépendants dans leur pays.

— demandent au Président de la République d'user de son droit de grâce,

— estiment qu'une solution pacifique peut et doit intervenir en Algérie,
— pour un cessez-le-feu,
— pour le retrait du contingent,
— pour que cesse la répression et que soient libérés tous les détenus politiques,
— pour l'ouverture de négociations avec les représentants qualifiés du peuple algérien, désignés par le peuple algérien lui-même dans une consultation électorale libre et démocratique.

(Adopté à l'unanimité.)

SAUVONS

LES CONDAMNES A MORT D'ALGERIE

Les tribunaux militaires d'Algérie multiplient les condamnations à mort de militants nationalistes algériens.

Face à la révolte d'un peuple qui réclame sa liberté, les maîtres de l'Algérie répondent par la terreur et exigent des têtes.

Pour leur commis [illegible] leurs [illegible] avoir voulu une solution [illegible] plus conforme aux vœux de la population, Mostefa ben Boulaïd, Ahmed Bouchemal et leurs camarades sont menacés de la guillotine.

Le peuple de France ne permettra pas que soient perpétrés ces assassinats légaux, ces crimes politiques.

Le 5 juillet 1955, Robert BARRAT, Claude BOURDET, Robert CHERAMY, Marceau PIVERT, Paul RUFF, prenaient l'initiative de la [illegible] personnalités de toutes [illegible] l'appel ci-dessous :

[illegible] BEN BOULAID [illegible] et Bouchemal [illegible] d'être condamnés [illegible] militaire [illegible]

BEN BOULAID, alors que ses avocats ont introduit un pourvoi en cassation, est, aux fers, au mépris de la loi, depuis le jour de sa condamnation. En signe de protestation, il fait la grève de la faim depuis onze jours.

[illegible] gouvernement et au Président de la République de s'opposer à ce que le sang ne soit versé pour délit d'opinion, renforçant encore le Gouvernement qui déferle sur l'Algérie.

Ils appellent à la constitution, au-dessus de toute considération politique, d'un Comité contre l'exécution de BEN BOULAID, BOUCHEMAL.

LE PRÉSIDENT DU COMITÉ POUR LA LIBÉRATION DE MESSALI HADJ ET DES VICTIMES DE LA RÉPRESSION

Les premiers signataires s'excusent auprès de tous ceux qui, ils le savent, ne manqueront pas de se joindre à eux, d'avoir dû, en raison de l'urgence, rendre public sans délai cet appel.

[illegible] 1955, le [illegible] lancé :

DÉPUTÉ DE PARIS — AVOCAT

Pour la seconde fois le tribunal des forces armées de Constantine est appelé à juger MOSTEFA BEN BOULAID et AHMED BOUCHEMAL.

En juin dernier, ce même tribunal [illegible] militaires [illegible] et par les conditions mêmes dans lesquelles le jugement avait été rendu, un certain nombre de personnalités appartenant à des milieux et à des horizons très divers [illegible] devoir [illegible] publique [illegible] sur le jugement de Constantine.

Du [illegible] point de vue de la justice [illegible] bables irrégularités. Entre autres l'accusation contre BEN BOULAID

Mardi 8 Novembre 1955

à 20 h. 30

Salle WAGRAM

80, Avenue Wagram (Métro Ternes)

MEETING PUBLIC

Sous la présidence de

JEAN CASSOU

PRÉSIDENT DU COMITÉ POUR LA LIBÉRATION DE MESSALI HADJ ET DES VICTIMES DE LA RÉPRESSION

ROBERT DERDIER

YVES DECHEZELLES

Pr Louis Massignon

PAUL RUFF

ROBERT CHERAMY

La Vérité N° 381 18 novembre 1955

Ben Boulaïd, libre

L'ÉVASION spectaculaire de Ben Boulaïd et des 11 condamnés à mort de la prison de Constantine a plongé les colonialistes dans le désarroi et le gouvernement général est obligé d'y répondre en attribuant la réussite de cette évasion au mauvais fonctionnement disciplinaire et en mettant sous les verrous le directeur de la prison...

Réussite inexplicable, en effet, pour les colons qui ne veulent voir dans les patriotes algériens que des « bandits » agissant pour le compte de l'« étranger » qui les rétribue - et pour qui la seule politique est celle de la répression.

Mais Ben Boulaïd n'était pas un « bandit » et ses trente camarades de cellule chez qui a joué, sans une seule défaillance, une magnifique solidarité n'étaient pas non plus des « bandits » mercenaires. C'étaient des patriotes, animés d'un idéal de lutte libératrice. Comment expliquer autrement que dix-neuf d'entre eux aient accepté de courir le risque de punitions et d'aggravations de peine pour permettre la libération des douze autres si une solidarité profonde de lutte et une confiance intacte dans la justesse de leur combat ne les avaient poussés ? Car le mouvement de libération nationale du peuple algérien a atteint une telle ampleur, une telle profondeur que la conscience de sa force touche les militants emprisonnés qu'aucune force policière, aucune muraille de prison ne peuvent isoler des leurs. C'est le développement de cette lutte qui permet toutes les audaces, mobilise tous les courages et renforce la solidarité de tous. L'évasion de Ben Boulaïd et de ses compagnons est une victoire pour tout le peuple algérien et est ressentie commet telle partout.

C'est, parce qu'ils savaient que Ben Boulaïd et ses camarades n'étaient pas des « bandits » mais des hommes luttant pour leurs idées et condamnés pour elles, que les démocrates français rassemblés dans le « Comité pour la libération de Ben Boulaïd et des condamnés à mort » ont mené une action publique pour que soit levée leur condamnation. Au cours du meeting tenu le 8 novembre salle Wagram, sous l'égide du Comité, Ruff, le député Verdier, Dechézelles, le professeur Massignon, R. Chéramy et de nombreux

autres, ont montré l'horreur de la politique répressive suivie en Algérie par le gouvernement français. Le professeur Massignon, dans une intervention émouvante, a déclaré avec force : « il est absurde de tuer un homme pour ses idées. Tuer l'homme ne tue pas l'idée et lui donne au contraire une force plus grande auprès de ceux qui restent ».

L'évasion de Ben Boulaïd et de ses compagnons lui donne magnifiquement raison : en emprisonnant les patriotes algériens, en les menaçant de mort, on ne tue pas l'idéal qui les porte mais on le rend encore plus puissant.

RENÉ GILLES

ANALYSES ET DOCUMENTS

1 – Deux tracts du MNA

2 – Après l'annonce de la mort de Ben Boulaïd
Inter Afrique press, Claude Gérard

3 – 20 août 1955 : Le Maghreb s'enflamme
Cirta, N° 7 octobre 1997*, Jacques Simon*

4 – Sur la mort de Ben Boulaïd
Afrique info, Claude Gérard

5 – Le dossier secret du PPA
Jacques Simon

6 – Fathi Al Dib « Abdel Nasser et la révolution algérienne »
L'Harmattan, 1985

7 -Document du MNA, publié en annexe du livre de Jacques Soustelle *:* « Aimée et souffrante Algérie », Plon*,* 1956

8 – Novembre 1954. Un document exceptionnel
La Commune, juin 1957. Mohamed Maroc

(1) *DEUX TRACTS DU MNA*

MOUVEMENT NATIONAL ALGÉRIEN

PEUPLE ALGERIEN, médites et souviens-toi

BEN BOULAÏD EST MORT
BEN BOULAÏD MOSTEFA A ÉTÉ LÂCHEMENT ASSASSINÉ.

BENBOULAÏD MOSTEFA a, lui aussi, connu le-sort tragique de combien de militants tels que CHIHANI BACHIR dans les Némenchas, ZABI CHERIF dans le Nord-Constantinois, BOUARAB AHMED en grande Kabylie, SI OMAR et SI RABAH dans la Mitidja etc… qui se dévouèrent totalement au service de la cause nationale.

En raison de son passé de militant actif du Mouvement National Algérien, de sa fidélité à son chef MESSALI HADJ et du capital qu'il joua dans le déclenchement du mouvement insurrectionnel du 1er novembre 1954, en raison aussi de l'immense crédit que lui accorde le peuple algérien, un plan diabolique été élaboré pour mettre fin à ses jours, par les services spécialisés de l'administration française avec 1a complicité de certains cheikhs dont le rôle d'animateur du F.L.N. est de notoriété publique. C'est au nom du F.L.N. que ces sinistres « allems » employaient déjà au début de 1955, sur les directives de Soustelle, à saboter les maquis algériens et particulièrement ceux des Aurès.

BEN BOULAÏD MOSTEFA, militant nationaliste de première heure, témoin de l'évolution du Mouvement National Algérien, respectant avec conscience et discipline les principes révolutionnaires, entreprit avec la collaboration de militants de son parti, de sincérité égale, l'organisation rationnelle des unités de l'Armée de Libération. Pour répondre aux charges découlant de sa responsabilité il dut affronter des difficultés incroyables bravant le danger et faisant fi aux multiples pièges qui lui étaient tendus, il accomplit plusieurs missions.

Arrêté à la frontière Tuniso-Libyenne, condamné à deux reprises par le tribunal militaire, de Constantine, à la grande joie des colonialistes qui réclamaient avec force son exécution, il s'évade de prison avec une rare audace et dans des conditions dignes des

militants du Parti entrainant avec lui plusieurs autres condamnés. Quelques jours plus tard, passant par le « Tabergda », il rejoignait ses frères de combat.

Alors que tu te réjouissais de ce résultat, BEN BOULAÏD reprenait la consolidation structurale des maquis menacés par les intrigues de traîtres et d'ambitieux.

Le 27 Mars 1956, une réunion extraordinaire allait grouper plusieurs chefs et à l'issue de laquelle des déclarations devaient être publiées pour mettre fin, une fois pour toutes, à 1'incertitilde et à la confusion qui entouraient les groupes armés des Aurès et la résistance algérienne en général.

Cédant à sa passion pour la mécanique notre frère MOSTEFA manipula un poste émetteur piégé, parachuté par un avion français quelques jours au paravent (nous sommes fermement convaincus sur ce parachutage) et mis à sa portée par une main criminelle, quand soudain, une puissance déflagration détruisit le lieu de la réunion. Quelques frères, miraculeusement épargnés, devaient constater 1a mort de cinq chefs patriotes et de graves blessures sur huit autres.

BEN BOULAÏD VENAIT D'ÊTRE LÂCHEMENT ASSASSINÉ.

Adjoul Adjoul, l'homme de main des perfides saboteurs de la révolution, l'homme dont les traitrises étaient dévoilées depuis longtemps et qui depuis quelque mois vit sur ses gardes, était le principal exécutant de ce monstrueux et tragique guet-apens. Condamné par la résistance, sa vie en danger, il rejoignit ses maîtres criminels non, sans leur apporter un nouveau « succès » sa « reddition ». Traître à sa Patrie, ses appels cyniques ont trouvé leur juste réponse : AUCUN COMBATTANT N'A OSÉ LE SUIVRE.

LE SEUL HOMMAGE que tu pourras rendre à tes héros martyrs, sera de poursuivre le combat libérateur avec les mêmes considérations du problème, la même discipline, le même courage et le même esprit de sacrifice.

Le M.N.A. et l'A.L.N. qui, pour des raisons stratégiques et des considérations touchant à l'intérêt supérieur de la Nation, n'ont pas cru devoir publier des affirmations en leur temps, seront constamment à tes côtés pour t'éclairer et t'appuyer.

Tu es sans reproche oh frère BEN BOULAÏD.

L’histoire témoignera de ta fidélité à ta Patrie et à ton Parti.
Les militants M.N.A ressentent avec douleur ta disparition et jurent avec ardeur de suivre ton chemin,

Ils renouvellent le serment de ne jamais arrêter le combat avant d'avoir atteint leur but, quels que soient les obstacles et les infamies.

TU RESTERAS UN CRITÈRE VIVANT DANS LA MÉMOIRE DE CHAQUE ALGÉRIEN.

HONNEUR ET GLOIRE AUX MARTYRS, AUX COMBATTANTS ET AUX MILITANTS DE LA CAUSE ALGÉRIENNE,

VIVE L'ARMÉE. DE LIBÉRATION NATIONALE,

VIVE LE MOUVEMENT NATIONAL ALGÉRIEN

VIVE MESSALI HADJ.

LE MNA : sur la mort de BEN BOULAÏD

« Depuis le début de 1'insurrection nationale, la majorité des militants du M.T.L.D. qui ont condamné le réformisme des "centralistes", ont rejoint les maquis et ont constitué 1'Armée de Libération Nationale. Parmi eux, de glorieux "moudjahidines", tels Cheik Masariz dit Si Brahim (secteur Douira Palestro), Si Ziane, Achour, Si Larbi, se sont illustrés dans des combats épiques et sont tombés au champ d'honneur. D'autres sont emprisonnés dans les geôles impérialistes comme El-Baidhaoui, Mustapha Ben Mohammed, Abdelaziz Mohammed, Boudjeroudi. D'autres continuent la lutte comme les Bellounis, Caid Elhaoues du GQG de l'ALN, Belagoun, Messaoud, Caid Mahfoud.

« Cependant, d'autres encore sont tombés, victimes de la trahison de ceux qui ne reculent pas devant le crime et l'assassinat, quand leurs intérêts personnels ou leurs ambitions démesurées sont contrecarrés par la volonté populaire. C'est ainsi que de valeureux pionniers du nationalisme algérien ont été traîtreusement abattus. »

« Dans son numéro spécial de "La Voix du Peuple", nous avons relaté, les circonstances dramatiques de l'assassinat du grand patriote Mustapha BEN BOULAÏD et d'autres combattants. Nous avons flétri cet acte de forfaiture et de haute trahison inspiré par la mauvaise foi et dicté par des considérations de bas calcul politique. Ce lâche assassinat a été perpétré par des pseudo-patriotes dits F.L.N. L'auteur de l'attentat contre Mustapha BEN BOULAÏD a pour nom ADJOUL ADJOUL. Celui-ci a également exécuté d'autres patriotes sincères tel que CHIHANI Bachir très populaire dans le Constantinois. »

« Ainsi, poursuit le tract, l'action des pseudo-patriotes dits F.L.N. est une action destructive, une action antinationale qui vise à affaiblir les rangs de la Résistance Algérienne. Cette vérité est d'autant plus évidente que les assassins de Mustapha. BEN BOULAÏD, de CHIHANI Bachir, de BOUDJERIDA Amar, de MAHI Mohammed, de Belkacem GUENDOUZE et de nombreux autres patriotes, n'hésitent pas à passer de l'autre côté de la barricade avec une facilité surprenante.

« C'est le cas de ADJOUL ADJOUL, assassin de Mustapha BEN BOULAÏD, de CHIHANI Bachir et d'autres patriotes. Ne s'est-il pas rendu à l'ennemi qui livre une guerre d'extermination à notre peuple…

…N'a-t-il pas fait des déclarations reproduites en grosses manchettes par la presse colonialiste invitant les combattants à capituler ?

« Si ADJOUL ADJOUL n'était pas un pseudo-patriote … il n'aurait pas assassiné Mustapha BEN BOULAID, CHIHANI Bachir et d'autres martyrs.

« Ce qui est vrai pour ADJOUL ADJOUL l'est également pour d'autres pseudo-patriotes dits F.L.N. Nous nous contentons de citer BEN ALLAH El-Hadj d'Oranie et Mohammed TALEB d'Affreville. Eux aussi se sont rendus à l'ennemi…

« Il nous suffit aujourd'hui de rappeler les actes de forfaiture et de haute trahison de ADJOUL ADJOUL, de BEN ALLAH El-Hadj et Mohammed TALEB pour attirer l'attention des patriotes algériens sur les véritables intentions des pseudo-patriotes dits F.L.N. qui osent traiter MESSALI, fondateur du nationalisme algérien de contre-révolutionnaire."

***Inter Afrique-presse*,** N°907 décembre 1956
Claude Gérard, directrice.

(2) *Inter Afrique press* n°87 16 novembre 1956

APRÈS L'ANNONCE DE LA MORT DE BEN BOULAÏD

La presse parisienne a repris l'information donnée par la « Voix du Peuple », organe clandestin du "Mouvement National Algérien" (M.N.A.), relative à l'assassinat de Mustapha Ben Boulaïd par de "pseudo-nationalistes" - et, bien que la « Voix du Peuple » n'ait pas précisé de qui il s'agissait, les journaux qui reprirent cette information désignèrent le F.L.N. On s'accorde d'ailleurs à reconnaître que la thèse que donne le M.N.A. est conforme à la réalité. Effectivement, Ben Boulaïd a été supprimé par des hommes du F.L.N. à cause de ses liens avec le M.N.A. Il est certain, étant donné le prestige dont jouissait Ben Boulaïd en Algérie, que la divulgation des circonstances de sa mort provoquera des réactions qui ne seront pas favorables au FLN.

Enfin, remarquons que le numéro du « Combattant » - organe clandestin du F.L.N. qui fut publié à peu près en même temps que la « Voix du Peuple » comporte une version différente de celle du M.N.A. Ce document en effet, rapportant la composition du Conseil National (C.N.R.A.) constitué le 20 août, cite le nom de Ben Boulaïd comme membre titulaire.

Il est ensuite précisé que Ben Boulaïd ainsi que Zirout Youcef (également nommé membre titulaire le 20 août) sont, depuis, morts au champ d'honneur. On ne manquera pas d'observer que cette réunion constitutive date, selon le F.L.N., du 20 août 1956, alors que la mort de Ben Boulaïd remonte au 27 mars 1956. En ce qui concerne Zirout Youcef, aucune remarque n'est à faire puisque, effectivement, sa mort est survenue depuis le 20 août.

Ajoutons également que, selon certaines sources d'information de milieux proches du F.L.N., la thèse de ce dernier (après le 20 août et avant la publication du document cité ci-dessus) était alors que Ben Boulaïd aurait été exécuté par son propre état-major à la suite d'une imprudence de langage qu'il aurait commise, et qui aurait eu pour conséquence l'échec d'une opération militaire.

Claude Gérard

Chihani Bachir chef des Aurès associé à Zighout Youssef chef de la wilaya II dans l'organisation de l'insurrection du 20 août 1955

(3) 20 Août 1955 : le Maghreb s'enflamme

Le 20 Août 1955 jour anniversaire de la déposition du Sultan du Maroc, tout le Maghreb est en feu. Pour prendre la dimension de la journée, il faut restituer le contexte. Il est marqué par le soulèvement général des peuples coloniaux une série de défaites de l'impérialisme français et une crise sociale majeure en France (1)

Au Maroc, à partir du 16 l'Istiqlal appelle par tracts la population à faire grève et à manifester. Le 17, les premiers incidents violents se produisent à Casablanca, la capitale économique, et ils se généralisent le 18 à tout pays. Le 20, les émeutes urbaines se combinent avec les soulèvements dans les campagnes de l'Atlas et du Rif, les grèves massives dans les villes et les centres phosphatiers d'Oued Zem et de Kouribga où des dizaines Français sont massacrés. Le 21, le gouvernement Edgar Faure entame à Aix-les Bains une « conférence de la Table ronde » qui consacre la Fin du protectorat et prépare le retour sur le trône de Mohammed V. (2)

En Tunisie, le retour triomphal de Habib Bourguiba et la ratification des Conventions par le Parlement et le Sénat français en juillet, ne suppriment pas l'agitation youssefiste dans l'Ouest et le Sud, tandis que les conflits sociaux qui échappent au contrôle du néodestour fragilisent le gouvernement Ben Ammar. (3)

En Algérie, l'insurrection généralisée redoutée par Juin et annoncée par le général Cherrière submerge tout le pays. Elle a pris appui sur la wilaya des Aurès dirigée après l'arrestation de Ben Boulaïd, par Chihani Bachir, le Carnot de la révolution algérienne. Mais dans le Nord Constantinois son épicentre, elle prend des aspects de révolution sociale, les actions militaires des forces régulières de l'ALN (attaque des postes de commandement, gendarmeries, commissariats, mairies et gares dans les villes : Philippeville. Collo. Guelma) se conjuguant avec celles menées par des « irréguliers » de nombreux villages (Héliopolis. Jemmapes…), des jacqueries paysannes el des manifestations exprimant la haine du régime colonial : massacres d'Européens par des bandes armées et des Musulmans partisans de l'Algérie du Statut.

La réaction vive et brutale de l'armée qui s'étale sur une semaine (20-26 août) fait refluer le mouvement mais sans le détruire. Marquons ses caractères avant d'en dégager les conséquences.

1 - Les actions années ont été menées par l'ALN dirigée par Zighout Youssef en accord complet avec Chihani Bachir. C'est ainsi que le 20 Août a été préparé, comme « le Congrès d'Ain Smair » dans les Aurès (5 mars), par la « Conférence générale » de Zamane de cinq jours (25 juin-1er juillet), clôt par un discours de Zighout Youssef où il a précisé les objectifs :

> *« Notre action, déclare-t-il sera en même temps qu'une action militaire, une action populaire à laquelle doivent participer le plus grand nombre possible d'Algériens, même sommairement armés de bâtons, de fourches, de haches, de faucilles et de couteaux. Nos combattants en uniforme attaqueront leurs cibles et en même temps, ils encadreront partout où ils le pourront, des manifestations politiques, des cortèges où sera brandi le drapeau vert et blanc. Les pertes seront lourdes, mais notre cause sera gagnante car, tout en aidant nos frères du Maroc qui eux-aussi prennent les armes, nous serons à l'origine d'un nouveau 1er Novembre ». (4)*

2 - Les méthodes de lutte employées : l'appel à l'initiative des masses, la planification des actions armées de Zighout avec celles des cellules urbaines du MTLD, où les messalistes forment le noyau dur, la généralisation d'un mouvement où le caractère social radical est prononcé, diffère des actions ponctuelles et improvisées des clandestins de la Toussaint.

3 - Le 20 Août réintègre la rébellion dans une histoire sociale et politique du Constantinois, avec la place que cette région occupe depuis la formation des AML dans le nationalisme en Algérie : il n'est pas indifférent que les sigles du PPA aient reparu sur tous les murs, que les insurgés aient brandi le drapeau vert et blanc et chanté l'hymne du PPA, (personne n'a songé à diffuser un tract du FLN)

4 - Le contenu social de l'action est affirmé, ainsi que l'objectif : l'indépendance et le mode d'édification de la nation souveraine, par l'auto organisation du peuple en armes, c'est à dire par la Constituante Souveraine, ce qui ramène au programme du PPA adopté par le Congrès des AML en mars 1945.

5 - la condamnation des politicards de l'UDMA (Belhadj Saïd et Abbas Allouah) qui collectent de l'argent pour les Oulémas et « qui intriguent dans tous les milieux aux côtés du socialiste Benbamed » afin de déjouer « les manœuvres coloniales visant à organiser un vaste regroupement réformiste ».

Cette position, très différente de celle de Krim-Abane qui qui ont récupéré les ex-centralistes (Yazid, Ben Khedda) ou ex PCA (Ouzegane) annonce les divergences qui apparaîtront au Congrès de la Soummam.

La sévérité et la rapidité de la répression ont évité la création d'une zone libérée rebelle, avec un état-major central de l'ALN fonctionnant comme un Gouvernement algérien (projet du PPA en 1945). Mais les objectifs recherchés ont été atteints :

1 - Une psychose de peur a gagné toute la population européenne de l'Est qui s'organise en milices et exige des représailles massives. (5) À Philippeville, les obsèques des victimes en présence du maire M. Benquet-Crevaux donnent lieu à de « pénibles incidents » et la Fédération des Maires durcit sa politique contre le gouvernement.

2 - Le mouvement réformiste (UDMA, Oulamas) en perdant sa base géographique et sociale doit renoncer à sa politique de défense du Statut de 1947. « La République algérienne » disparaît et le « groupe des 61 » élus algériens rejeta « le Plan Soustelle », ce qui entraîna la dissolution de l'Assemblée algérienne et la fin de l'Algérie du Statut.

3 - L'état d'urgence est étendu le 30 août à toute l'Algérie, pour permettre un quadrillage du territoire et l'application des lois d'urgence.

4 - Malgré la répression, une impulsion nouvelle est donnée à la lutte des masses en Algérie (Oranie. Constantinois, Algérois, Kabylie) au point

> « Qu'une insurrection générale aurait très bien pu se déclencher vers la Noël sans la réaction énergique de nos forces. À Montcalm, à Condé-Smendou, à Galliéni, à Guentis, à Dra e1 Mizan, de nombreux rebelles tombèrent les armes à la main » (6)

La profondeur du mouvement exprimé en août a ruiné l'Algérie du Statut et rendu urgente la recherche d'une solution, autre que militaire, au problème algérien.

C’est dans ce contexte que le MNA se différencie d’un FLN, traversé par des courants contradictoires, mais qu’un lobby fait entrer dans la vie politique française, en septembre, comme le seul interlocuteur valable.

NOTES :

(l) - En août 1955, de nombreuses grèves éclatent dans les chantiers navals et la métallurgie à Nantes el à Saint-Nazaire. Elles entraînent de violents affrontements avec les CRS. La grève s'étend alors à Rouen, Le Mans, La Rochelle, Angers.

(2) - C.A. Julien. *Le Maroc face aux impérialismes*. 1415-1956. Ed. Jeune Afrique,1978, 488 p. (Ch. XII. L'agonie du protectorat)

(3) - C.A. Julien. *Et la Tunisie devint indépendante*. 1951-1957. Ed. J.A. 1985, 206 p. (Ch.Vl. La fin du protectorat) Félix Garas. *Bourguiba et la naissance d'une nation*. Julliard, 1956 (pp.272-281)

(4) - Zertouti. « *Les chefs de la wilaya 2* »,

(5) - « En ville chacun se tenait chez soi, les boutiques et les échoppes demeuraient closes. On pouvait craindre un véritable effondrement de la vie économique et de toutes les structures sociales «. Jacques Soustelle. *Aimée et souffrante Algérie*. Plon, 1956, (pp. 123-124)

(6) - Soustelle (*Algérie*, Ibid, p 189)

Jacques SIMON (Cirta N°7 – octobre 1997)

(4) SUR LA MORT DE BEN BOULAÏD

Ce tract évoquant la mort de BEN BOULAÏD, quelques détails doivent être apportés au sujet de l'annonce de la mort de ce chef qui fut considéré comme l'un des principaux de la rébellion. Ces précisions apportent d'ailleurs d'intéressantes données sur les positions respectives du M.N.A. et du F.L.N.

Différentes informations antérieures avaient donné comme probable la mort de Ben Boulaïd, et les déclarations du chef rebelle Adjoul-Adjoul, qui fit sa soumission le 1er novembre 1956 aux autorités militaires françaises, ont paru confirmer le fait.

On se souvient que Mustapha Ben Boulaïd fut à la tête de l'insurrection le 1er novembre 1954 dans les Aurès-Nemenchas. Au printemps 1955, il fut arrêté en Tunisie puis condamné à mort à deux reprises par les tribunaux militaires. Evadé de la prison de Constantine en novembre 1955, grâce à l'aide d'un réseau M.N.A., il rejoignit le-maquis des Aurès-Nemenchas**.**

Au début de novembre 1956 est parvenu aux rédactions parisiennes un numéro spécial de "La Voix du Peuple", organe clandestin du Mouvement National Algérien, qui annonce que Mustapha Ben Eoulaïd a été assassiné le 27 Mars 1956 par de "pseudo nationalistes qui se réclament de la qualité d'Algériens" dans les circonstances suivantes :

> "... Il n'a jamais été pardonné à Mustapha BEN BOULAÏD de s'être rallié à son état-major composé uniquement de militants M.N.A. et d'avoir manifesté lors des réunions des cadres de l'A.L.N. son attachement au leader MESSALI HADJ."

Afrique Information**,** 1er janvier 1957

Claude Gérard, directrice

(5) LE DOSSIER SECRET DU PPA

Le 2 novembre, le journaliste Georges Levha publie dans le *Journal d'Alger* de Jacques Chevallier, secrétaire d'Etat à la guerre du gouvernement Mendès France, « le dossier secret du PPA ». L'objectif était de démontrer que Messali Hadj et le PPA étaient les seuls responsables des attentats de la Toussaint et de fournir à François Mitterrand, ministre de l'intérieur et de l'Algérie, un argumentaire pour justifier l'emploi de la répression massive contre les messalistes, l'arrestation de Moulay Merbah, le chef du MTLD, les bombardements et l'emploi du napalm dans des zones de l'Aurès, comme l'a dénoncé Ferhat Abbas dans la République Algérienne du 12 novembre.

L'enquête démarre par une référence à l'OS « l'armée secrète mise sur pied entre 1948 et 1950 par les messalistes » qui sera démantelée, le 18 mars 1950 ». Malgré l'insistance de Messali, la majorité du comité central s'opposera à sa reconstitution, estimant qu'il valait mieux garder au MTLD une structure légale. Désormais dirigé par Lahouel, Chawki, Chentouf, Benkhedda et Kiouane, le MTLD deviendra un parti légal, analogue au Néo-Destour de Bourguiba, participant loyalement à la gestion de la ville d'Alger :

> « Mais l'organisation de l'appareil secret du PPA demeure sous le contrôle direct de Messali pour la Métropole et l'Algérie, et des émigrés du Caire, Khider et Ait Ahmed, pour l'action internationale. »

En 1952, retour du Moyen Orient, Messali entreprend en Algérie, contre l'avis du comité central, une tumultueuse campagne de propagande à Guelma, Philippeville, Blida, Miliana et Orléansville qui entraînent sa déportation en France à Niort où il est placé en résidence surveillée. En désaccord avec la politique de la direction, Messali adresse par-dessus la tête du comité central :

> « Aux membres de son parti : par des lettres aux militants », il critique l'action des dirigeants, déclare qu'ils ont perdu sa confiance et, surtout, demande aux sections de lui verser directement les fonds qu'elles collectent pour le parti. [...] Le conflit devient tellement aigu qu'au mois de mars, un certain partage entre les deux tendances est réalisé, en attendant un congrès extraordinaire qui tranchera souverainement le différend. Il est décidé qu'une commission spéciale préparera ce congrès qui devra se tenir avent le 15 juillet. »

À partir de mars 1954, la grande majorité des sections du MTLD de France et d'Algérie rejoignent le Comité de Salut Public mis en place par Messali et désignent leurs délégués au congrès extraordinaire qui se tiendra à Hornu en Belgique, dont Georges Levha fournit une analyse précise et impeccable :

> « La tenue de ce congrès a permis de vérifier qu'il existe en France une solide organisation messaliste, qui a pour travail d'héberger les militants recherchés par la police, de leur fournir les relais nécessaires dans les diverses villes où ils doivent se rendre, et de fabriquer pour eux les fausses pièces d'identité sans lesquelles, ils ne pourraient pas se déplacer ou tout simplement vivre. [...] Deux cents délégués y participèrent. Les débats qui durèrent trois jours, du 13 au 15 juillet, furent essentiellement consacrés à la lecture par Moulay Merbah d'un long et fumeux rapport de Messali sur l'évolution du MTLD depuis la fin de la guerre jusqu'au congrès. [...] Sur les 900 mandats représentés à ce congrès, 750 environ approuvèrent Messali, une centaine de voix allèrent au comité central et il y eu une cinquantaine d'abstentions. »

Un mois plus tard, les 14, 15 et 16 août, les centralistes tiennent à Alger leur congrès :

> « Le MTLD déclare un de leurs manifestes est pour l'édification d'une République Algérienne Démocratique et Sociale. Tous les Algériens, sans distinction d'origine, ont le droit et le devoir de participer à cette œuvre. De plus, le MTLD estime que la lutte pour des revendications immédiates n'est pas incompatible avec la lutte pour la libération. C'est pourquoi il a encouragé et guidé l'action des ouvriers, des jeunes, des femmes et des chômeurs, etc. C'est pourquoi il a participé à la lutte pour le développement de la langue arabe, pour la séparation du culte et de l'État : c'est pourquoi il a organisé des campagnes pour la libération des détenus politiques et contre la répression...
>
> Cette attitude n'est pas très éloignée de celle des dirigeants du Néo-Destour tunisien et de l'UDMA de Ferhat Abbas. » Lehva ajoute que c'est après le congrès des centralistes que François Mitterrand amené une campagne de perquisitions contre les locaux du MTLD dans toutes les villes de France, avec des centaines d'arrestations. Dans le même temps, « les mesures de sécurité concernant Messali Hadj » transféré le 27 septembre, de Niort aux Sables d'Olonne, « sont renforcées ».

Le 6 novembre, *Le Journal d'Alger* qui titre un article : « À 56 ans, Messali joue les ultras » constate que les « troupes ouvrières se sont ralliées au « Hadj ». D'autant que :

> « À l'encontre de ses adversaires, Messali ne s'embarrasse pas de la phraséologie révolutionnaire en honneur il y a vingt ans dans les partis marxistes Bien sûr - et la lecture du rapport présenté à Hornu le prouve - cette phraséologie remonte parfois à la surface. Mais en règle générale, Messali, retrouvant en cela la vieille formation reçue à l'école communiste des cadres de Bobigny, il s'exprime par slogans qui frappent les esprits simples. »

Le 7 novembre, Lehva titre en conclusion de son dossier : Messali veut mettre l'Algérie en état d'insurrection. Il l'a lui-même proclamé au mois de juillet au congrès d'Hornu ». Citant Messali qui estimait qu'il fallait coordonner l'action avec la Tunisie et le Maroc, il écrit :

> « La lutte sur le plan politique et diplomatique exige que l'on fasse les démarches nécessaires en faveur de l'union nord-africaine au moment où nos frères marocains et tunisiens sont engagés dans un combat décisif.
>
> Au point de vue tactique, ce moment psychologique (sic) est extrêmement favorable pour tenter de lier le problème algérien à celui du Maghreb arabe et, par là même, internationaliser le problème algérien et œuvrer en faveur de l'union nord-africaine. CELA EST DU DOMAINE DE LA DIPLOMATIE QUI, POUR RÉUSSIR DOIT ÊTRE APPUYÉE PAR UNE POLITIQUE INTÉRIEURE RÉVOLUTIONNAIRE. IL N'Y A PAS PLUSIEURS FAÇONS D'INTERNATIONALISER UN PROBLÈME : IL FAUT S'Y METTRE OU SE DÉMETTRE. »

Lehva explique ensuite que les cadres messalistes se préparaient depuis trois mois au passage à l'action directe. Messali est le véritable instigateur de l'insurrection qu'il a impulsée depuis le congrès d'Hornu, car le CRUA n'est que la mouture nouvelle de l'Armée secrète directement rattachée à Messali.

> « En Algérie, l'action a pris le 1er novembre la forme d'attentats minutieusement coordonnés, mais menés avec des moyens matériels encore rudimentaires.
>
> On peut donc dire que le terrorisme P.P.A n'est pas encore parfaitement au point. En revanche, les hommes, eux, sont prêts. Enfin, les opérations de l'Aurès ont également montré que l'Armée Secrète est intégralement reconstituée, qu'elle est équipée d'armes automatiques et de postes de radio portatifs, qu'elle a pu enlever dans le village de Foum-Toum.

L'affaire n'en restera certainement pas là, car ces hommes sont décidés à atteindre leurs objectifs. On peut donc craindre, si les autorités ne prennent pas les mesures qu'impose la situation, un large développement du terrorisme messaliste en Algérie. »

Le dossier secret du PPA commandité par Jacques Chevallier et le gouvernement Mendès France ne considère pas le FLN dont le sigle n'est jamais cité comme le responsable des actions de la Toussaint. Bien au contraire, car replacée dans l'histoire du PPA/MTLD, le CRUA n'apparait, par les hommes qui la composent que la version nouvelle prise par l'OS appliquant la résolution adoptée par le congrès démocratique d'Hornu de passer rapidement à l'action directe.

Le dossier établi par Lehva est important car il montre que les autorités françaises ont parfaitement apprécié la situation politique et considéré que Ben Boulaïd qui avait reconstitué l'OS dans sa région ne faisait que mettre en application la résolution votée au congrès d'Hornu d'un passage à l'action directe après la reconstitution de l'appareil clandestin. Ce n'est donc pas par hasard si la presse algérienne a publié le macaron à l'effigie de Messali distribué par Ben Boulaïd à ses combattants à la veille du 1er novembre, que pour les autorités françaises, les choses sont claires.

Jacques SIMON

(6) Fathi AL DIB
Abdel Nasser et la Révolution algérienne L'Harmattan, 1985

Texte de la constitution du Front de libération algérien

« Au nom de Dieu, Puissant et Miséricordieux.

Constitution du Front de libération algérien

Les responsables algériens résidant en Égypte ont lancé un appel en vue d'examiner la situation tragique, passée et actuelle, de leur pays, caractérisée par des actes d'agression, d'oppression, de massacres et de bannissements commis par le colonialisme rancunier et se sont mis d'accord sur le document ci- dessous signé par : Mohammed Bachir Al Brahimi, Ahmed Bayoud, Mohammed Khider, Chadly el Mekky, Al Foudil el Ouartalani, Hocine Lahouel, Ahmed Ben Bella, Hocine Aït Ahmed et Mohammed Yazid.

Préambule :

Il existe aujourd'hui en Algérie arabe musulmane, une lutte armée importante dans le but de reprendre sa souveraineté et son indépendance faisant suite à la domination du colonialisme par la force des armes, colonialisme qui a exploité ses richesses en essayant de nier ses origines, de détruire son identité et de la priver d'une existence libre et honorable, tout en niant l'évolution de l'histoire qui veut que le XXe siècle ne soit plus celui du colonialisme.

LA RÉVOLUTION ALGÉRIENNE

Il était normal, devant cette situation, que les efforts des responsables algériens présents au Caire, signataires de ce texte, aboutissent à une union dans le but de servir l'Algérie et la lutte pour sa libération et son indépendance, en soutenant l'Armée de libération algérienne et en travaillant à la réussite du mouvement révolutionnaire nationaliste qui existe actuellement en Algérie. Ce préambule a été approuvé à l'unanimité ainsi que les décisions suivantes :

1. La nation algérienne, constituée du peuple algérien, des différents représentants des organismes et des citoyens, forme un seul bloc en ce qui concerne la lutte éprouvante qu'elle mène et voue au feu de l'enfer tous ceux qui renieront cet engagement.

2. La dénomination de l'organisme constitué par les responsables algériens résidant au Caire est « FRONT DE LIBÉRATION ALGÉRIEN ».

3. L'objectif du Front de libération algérien est la libération du pays du colonialisme français et de tout autre domination étrangère par tous les moyens possibles qui lui permettront d'atteindre ce but.

4. L'Algérie est arabe de race et musulmane de foi et continuera à l'être.

Elle respecte également les autres religions, croyances et races. Elle condamne toutes doctrines racistes et colonialistes.

5. L'Algérie fait partie intégrante du Maghreb arabe, qui fait partie du monde arabe. Ses aspirations au panarabisme et sa collaboration avec les peuples et gouvernements ainsi qu'avec la Ligue arabe sont tout à fait normales.

6. Le Front de libération algérien croit en la nécessité d'unifier la lutte des trois pays du Maghreb arabe : Tunisie, Algérie, Maroc.

7. Dès à présent, le Front de libération algérien est prêt à s'intégrer dans un organisme plus vaste, regroupant les trois pays du Maghreb, suivant un statut précisant les responsabilités.

Il s'adresse à tous les dirigeants des mouvements de libération en Tunisie et au Maroc pour atteindre cet objectif.

8. Le Front de libération algérien profite de l'occasion pour saluer tous les militants en Algérie, sans distinction entre les combattants armés et les militants, ainsi que tous les prisonniers et détenus politiques victimes de l'oppression et du terrorisme.

Il demande la grâce de Dieu pour tous les martyrs.

9. Le Front de libération algérien, à partir du Caire, s'adresse à ses frères du monde arabe et islamique et à tous les tenants de la liberté dans le monde entier pour soutenir l'Algérie dans sa lutte pour sa libération et son indépendance ; car soutenir cette lutte, c'est soutenir la vraie démocratie et l'humanité torturée ainsi que les principes les plus nobles.

Le Caire, le 24 joumada taniyya 1374 Le 17 février 1955

Signatures des membres fondateurs. »

La deuxième étape sera l'élaboration du règlement intérieur du Front de libération algérienne qui a été approuvé et signé le 18 février 1955.

(7) Document du MNA publié en annexe du livre de Jacques Soustelle :

« Aimée et souffrante Algérie » Plon, 1955

Le gouverneur d'Alger était très informé sur le FLN d'Abane, le MNA et le bureau du Caire.

MOUVEMENT NATIONAL ALGÉRIEN

Circulaire aux militants.

Pendant que le peuple algérien verse son sang et souffre le martyre pour sa libération nationale, pendant que les patriotes sacrifient leurs biens et leur vie en acceptant de combattre pieds nus et le ventre creux pour que vive l'Algérie libre, les fuyards, ceux qui ont préféré le front des bords du Nil et de Garden City à la lutte armée sur le sol national, prétendent diriger la révolution algérienne et osent s'attaquer au Mouvement national algérien qui lui, n'a jamais manqué à son devoir patriotique.

Visant comme seul objectif la destruction du M.N.A. dont ils redoutent la force, l'honnêteté et la popularité, ils incitent sans pudeur les militants à réclamer des secrets financiers afin de les jeter en pâture à F ennemi colonialiste et recevoir de lui la carte des « interlocuteurs valables ».

Qu'ont fait pour la patrie ces démagogues qui dénigrent aujourd'hui le M.N.A. pour mieux couvrir leur trahison ?

Spéculant sur la révolution algérienne et usant abusivement du nom de notre prestigieux chef national MESSALI HADJ, ils ont amassé :

Le 14 décembre 1954 en Arabie séoudite	16 000 000 fr.
Le 25 janvier 1955 en Égypte (des œuvres sociales)	19 000 000 fr.
Le 22 juillet 1955 en Indonésie	20 000 000 fr.
Le 25 août 1955 en Égypte	5 000 000 fr.
Le 25 août 1955 en Syrie	3 000 000 fr.
Le 27 août ' 1955 en Égypte (du Waqf)	4 000 000 fr.
Le 1er septembre 1955 en Transjordanie	7 000 000 fr.
Le 7 septembre 1955 en Syrie	31 000 000 fr.
Le 7 septembre 1955 au Liban	3 500 000 fr.

Il faut ajouter à cela des dizaines de millions subtilisés au Parti par les déviationnistes et déposés dans une banque étrangère dès

le 10 décembre 1953. Il faut ajouter également les 650 000 francs que reçoivent mensuellement ces révolutionnaires en chambre, des œuvres sociales égyptiennes. Il faut ajouter enfin les 310 000 francs qu'ils reçoivent mensuellement du Congrès islamique.

Et il y a d'autres sommes fabuleuses dont nous ne possédons pas de précisions et que les fuyards ont empochées au nom de la révolution algérienne et du Mouvement national algérien.

Pour le seul voyage de Bandoeng, Lyazid et Aït Ahmed ont perçu 1 million de francs chacun comme « frais de séjour ». Et l'équipe des exilés volontaires poursuit ses collectes à travers tout le Moyen-Orient en versant des larmes de crocodiles sur le sort du peuple algérien.

Que sont devenues ces sommes colossales, que nos frères arabo-asiatiques ont de bonne foi, versées au peuple algérien pour sa libération nationale ?

Pas un sou n'est rentré en Algérie jusqu'à ce jour.

Pas une arme n'a été envoyée aux combattants de la libération.

Par contre ces messieurs se servent copieusement pour mener une vie de pachas sur les bords du Nil, se paient des voyages de touristes pour saboter l'action du M.N.A. à l'O.N.U. à Bandoeng et ailleurs et se promènent en voiture de luxe dans les rues du Caire, M. LÀHOUEL se permet une chambre luxueuse à 25 000 francs par mois, attenante à l'Ambassade française du Caire, M. KHIDER paie 65 000 francs par mois pour le seul loyer de sa somptueuse villa.

Il y a là une escroquerie et une ignominie que le peuple algérien condamne et pour lesquelles il exige des comptes.

Il y a aussi une différence avec le Mouvement national algérien qui est resté lui-même, indépendant et propre et dont les militants sont les seuls à se priver continuellement pour hâter dans toute la mesure de leurs possibilités la libération nationale.

C'est pour s'être élevé contre l'escroquerie et le sabotage de la révolution que nos frères Mezerna et Chadly ont été vendus à la police et emprisonnés en Égypte.

Les émissaires des « fellagha » du Caire, après tant de corruption et de comportement honteux, osent encore collecter l'argent à Paris et à Alger au nom de l'armée de la Libération pour poursuivre, avec l'aide du parti communiste et du néo-colonialisme, leurs tentatives de destruction du Mouvement national algérien. Des

escrocs notoires, tels le fameux Baaziz, collectent de leur côté en leur nom. De plus, tous ces contre-révolutionnaires incitent les Algériens en général et les militants en particulier à ne pas verser de dons et de cotisations au M.N.A. suivant en cela la déclaration du ministre de l'intérieur français, BOURGÈS-MAUNOURY, en date du 5 septembre 1955.

Nous mettons les militants et tous les Algériens en garde contre tous ces spéculateurs de la révolution qui ne visent que le sabotage de l'action libératrice de notre Mouvement.

Le Mouvement national algérien, qui incarne la volonté du peuple et de ses combattants est le seul instrument de la libération nationale.

L'acharnement du Gouvernement français contre ses militants et la haine que lui portent les candidats à « l'interlocuteur valable » sont les meilleures preuves de sa fidélité à la volonté du peuple et au principe de la souveraineté nationale.

Et c'est pourquoi les militants sont appelés à dénoncer tout détournement de fonds vers des buts contre-révolutionnaires et à détruire toute tentative de sabotage dirigée contre le M.N.A. dans quelque domaine que ce soit.

La DIRECTION.

(8) Novembre 1954. Un document exceptionnel

NOVEMBRE 1954. UN DOCUMENT EXCEPTIONNEL

Les ministres français et algériens des Affaires étrangères, Dominique de Villepin et Abdelaziz Belkhadem, viennent d'annoncer officiellement le lancement de " Djazaïr 2003, Algérie au cœur. Il s'agit de promouvoir, de montrer, plus exactement les richesses de la culture algérienne. Du 1er janvier au 31 décembre 2003, à Paris et dans toutes les villes de province, on pourra assister à 1 800 manifestations culturelles : des concerts, des expositions, des pièces de théâtre, des films. Mais les autorités françaises et algériennes ont évité soigneusement qu'un large débat soit ouvert sur l'histoire partagée des deux peuples et en particulier sur la guerre d'Algérie. Dans ce contexte, il nous a semblé utile de reproduire un article de *La Commune* écrit par Mohamed Maroc, ancien responsable de l'OS puis du MNA. À la lumière de cet article sur la crise du MTLD et les origines de la révolution algérienne, il apparaît que l'écriture de l'histoire sans tabou de la guerre d'Algérie reste encore à écrire.

Jacques Simon

PAR UN DIRIGEANT DU MNA :
(MOHAMED MAROC) *LA COMMUNE*, JUIN 1957

Il est indéniable que l'opinion publique française désire la paix en Algérie. Mais il est non moins indéniable qu'en prenant tour à tour, selon les journaux, le caractère d'une guerre raciale, d'une lutte fratricide, d'une reconquête coloniale ou d'une opération de police, le drame algérien est en train de poser au peuple français l'un des plus graves cas de conscience qu'il ait jamais connu depuis sa libération.

Beaucoup de travailleurs et d'intellectuels, faute d'éléments définitifs d'appréciation, tentent par prudence de « doser » leur action pour la paix en Algérie, en tenant compte malgré eux des éventuelles accusations, en réfléchissant deux fois sur l'opportunité, la valeur historique, la légalité, voire la morale d'une prise de position nette et active. Exception faite d'une avant-garde initiée ou de formation politique avancée, qui pénètre toute la profondeur du drame algérien

et prend consciemment ses responsabilités (à droite ou à gauche) les Français se perdent généralement en conjectures et sont tiraillés par des appels contradictoires.

Ce qui étonne surtout, c'est que la gauche française dont l'attitude engage idéologiquement le peuple français et ne doit souffrir aucune tergiversation, n'ait pas cru devoir approfondir la question de la révolution algérienne comme elle l'a fait à propos de l'Espagne, de l'Indochine, de la Yougoslavie et plus récemment encore de la Hongrie et de la Pologne. Se contentant de positions sentimentales dictées par un anticolonialisme sincère, elle s'écarte rarement du domaine paternaliste pour se poser la question de savoir lequel des mouvements nationalistes algériens fait la révolution de 1789 et lequel fait celle d'octobre, où se trouvent les bourgeois et où sont les prolétaires, qui prépare la dictature et qui cherche la démocratie... On a l'impression que la gauche se désintéresse complètement du régime de l'Algérie future et ne regarde que sa libération du joug colonial.

Il en va tout autrement du peuple algérien qui, depuis 1953, mène parallèlement à sa lutte de libération, une lutte acharnée pour le triomphe d'un régime conforme à sa situation de sous-prolétariat.

LE CALME DE L'ALGÉRIE DE l953

En 1953 la Tunisie était en feu et le " fellaguisme " faisait son entrée dans le vocabulaire journalistique pour désigner cette forme de lutte totale qui tient à la fois du désespoir et de la foi des peuples sans armes en l'avenir de leur pays. Le Maroc s'agitait avec non moins de violence et d'ampleur. Tandis que l'Algérie, par son calme étonnant, semblait dormir d'un profond sommeil, frappée de torpeur ou insensible à ce qui se passait dans son voisinage.

Que se passait-il au juste ?

Le calme qui régnait sur l'Algérie n'était qu'apparent. En fait, le mouvement de masse qui avait fondé tous ses espoirs de libération sur la révolution, qui en avait préparé la voie et qui contrôlait étroitement les réactions du peuple, se trouvait lui- même déchiré et paralysé par des contradictions intérieures précisément sur cette question capitale de la révolution. Le M.T.L.D. (Mouvement pour le Triomphe des Libertés Démocratiques), puisque c'est de lui qu'il

s'agit, avait atteint un degré d'autorité tel, que toute action du peuple algérien dépendait de sa décision.

Or à la même époque s'était révélée une nouvelle forme de colonialisme, dit libéral, personnifié par M. Jacques Chevalier, député-maire d'Alger. Cet homme politique avait réussi par une série de réalisations locales, de déclarations publiques, d'habiles petites manœuvres et de flirt avec les dirigeants du M.T.L.D. conseillers municipaux, à convaincre ces derniers de la possibilité d'une émancipation progressive, basée sur une politique réformiste et pacifique. Les dirigeants du M.T.L.D. qui se sont trouvés pour la première fois en contact avec un colonialisme complaisant ont été séduits. Déjà peu convaincus avant 1950 de la nécessité de l'action directe et encore plus pessimistes depuis le « complot » de 1950 quant au rapport des forces colonialisme-peuple algérien, ils ont trouvé dans la politique néo-colonialiste une planche de salut qui non seulement les déchargeait d'une lourde responsabilité mais justifiait leur attitude pacifiste. Sans tenir compte de la vanité des promesses de M. Jacques Chevallier, ni de la démagogie néo-colonialiste en général, du reste employée chaque fois qu'un danger réel menaçait les assises de la domination coloniale, du moment que les tenants du régime faisaient preuve de souplesse, les dirigeants du M.T.L.D. croyaient qu'il était nécessaire, prudent et économique d'abandonner les principes révolutionnaires pour s'engager dons la voie du « réformisme conséquent ». C'est ainsi que la majorité des membres du Comité Central du M.T.L.D, agissant solidairement, s'étaient ralliés à la politique des réformes.

La nouvelle orientation de ces dirigeants embourgeoisés, usés par une longue responsabilité et peu confiants dans l'issue de la lutte des peuples tunisien et marocain, n'était cependant partagée ni par les militants de base, ni par le chef du parti Messali Hadj et, en août 1953, pour la faire entériner par un congrès, les dirigeants furent obligés d'avoir recours à des subterfuges tels que la limitation du nombre des congressistes à 100, l'élimination des militants ouvriers connus pour leur fermeté révolutionnaire, la priorité aux fonctionnaires du parti, l'étouffement des rapports de Messali Hadj, la présentation défaitiste de la théorie des rapports des forces, l'utilisation de termes vagues dans les motions, etc., le tout noyé dans

une discussion byzantine sur la prétendue nécessité de préciser la doctrine du parti.

Mais malgré tous ces efforts, les dirigeants du M.T.L.D. n'ont pas réussi à convaincre la base de plus en plus impatiente et mécontente. Les décisions préfabriquées du congrès de 1953 n'ont jamais pu trouver un commencement d'application. Au fur et à mesure que les événements se développaient en Tunisie et au Maroc, les militants, éduqués pour une lutte révolutionnaire, s'apercevaient de l'immobilisme de leurs dirigeants et de leur honte à manquer la bataille de leur vie.

Cette situation, qui seule expliquait le « calme » algérien tant souligné par les déclarations officielles de l'époque, devait durer jusqu'en 1954.

LE DIFFÉREND MTLD DE 1954

Après de multiples interventions de Messali Hadj auprès du Comité Central pour lui faire reprendre sa politique révolutionnaire et regarder les réalités historiques en face, après la démonstration de la mauvaise foi du néo-colonialisme qui ne daignait même pas appliquer le Statut de 1947, le chef du MTLD qui se trouvait en résidence forcée à Niort, ne put qu'en référer aux militants en mars 1954.

Auparavant, les dirigeants déviationnistes ayant fait état d'une imaginaire apathie des militants pour les formes révolutionnaires de la lutte, Messali Hadj leur demanda des pouvoirs étendus pour redresser idéologiquement le parti.

C'est alors qu'éclata publiquement le différend qui opposait Messali Hadj et les militants à la direction du M.T.L.D. Ce différend que la presse stalinienne et colonialiste avait présenté comme une tentative de Messali Hadj d'imposer sa dictature sur le mouvement, était en réalité un choc entre deux doctrines qui s'affrontaient à un moment crucial pour l'avenir du peuple algérien: l'une socialiste, révolutionnaire, représentée par le chef du M.T.L.D., vieux militant ouvrier, rompu à la lutte de classe et formé dans les rangs du mouvement ouvrier français et l'autre réformiste, représentée par 27 membres du comité central, découragés par la répression et les échecs successifs, ramollis par l'exercice de la responsabilité et des

mandats électoraux, incertains sur la tournure des événements et ébranlés par la politique du néo-colonialisme. En bref, l'opposition était entre partisans et adversaires de la révolution.

Après une longue résistance, le comité central finit par céder à la pression de la base et à voter des pouvoirs étendus à Messali Hadj non sans les assortir de conditions qui les rendaient presque impossibles à exercer. Sachant par exemple qu'il était difficile au chef du M.T.L.D. de redresser le parti à partir de sa résidence forcée sans disposer d'un délai et d'un financement suffisants, le C.C. lui avait accordé trois mois (du 15 avril au 15 juillet) pour réunir le congrès qui devait trancher la question et avait mis 5 millions de francs seulement à sa disposition pour faire marcher tout l'appareil du parti durant cette période. De plus, pour l'acculer à un échec certain et prouver son impuissance. Les dirigeants réformistes lui retirèrent tous les cadres permanents du parti qui furent mis en disponibilité pour trois mois (payés d'avance).

Messali Hadj fit appel à de nouveaux responsables, entreprit un travail d'explication, organisa des souscriptions, adopta la structure du parti aux nécessités de l'heure et le 14 juillet 1954 le congrès put se tenir à Hornu (Belgique), à l'abri de la répression qui sévissait en Algérie et en France pour soutenir les réformistes contre les révolutionnaires.

Les décisions de ce congrès, prises entre militants démocratiquement élus et en l'absence de Messali, ont consterné les colonialistes autant que les anciens dirigeants du M.T.L.D. appelés désormais centralistes Elles comportaient notamment :

- L'exclusion des 8 dirigeants responsables de la déviation,
- l'engagement de la lutte par tous les moyens,
- une solidarité agissante à l'égard des peuples tunisien et marocain, dans le cadre de l'unité nord-africaine,
- l'élection de Messali Hadj à la présidence à vie du Mouvement, l'amnistie pour tous les militants victimes de sanctions injustes de la part de l'ancienne direction
- la suppression de la bureaucratie comme moyen de direction et l'instauration de la démocratie au sein du parti
- la récupération des biens du parti, etc.

Dès lors, la voie était ouverte pour la révolution, ce qui n'allait pas sans inquiéter sérieusement les colonialistes et les

centralistes. Ces derniers, littéralement balayés de la scène politique, demeuraient cependant puissants sur le plan financier en gardant la caisse du M.T.L.D. et n'hésitaient pas à user de cette puissance pour engager une ultime offensive contre le parti qu'ils dirigeaient quelques lois auparavant. Au congrès d'Hornu, ils opposèrent une « conférence » à Alger. Face au journal du M.T.L.D., « l'Algérie Libre », ils créèrent « La Nation Algérienne » Enfin, pour prévenir le déclenchement de la révolution, Lahouel, Yazid, Kiouane, Boudah et d'autres centralistes de moindre envergure (aujourd'hui très « révolutionnaires » à extérieur) se répandirent à travers l'Algérie, souvent sous la protection de la police, ce qui ajoutait leur discrédit, pour mettre en garde les Algériens contre le « nouveau 8 mai », le « bain de sang » et « l'aventure » dans lesquels "Messali voulait entraîner le peuple".

C'était prêcher dons le désert. Les masses algériennes n'avaient d'yeux et d'oreilles que pour la lutte de leurs frères tunisiens et marocains et pour Messali Hadj qui leur avait enseigné les principes de 1a lutte révolutionnaire. Aussi les centralistes se virent- ils contraints de changer de tactique et d'employer les grands moyens pour dévier ce courant révolutionnaire irrésistible qui secouait le peuple algérien.

L'HISTOIRE DU CRUA

Sachant que la révolution posait avant tout un problème de cadres, ils se hâtèrent d'en retirer le maximum au M.T.L.D., quitte à les abandonner quelques mois plus tard, après les avoir compromis. Pour cela rien ne fut épargné, ni l'argent, ni la persuasion, ni les honneurs des hauts postes (théoriques). Le premier effort des centralistes fut dirigé sur les cadres mis en disponibilité qui s'étaient dispersés et risquaient de leur échapper. Ils en récupérèrent quelques-uns, sinon pour les réemployer, du moins pour les empêcher d'aller grossir les rangs des Messalistes. D'autre part, ils se sont souvenus du rôle que pouvaient jouer dans le déclenchement de la révolution les membres de l'ancienne Organisation Secrète (O.S.) instruits à cette fin et abandonnés par eux depuis 1950. Ils en sonnèrent le rassemblement dans les mêmes conditions que les cadres permanents, mais ne réussirent à en réunir qu'une infime partie (300 environ).

Ils groupèrent le tout dans un Comité Révolutionnaire d'Unité et d'Action (C.R.U.A.) officiellement, destiné à refaire " l'unité " du parti, mais en réalité, chargé de couper l'herbe sous les pieds des messalistes.

Néanmoins, si cette opération avait sérieusement gêné le M.T.L.D., elle ne l'avait pas empêché de pousser très loin ses préparatifs et de s'assurer de l'appui des masses dans les moindres mechtas.

En octobre, la position des messalistes était si solide que le C.R.U.A. n'a pas cru devoir attendre plus longtemps pour jouer la derrière carte devant étouffer dans l'œuf la révolution messaliste.

LE 1er NOVEMBRE 1954

Devant le renforcement du M.T.L.D. et l'accélération de ses préparatifs, un seul moyen parut susceptible au C.R.U.A. de ruiner les projets de son adversaire et de s'emparer de nouveau de l'organisation, c'était de déclencher la " révolution " avant lui. Les événements du 1er novembre 1954 n'étaient pas tant destinés à soulever le peuple algérien qu'à briser l'élan du M.T.L.D. et faire échouer sa politique révolutionnaire.

Le plan conçu par le C.R.U.A. ne manquait pas d'astuce. Les messalistes étant notoirement connus comme seuls révolutionnaires, une flambée de " terrorisme " déclenchée prématurément, ferait tomber la foudre de la répression colonialiste sur eux. Tous les cadres nouveaux du M.T.L.D., pris à l'improviste se retrouveraient en prison et l'organisation du parti tomberait comme un fruit mûr entre les mains du C.R.U.A. qui en ferait un mouvement réformiste après démonstration que toute velléité révolutionnaire était vouée à l'échec. L'action déclenchée le 1er novembre n'était prévue que pour cette seule journée (les exécutants sont rentrés chez eux aussitôt leur mission accomplie). Les membres du C.R.U.A. savaient d'ailleurs qu'ils n'étaient pas assez nombreux pour encadrer le peuple (dans les Aurès, l'action n'a pu être déclenchée qu'en invoquant l'ordre de Messali Hadj).

L'administration en Algérie agit effectivement selon les prévisions du C.R.U.A. Sa première riposte fut d'arrêter tous les dirigeants du M.T.L.D., de saisir ses biens et de lui interdire tout

moyen d'expression.

Mais au lieu de tomber entre les mains du C.R.U.A., le M.T.L.D. se ressaisit promptement pour prendre la nouvelle situation, en charge. Sa réaction immédiate fut de ne pas laisser s'éteindre le feu.

Dès le 2 novembre, puisant de nouveaux dirigeants dans son organisation, il donna ordre à ses militants les plus avancés dans les préparatifs (ceux de l'Aurès, puis ceux de la Kabylie) d'ouvrir sans tarder l'ère de la révolution et de l'entretenir.

C'est ainsi que de l'action d'un jour, le M.T.L.D. qui prit le nom de M.N.A. (Mouvement National Algérien), fit une révolution qui dure depuis plus de deux ans et demi.

Quant ou C.R.U.A., il a complètement disparu en tant qu'organisation à la fin de 1954. Ses principaux chefs, qui s'étaient réfugiés au Caire dès avant le 1er novembre, devaient vainement tenter de le ressusciter au printemps de 1955, sous le nom de Front de Libération Algérienne (le F.L.A.), conçu à l'origine comme mouvement d'union et groupant le M.N.A., avec Ahmed Mezerna et Chadly Mekki, I'U.D.M.A., les Ulémas, les Centralistes et les indépendants ne dura pas plus de deux mois et demi : ayant tourné à l'avantage du M.N.A, ses promoteurs.

LA CRÉATION DU FLN

Dans sa hâte de faire face à une situation qui provoquait le désarroi des colonialistes, l'Administration, malgré les protestations de Jacques Chevallier, était allée jusqu'à emprisonner les Centralistes après les événements de novembre. Elle avait cru un instant, en effet, que le différend M.T.L.D. n'était qu'une comédie montée pour amuser la galerie et couvrir les préparatifs de la rébellion. Mais après quelques mois de réflexion, elle se rendit compte qu'elle compromettait là une chance de salut et qu'il y avait chez les hommes de l'ancien M.T.L.D. une division réelle à exploiter. Elle s'aperçut notamment que le soulèvement qu'elle combattait était une véritable révolution et que le M.N.A., de par son caractère prolétarien, sa doctrine, son rôle dirigeant et sa force, était le seul ennemi sérieux pouvant menacer les assises du régime. Dès cet instant elle entreprit de faciliter la formation de son contrepoids en multipliant ses adversaires, en les popularisant à l'aide d'une publicité tapageuse et

en observant le silence complet sur le M.N.A. Elle libéra donc les centralistes, en prenant soin de couvrir sa manœuvre par la libération d'un messaliste, Moulay Merbah, afin de ne pas les discréditer aux yeux du peuple comme de vulgaires collaborateurs.

Cette libération devait aboutir quelque temps après à la création du F.LN. (Front de Libération Nationale) à laquelle ont contribué les éléments les plus disparates des organisations politiques algériennes.

La naissance du F.L.N. avait marqué le réveil stratégique de la haute administration et inauguré une politique de mystification qui fait encore de nombreuses dupes au sein de l'opinion publique. En France surtout on avait l'impression que les plus grandes forces politiques du régime (le capitalisme et le P.C.F.) s'étaient concertées pour appliquer les consignes colonialistes du silence sur le M.N.A. et n'avait de mots (bons ou mauvais) que pour le F.L.N. sous l'œil complaisant du gouvernement. On peut dire aujourd'hui que c'est ce rôle joué par la bourgeoisie française et les staliniens dans la création et le développement du F.L.N. qui est à la base non seulement de la confusion qui persiste dans les esprits mais aussi de la prolongation de la guerre d'Algérie.

En fait, la bourgeoisie et le gouvernement qui le représente sont restés fidèles à eux-mêmes en menant cette politique. On sait que la colonisation, en s'installant en Algérie, avait commis, par son avidité, l'erreur historique de supprimer toute classe moyenne et réduit petit à petit le peuple algérien à l'état d'un sous-prolétariat surexploité. Lorsqu'elle s'est trouvée tout d'un coup aux prises avec un mouvement prolétarien révolutionnaire, qui n'est en réalité que le reflet naturel de ce peuple, elle tenta, par un geste d'autodéfense, de rassembler les débris de la bourgeoisie algérienne pour reconstituer cette classe moyenne et l'opposer en un mouvement dynamique à la marée populaire. Mais comment créer en quelques mois, avec des éléments fraîchement embourgeoisés et une maigre aristocratie traditionaliste, apolitisée depuis des générations, ce qui nécessite des dizaines d'années d'efforts ?

C’est ce que la colonisation et le gouvernement ne semblaient pas prendre pour de l'utopie.

En tout cas, ils ont trouvé au sein du P.C.F., et des néo-colonialistes, d'excellents auxiliaires pour les aider dons cette entreprise essentiellement anti- M.N.A. On pourrait s'étonner de voir

les staliniens faire cause commune avec leurs ennemis héréditaires contre un mouvement prolétarien. On ne s'étonnerait plus si l'on se rappelait leur attitude en 1935, après les accords Staline-Laval laissant les mains libres à l'impérialisme français dans ses colonies et en 1945, après les accords de Yalta livrant l'Algérie à l'Occident. C'est que pour les staliniens, dès lors qu'il s'agit d'un mouvement prolétarien qui se réclame du socialisme sans épouser les idées de Moscou, ils s'allient à la pire réaction pour le détruire. L'affaire yougoslave en est une preuve. En Algérie, leur haine du M.N.A. est doublée du souci de se servir du pays comme monnaie d'échange pour les futurs « accords de Yalta ».

Le F.L.N. fut créé pour l'une de ces deux fins : détruire le M.N.A. (ce qui conduirait il ne s'en rend pas compte à sa propre destruction, car le colonialisme, après s'être débarrassé de son principal ennemi, ne manquerait pas de retourner ses armes contre ce qu'il a considéré dès le départ comme un vaccin nécessaire, un moindre mal), ou être imposé comme « interlocuteur exclusif » C'est la méthode classique qu'emploie le colonialisme dans les heures difficiles. Dans toute guerre de reconquête coloniale, ce que le corps expéditionnaire défend, ce sont les capitaux. Or il n'y a que trois façons de sauver ces derniers : briser la résistance du peuple colonisé (la " pacification "), traiter avec des éléments bourgeois qui les garantiraient en contrepartie du pouvoir politique qu'on leur reconnaîtrait, ou faire durer la guerre jusqu'à ce que les capitaux soient placés en lieu sûr. Le colonialisme français qui poursuit les trois tâches simultanément, voit dans la création du F.L.N., la possibilité de faire triompher l'une des deux premières.

À cet effet, la composition du F.L.N. ne manque pas de faire ressortir l'aspect artificiel et instrumentaire de ce mouvement. À côté d'éléments activistes, comme les berbéristes et les dissidents du M.N.A., on y trouve des intellectuels bourgeois comme les U.D.M.A., des religieux Ulémas, des administratifs notoires, qui ont largement profité du régime colonial et ont souvent été incités par le gouvernement général lui-même à faire partie du F.L.N. et enfin des communistes du P.C.A. Cette hétérogénéité fait du F.L.N. une alliance contre nature qui ne manquera pas de s'effriter dès que le calme sera revenu. L'absence de doctrine s'y fait ressentir assez souvent du reste. On a assisté durant toute l'année 1956 à une course

effrénée en son sein, entre les poulains de l'administration, les intellectuels, les staliniens et les activistes qui voulaient s'en assurer les leviers de commande. Finalement ce sont les staliniens, sous le couvert des berbéristes, qui se sont imposés, ce qui bouleverse toutes les prévisions gouvernementales et explique en partie la vague de répression qui s'est abattue (pour la première fois) au début de 1957 sur le F.L.N. Mais si une telle coalition a pu être constituée par la bourgeoisie pour faire contrepoids au M.N.A., c'est grâce à une convergence d'intérêts et une commune haine de ce mouvement. La seule doctrine du F.L.N., en tant qu'alliance, est en quelque sorte le refus commun par les groupes qui le composent de la doctrine du M.N.A.

Avec la domination des éléments staliniens- berbéristes, ce sont leurs idées qui marquent la politique du F.L.N. Or ces idées s'arrêtent à l'indépendance, pour ne pas effrayer l'opinion publique sur les véritables intentions de Moscou soucieux avant tout du partage de l'Afrique et du Moyen-Orient depuis le fameux « vide » laissé par la France et l'Angleterre.

L'INDÉPENDANCE… ET APRÈS

Après, c'est l'affaire du F.L.N., disent-ils : dissolution des partis (Lamine Debaghine à Tunis), régime totalitaire, etc.

Il est évident qu'une dictature quelle qu'elle soit en Algérie, ne sera acceptée ni par le peuple algérien, ni par les démocrates des autres nations, ni même par les partis constitués qui se sont affiliés au F.L.N. par opportunisme. Le gouvernement français lui- même, qui avait misé sur la bourgeoisie F.L.N. et l'avait soutenue de tout le poids de sa politique pour l'accréditer auprès de l'opinion publique au détriment du M.N.A. s'est aperçu en fin de compte qu'il avait créé un monstre.

Quant au F.L.N., il ne peut garantir, dit-il, les intérêts des colons que s'il dispose d'un pouvoir absolu et exclusif. Il ne peut en aucune façon engager sa responsabilité dans un régime appliquant le jeu normal de la démocratie. Car n'ayant pas l'appui du peuple, il ne peut compter que sur l'autorité que lui conférerait la force du pouvoir total. Quand on sait que les intérêts en jeu ne comportent rien moins que le pétrole du Sahara (entre autres) et que tout ce raisonnement est basé

sur la crainte mortelle du socialisme du M.N.A., on est à même de juger du dramatique dilemme où s'est enfermée la bourgeoisie française.

Ce dilemme n'existerait pas si les gouvernants français avaient cherché la solution du problème par la voie naturelle de la négociation et la démocratie avec tous les représentants du peuple algérien.

Tournant le dos aux réalités algériennes, M. Pineau est allé chercher cette solution successivement à Moscou, New-Delhi Le Caire, Tunis et Rabat, sans jamais songer honnêtement à s'adresser au peuple algérien, principal intéressé. Dans le même temps, le F.L.N. craignant comme la peste le verdict populaire, cherchait à se faire investir du dehors et se plaçait, au prix de combien de promesses et de flatteries, sous la coupe du gouvernement le plus susceptible de l'imposer comme interlocuteur. C'est ainsi qu'il travailla tour à tour sous la tutelle du Caire de Tunis et de Rabat.

Cet imbroglio dans lequel s'empêtre volontairement la politique française a particulièrement caractérisé le gouvernement Guy Mollet. Le gouvernement à direction socialiste, installé par la bourgeoisie pour neutraliser les conflits sociaux en France et permettre à la guerre d'Algérie d'aller bon train, semblait rester fidèle à sa " mission " d'attentisme jusqu'au dernier jour. Il savait que cette bourgeoisie ne lui permettrait pas, sous peine de renversement, de régler le problème algérien et que le jour où elle estimerait celui-ci arrivé à maturité, elle remercierait les socialistes pour liquider elle-même le conflit. M. Guy Mollet a néanmoins accepté ce marché de dupes où il échangeait les meilleures valeurs socialistes contre une dérisoire longévité gouvernementale.

Mais si la bourgeoisie et le gouvernement Guy Mollet avaient chacun en ce qui le concernait, un quelconque intérêt à faire durer, par les plus exécrables procédés, cette guerre meurtrière, ruineuse et vaine, la gauche française celle des travailleurs et des intellectuels qui en fait les frais, se devait et se doit encore d'en interdire la prolongation, dans un mouvement décisif, orienté autant que possible dans le sens du socialisme, de la démocratie et de la justice.

Le problème algérien possède tous les éléments de sa solution pacifique. Que l'on n'invoque pas les prétextes de « l'obstacle majeur de l'intransigeance F.L.N. » de la « pacification préalable », de la

"minorité européenne vouée à. l'écrasement " ou de « l'abandon ». De tels arguments ne servent que les desseins de ceux qui prétendent défendre les "intérêts" de la France, en travaillant pour l'instauration d'un régime racial en Algérie ou pour la relève du colonialisme français par l'impérialisme étranger.

Il existe un mouvement de masse en Algérie : le M.N.A. Ce mouvement est le plus représentatif du peuple algérien. Il est essentiellement prolétarien, il a une doctrine socialiste bien établie, il contrôle la majeure partie des maquis, il est profondément démocratique et n'est inféodé à aucune puissance étrangère. Que faut-il de plus pour mériter la sympathie de la gauche française et la confiance dons le règlement du drame algérien ?

La grande presse capitaliste et stalinienne, ainsi que le gouvernement, feignent d'ignorer le M.N.A. Alors que plusieurs rencontres ont été organisées (au Caire, à Rome, à Brioni et ailleurs) avec les représentants du F.L.N. dont on reconnaît aujourd'hui tout le vide, aucun contact officiel ou officieux n'a été pris avec l'homme le mieux placé pour négocier un cessez-le-feu réel, Messali Hadj qui se trouve pourtant en résidence forcée à Belle-Ile.

Le M.N.A. préconise la solution la plus réaliste au problème algérien. Il propose la réunion d'une conférence de la Table Ronde sans exclusive ni préalable où seraient débattus les modalités d'un cessez-le-feu, l'organisation d'élections libres sous contrôle international et les points sur lesquels pourront s'engager les négociations entre les futurs élus du peuple algérien et le gouvernement français. Loin d'abuser de sa force pour revendiquer l'exclusivité de la représentation, il déclare le peuple algérien seul dépositaire de sa souveraineté et réclame une constituante algérienne souveraine, élue au suffrage universel sans distinction de race, de sexe ou de religion. Il est pour la pluralité des partis et considère la minorité européenne comme partie intégrante du peuple algérien, ayant droit à la gestion du pays au même titre que les autres Algériens dans des conditions conformes à la démocratie. Le pétrole du Sahara qui excite tant de convoitises et suscite tant de craintes, il ne le refuse pas au peuple français et envisage son exploitation et celle d'autres richesses algériennes en commun entre peuples nord-africains et français.

Quelles meilleures garanties politiques, économiques et sociales

peut-on exiger d'un mouvement en lutte pour la liberté de son peuple ?

L'indépendance du M.N.A, et son programme démocratique et social ne peuvent raisonnablement effrayer que les tenants du colonialisme.

Quant à la gauche française, ce sont précisément cette indépendance et ce programme qui doivent la guider dans son action en faveur de la paix et déterminer son choix dans le soutien des mouvements nationalistes algériens.

SOMMAIRE

INTRODUCTION 7

Première partie

Chapitre I - L'Aurès, bastion de la révolte 13

Chapitre II – Motefa Ben Boulaïd 17

Chapitre III – Aurès : la rébellion assiégée 27

Chapitre IV – Ben Boulaïd pour une constituante 35

Chapitre V – Chihani Bachir, chef des Aurès 43

Deuxième partie

Chapitre I - Le procès de Ben Boulaïd 53

Chapitre II – L'évolution de la situation politique 55

1 – la lutte du MNA en France 55
2 – le bureau du Caire 59
3 – le FLN en Algérie 62

Chapitre III – Apogée et déclin de la wilaya I 71

Conclusion 75

Notes 79

Articles : Le Procès de Ben Boulaïd 87

Analyses et documents 107

L'Harmattan Italia
Via Degli Artisti 15; 10124 Torino
harmattan.italia@gmail.com

L'Harmattan Hongrie
Könyvesbolt ; Kossuth L. u. 14-16
1053 Budapest

L'Harmattan Kinshasa
185, avenue Nyangwe
Commune de Lingwala
Kinshasa, R.D. Congo
(00243) 998697603 ou (00243) 999229662

L'Harmattan Congo
67, av. E. P. Lumumba
Bât. – Congo Pharmacie (Bib. Nat.)
BP2874 Brazzaville
harmattan.congo@yahoo.fr

L'Harmattan Guinée
Almamya Rue KA 028, en face
du restaurant Le Cèdre
OKB agency BP 3470 Conakry
(00224) 657 20 85 08 / 664 28 91 96
harmattanguinee@yahoo.fr

L'Harmattan Mali
Rue 73, Porte 536, Niamakoro,
Cité Unicef, Bamako
Tél. 00 (223) 20205724 / +(223) 76378082
poudiougopaul@yahoo.fr
pp.harmattan@gmail.com

L'Harmattan Cameroun
BP 11486
Face à la SNI, immeuble Don Bosco
Yaoundé
(00237) 99 76 61 66
harmattancam@yahoo.fr

L'Harmattan Côte d'Ivoire
Résidence Karl / cité des arts
Abidjan-Cocody 03 BP 1588 Abidjan 03
(00225) 05 77 87 31
etien_nda@yahoo.fr

L'Harmattan Burkina
Penou Achille Some
Ouagadougou
(+226) 70 26 88 27

L'Harmattan Sénégal
10 VDN en face Mermoz, après le pont de Fann
BP 45034 Dakar Fann
33 825 98 58 / 33 860 9858
senharmattan@gmail.com / senlibraire@gmail.com
www.harmattansenegal.com

L'Harmattan Bénin
ISOR-BENIN
01 BP 359 COTONOU-RP
Quartier Gbèdjromèdé,
Rue Agbélenco, Lot 1247 I
Tél : 00 229 21 32 53 79
christian_dablaka123@yahoo.fr

Achevé d'imprimer par Corlet Numérique - 14110 Condé-sur-Noireau
N° d'Imprimeur : 130289 - Dépôt légal : juillet 2016 - *Imprimé en France*

MOSTEFA BEN BOULAÏD

Le promoteur de la révolution algérienne

Ben Boulaïd Mostefa est né en 1917 dans les Aurès. Après le certificat d'études, il aide son père agriculteur. En 1943, pendant la campagne d'Italie, il obtient la croix de guerre, la médaille militaire et le grade d'adjudant. En 1946, il adhère au MTLD et devient chef de l'OS des Aurès.

Pendant la crise du MTLD, neutraliste, il rejoint Boudiaf au CRUA pour obtenir l'aide de Nasser. En juillet 1954, Ben Boulaïd se rend à Niort, auprès de Messali, son chef hiérarchique. Assuré du passage du parti à « l'action directe », il forme une armée de la révolution (*Djich Et Tahir*) avec un état-major (*Idara*) qu'il engage dans le combat en novembre, et faire des Aurès un bastion que l'armée encercle et l'aviation bombarde. Pour se ravitailler, Ben Boulaïd part à Tripoli. Arrêté, il est interné à la prison de Constantine. Interrogé par le commandant Monteil, adjoint du gouverneur Soustelle, Ben Boulaïd dénonce le régime colonial et se prononce pour une Constituante.

Au printemps, Chihani Bachir, chef des Aurès, prépare avec Zighout Youssef, le chef de la Wilaya II, l'insurrection du 20 août 1955. Ben Boulaïd est alors condamné à mort. À Paris, un Comité d'anticolonialistes lance une campagne pour empêcher l'exécution du détenu. Elle est boycottée par le PCF, le Parti socialiste et le lobby FLN formé par les mendéssistes.

Le 10 novembre, Ben Boulaïd s'évade. Il réorganise l'Idara et invite les chefs des autres wilayas à se réunir pour former l'état-major d'une ALN, ouverte à tous les patriotes, indépendante du FLN, du MNA et du Caire. Informée, l'armée monte l'opération Cantate (largage d'un poste de radio piégé, près du lieu de la rencontre). Adjoul, un chef de groupe prêt à se rendre, remet le poste à Ben Boulaïd qui en le manipulant entraîne sa mort et celle d'autres cadres.

Ben Boulaïd est le promoteur de la révolution algérienne pour réaliser le programme du PPA, plébiscité par le Congrès des Amis du Manifeste et de la Liberté de mars 1945 : l'élection d'une Assemblée Constituante Souveraine.

Jacques Simon *est né en 1933 à Palat (Algérie). Étudiant à Paris, il s'engage dans la lutte pour l'indépendance de l'Algérie, après le Congrès d'Hornu. Membre de la direction de la Fédération de France de l'USTA, docteur en histoire, il dirige le Centre de Recherche et d'Études sur l'Algérie contemporaine (CREAC).*

ISBN : 978-2-343-09725-1

16,50 €

9 782343 097251

Collection « CREAC-HISTOIRE »
dirigée par Jacques Simon